



# **RAPPORT ANNUEL 2011**

Ressources Strateco inc.  
1225, rue Gay-Lussac, Boucherville (Québec) J4B 7K1  
Tél.: 450 641-0775 1 866 774-7722 Téléc.: 450 641-1601  
SiteWeb: [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com) Courriel: [info@stratecoinc.com](mailto:info@stratecoinc.com)  
Bourse de Toronto: RSC Bourse de Francfort: « FSE » : RF9



# TABLE DES MATIÈRES

## Rapport de gestion

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION .....	1
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS .....	1
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION .....	1
LES FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2011 .....	2
FINANCEMENT .....	4
PROJETS ET NOUVELLES ACQUISITIONS .....	4
TRAVAUX D'EXPLORATION .....	5
ÉVALUATION .....	11
INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE .....	12
COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS .....	17
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION .....	20
ASSURANCE ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ .....	22
FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION .....	26
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	28
RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	28
POLITIQUE SUR LES DIVIDENDES .....	29
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT .....	29
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	30
QUATRIÈME TRIMESTRE .....	31
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES AU 31 DÉCEMBRE 2011 .....	31
ARRANGEMENT HORS BILAN .....	32
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES .....	32
RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS .....	33
PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET ESTIMATIONS ET TRANSITION AUX IFRS .....	33
NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE .....	33
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION .....	33
INSTRUMENTS FINANCIERS .....	33
RISQUES ET INCERTITUDES .....	33
EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ...	35
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	35
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE .....	36

## États financiers

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	37
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS .....	38
ÉTATS FINANCIERS	
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE .....	40
ÉTATS DES RÉSULTATS .....	41
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL .....	42
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE .....	43
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES .....	44
NOTES ANNEXES .....	45

<b>Attestations</b> .....	84
---------------------------	----

<b>Informations générales</b> .....	88
-------------------------------------	----



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. (« la Société ») pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010. La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le « Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans ses états financiers 2011. Dans le présent rapport de gestion, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada d'avant l'adoption des IFRS. Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et les données comparatives ont été établis conformément aux IFRS s'appliquant à la Société et, notamment, à IAS 1 et à IFRS 1. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

### MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société et ses activités d'exploration renferment des « énoncés prospectifs » qui dépendent du contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le présent rapport de gestion et dans la notice annuelle déposés sur SEDAR.

### STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille un intérêt de 100 % dans quatre propriétés minières et des participations dans trois propriétés minières, toutes situées au Québec. Ces propriétés totalisent 941 titres miniers pour une superficie de 49 606 hectares (496 km<sup>2</sup>). La Société concentre ses activités sur l'exploration du projet Matoush. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré un des projets d'exploration ayant les plus fortes teneurs uranifères au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention par la Société du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion**

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### LE MARCHÉ DE L'URANIUM

Depuis le début des années 2000, le marché de l'uranium a pris beaucoup d'envergure en raison des avantages qui en découlent et des besoins enregistrés dans de nombreux secteurs d'activités. La demande croissante d'énergie, notamment des pays émergents tels que la Chine et l'Inde, les enjeux environnementaux ainsi que la disponibilité de la ressource pour une exploitation à grande échelle sont quelques facteurs qui expliquent la reprise du marché de l'uranium. Le prix « spot » de l'uranium est passé d'environ 10 \$ US / livre en 2002 à des prix aux alentours de 70 \$ US / livre en 2011, sans compter le sommet atteint de 137 \$ US / livre en 2007.

Les événements de Fukushima au Japon, survenu le 11 mars 2011, ont toutefois affecté le marché de l'uranium. Le prix « spot » de l'uranium, de même que tous les indices des sociétés uranifères, ont connu une baisse importante.

Pourtant, de nombreux analystes sont optimistes quant à l'avenir du marché de l'uranium. Malgré l'annonce de la fin des programmes nucléaires allemand, suisse et belge, et l'opposition par référendum du peuple italien contre la reprise du nucléaire dans leur pays, le besoin de ressources uranifères demeure important. En effet, la demande énergétique mondiale augmente sans cesse et le nombre de réacteurs nucléaires continue de croître.

Il y a actuellement plus de 440 réacteurs nucléaires à travers le monde répartis dans une trentaine de pays et plus de 60 réacteurs sont en construction dans une quinzaine de pays, principalement en Asie. Une augmentation de la présence du nucléaire est également attendue en Corée du Sud et en Russie, mais également dans de nouveaux endroits qui cherchent à diversifier leurs sources énergétiques, tels les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Les pays qui ont mis fin à leur programme nucléaire à la suite des événements survenus au Japon représentent un faible pourcentage de la demande mondiale en énergie nucléaire; la majorité des pays européens qui ont un programme nucléaire ont décidé de le maintenir.

Depuis le début de l'année 2012, un nouvel intérêt pour le secteur de l'uranium a été observé. Après avoir connu une année difficile à la suite des événements survenus au Japon, l'industrie semble se diriger vers de meilleurs jours. En effet, pour la première fois en 30 ans, les États-Unis ont approuvé la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires en Géorgie. De plus, plusieurs pays tels la France, la Chine, l'Inde, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Russie ont réaffirmé leur soutien au nucléaire et presque tous les pays ont maintenu leur programme nucléaire.

### **LES FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2011**

L'année 2011 a été difficile pour l'industrie uranifère en raison des malheureux événements survenus au Japon, et plus particulièrement à la centrale nucléaire de Fukushima. La Société a néanmoins franchi l'année 2012 sur une note très positive avec l'annonce, le 23 décembre 2011, d'une entente sur l'information et les communications avec la Nation crie de Mistissini, une augmentation significative des ressources de son projet uranifère Matoush et les approbations du ministre fédéral de l'Environnement, l'honorable Peter Kent, et de l'Administrateur fédéral de la Convention de la Baie-James du Nord québécois (« Administrateur fédéral »), madame Elaine Feldman, pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush.

Les relations entre la Nation crie de Mistissini et la Société ont connu un nouvel élan, le 23 décembre dernier, avec la signature d'une entente sur l'information et les communications (« entente ») préalable à la réalisation de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Cette entente porte sur le processus de communication qui encadrera les relations entre la Société et la Nation crie de Mistissini durant le programme d'exploration souterraine et contient diverses mesures qui seront réalisées en étroite collaboration et dans un esprit de partenariat pour faciliter le dialogue.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Après l'annonce de cette entente, la Société a reçu, le 2 février 2012, les approbations du ministre fédéral de l'Environnement et de l'Administrateur fédéral pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Cette annonce fait suite aux recommandations du Comité fédéral d'examen sud (« COFEX-S ») et de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), rendues publiques en août 2011. Dans son rapport, le COFEX-S recommandait que « le projet, tel que présenté dans l'étude d'impact ainsi que dans les documents complémentaires à l'étude, soit autorisé conditionnellement au respect par le promoteur des avis et conditions énumérés », dont l'acceptabilité sociale du projet. De son côté, la CCSN concluait, entre autres, que le projet, en tenant compte des mesures d'atténuation identifiées dans le rapport d'études approfondies de la CCSN et du COFEX-S, n'est pas susceptible de causer des impacts négatifs importants sur l'environnement. L'annonce du ministre reprend les conclusions du COFEX-S et de la CCSN alors que l'Administrateur fédéral autorise le projet d'exploration avancée selon certaines conditions dont la mise en œuvre de l'entente sur l'information et les communications avec les Cris.

Par ailleurs, au cours de l'année 2011, la Société avait annoncé une mise à jour de l'estimation des ressources du projet Matoush. Celle-ci a été complétée en début d'année 2012 et les résultats se sont avérés excellents. En effet, les ressources minérales inférées ont augmenté de 50 % depuis la dernière estimation des ressources en septembre 2009. Elles atteignent maintenant 2,04 millions de tonnes à une teneur de 0,43 %  $U_3O_8$  contenant 19,22 millions de livres  $U_3O_8$ . Les ressources indiquées sont estimées à 453 000 tonnes à une teneur de 0,78 %  $U_3O_8$  contenant 7,78 millions de livres  $U_3O_8$ .

En ce qui a trait aux travaux d'exploration, la campagne de forage de 30 000 mètres de l'année 2011 a donné des résultats très encourageants et a contribué à l'augmentation significative des ressources inférées du projet Matoush. Parmi ces résultats, notons les forages complétés entre les lentilles MT-22 et MT-34 ainsi que les forages MT-11-032 et 033 dans l'extension de la lentille MT-34.

Ensuite, au cours de l'année 2011, la Société a réalisé trois levés radon qui ont permis d'identifier d'éventuelles cibles de forage prometteuses. Le premier levé radon, qui avait été entrepris sur la propriété Mistassini lors du second trimestre et qui a été complété au cours du troisième trimestre, a permis de déterminer l'empreinte minéralisée en surface du secteur foré de la propriété. Le second levé radon, qui a été effectué au-dessus des lentilles AM-08, AM-15 et MT-22 du projet Matoush, a démontré qu'il pouvait détecter une minéralisation uranifère associée à des structures de type Matoush à différentes profondeurs. Finalement, le troisième levé radon, qui a couvert les propriétés Matoush Extension et Eclat, a permis d'identifier des anomalies radon intéressantes.

D'autre part, malgré un marché principalement défavorable pour l'industrie uranifère au cours de l'année 2011, la Société a continué à accorder une importance particulière aux relations avec les investisseurs. À cet effet, la Société a notamment retenu les services d'un consultant voué exclusivement aux relations avec les investisseurs. De plus, le président et chef de la direction de la Société a effectué une série de voyages tout au long de l'année pour des rencontres avec divers investisseurs et institutions.

Finalement, la Société est fière que le projet Matoush soit l'un des 11 projets miniers du Plan Nord, dont le coup d'envoi a été annoncé le 9 mai 2011 par le gouvernement du Québec. Avec son projet d'exploration avancée, la Société participera au développement de l'un des plus grands chantiers de développement économique, social et environnemental de l'histoire du Québec. La Société profitera directement, à court terme, de l'investissement annoncé par le gouvernement du Québec de 330 \$ millions pour le prolongement de la route 167 vers les monts Otish.

Sur le plan des finances, le conseil d'administration a nommé, en juillet, monsieur Yvon Robert, CA, au poste de vice-président aux finances. Monsieur Robert agit également à titre de chef des finances et trésorier de la Société.

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion**

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### **FINANCEMENT**

Le 29 février 2012, la Société a annoncé la clôture d'un placement privé avec l'entremise d'un syndicat de placeurs pour compte totalisant 16 025 620 actions accréditatives pour un produit brut total de 9 999 988 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditatives, la Société s'est engagée à renoncer à 9 999 988 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2012. La Société a payé en espèces une commission aux placeurs pour compte représentant 5,5 % du produit brut de ce placement privé accréditif.

Le 29 février 2012, la Société a clôturé un deuxième placement privé avec le Groupe Sentient (« Sentient »), sans l'entremise d'un courtier totalisant 6 000 000 d'unités au prix de 0,50 \$ l'unité pour un produit brut de 3 000 000 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,65 \$ jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2014. Sentient a reçu 180 000 unités additionnelles représentant 3 % du produit brut du placement à titre de frais de transaction.

Les produits de ces deux financements seront utilisés par la Société pour poursuivre l'exploration et le développement des propriétés de la Société ainsi qu'aux besoins généraux de fonds de roulement.

Le 29 décembre 2011, la Société a conclu un accord de prêt transitoire de 3 000 000 \$ avec SIDEX, société en commandite (« SIDEX »). Le prêt porte un taux d'intérêt annuel de 8 %. En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit de souscrire une action ordinaire de la Société sur une période de 24 mois au prix de 0,75 \$ l'action. Chaque action est sujette à une période de restriction de revente de 4 mois. Le prêt est garanti et devra être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts de 2011, relatifs aux ressources, ou au plus tard le 31 décembre 2012.

Le 19 décembre 2011, la Société a remboursé en entier le prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX conclu le 26 novembre 2010. Le remboursement du prêt ainsi que les intérêts courus ont été faits à la suite de la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2010 liés aux frais d'exploration.

Le 23 juin 2011, la Société a clôturé un placement privé sans l'entremise d'un courtier d'un nombre cumulatif de 4 904 904 actions ordinaires accréditatives pour un produit brut de 3 500 100 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditatives, la Société s'est engagée à renoncer à 3 500 100 \$ en dépenses admissibles en faveur des investisseurs au 31 décembre 2011. La Société a payé des frais d'intermédiaires de 210 000 \$ en lien avec le financement.

### **PROJETS ET NOUVELLES ACQUISITIONS**

La Société a concentré ses efforts en 2011 pour compléter les engagements pris dans le cadre des conventions d'options dans les propriétés Pacific Bay-Matoush et Mistassini et ainsi former les entreprises en coparticipation sur ces propriétés.

Aucun nouveau projet n'a été entrepris et aucune nouvelle acquisition n'a été réalisée au cours de l'année 2011.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### TRAVAUX D'EXPLORATION

Monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif et exploration de la Société rempli les conditions et est reconnu comme une personne qualifiée selon les dispositions du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers L.R.Q. c. v-1.1, r.15*, aussi appelé dans d'autres juridictions *Norme canadienne 43-101, Information concernant les projets miniers* ( « *Règlement 43-101* » ) ou ( « *Norme canadienne 43-101* » ). Monsieur Lachance a supervisé l'établissement des renseignements constituant le fondement de l'information technique et a approuvé l'information. M. Lachance a vérifié les données, notamment les données d'échantillonnage, d'analyse et d'essai sur lesquelles reposent les renseignements ou opinions contenus dans l'information écrite ci-après, en utilisant un processus lui permettant de confirmer que les données ont été produites selon les procédés appropriés, qu'elles ont été correctement transcrites à partir de la source originale et qu'elles peuvent être utilisées.

Les protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle sont décrits en détail à la **NOTE 1** suivant la section « **Stratégie et plan d'action** » dans le présent rapport de gestion. Cette note présente une description technique des procédures analytiques, des méthodes d'échantillonnage, des protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité mis en œuvre dans le cadre du programme d'exploration, y compris des explications sur l'utilisation du préfixe « e » dans  $eU_3O_8$ , qui représente la valeur **estimée** ou **équivalente en  $U_3O_8$**  déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, la méthodologie d'utilisation de la sonde gamma et finalement, une comparaison des résultats en  $eU_3O_8$  et  $U_3O_8$ . Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com) dans la section « *Assurance et contrôle de la qualité - QA/QC* » .

Dans le cadre de sa campagne de forage 2011, qui visait à accroître le potentiel du projet Matoush, la Société a réalisé 52 sondages sur les propriétés Matoush et Pacific Bay-Matoush, totalisant 29 614 mètres, dont 24 103 sur Matoush. Les forages complétés ont notamment permis de circonscrire trois nouvelles lentilles et d'augmenter significativement les ressources de la propriété Matoush. Sur la propriété Mistassini, cinq sondages ont été complétés pour un total de 467 mètres. De plus, un levé radon y a été réalisé avec des résultats prometteurs.

Au total, 261 834 mètres (565 sondages) ont été forés depuis le début de l'exploration en 2006.

La Société n'a pas réalisé, au cours de l'année 2011, de travaux d'exploration sur les propriétés Apple (intérêt de 100 %) et Quenonisca (intérêt de 50 % en participation avec SOQUEM).

### PROJET MATOUSH

*(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush)*

Le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec à environ 275 km au nord de Chibougamau, est constitué de la propriété Matoush détenue à 100 %, de la propriété Matoush Extension détenue à 100 %, de la propriété Eclat détenue à 100 % et de la propriété Pacific Bay-Matoush sur laquelle la Société a un intérêt indivis de 60 %. Le projet Matoush comprend actuellement 590 titres miniers sur une superficie totalisant 31 195 hectares (312 km<sup>2</sup>).

#### *Propriété Matoush*

Au cours du premier trimestre de l'année 2011, huit sondages ont été complétés sur la propriété Matoush, pour un total de 5 227 mètres.

Les forages réalisés au cours du premier trimestre de l'année ont été concentrés au centre des ressources circonscrites dans les lentilles AM-15, MT-22 et MT-34. L'objectif consistait plus précisément à évaluer le potentiel du secteur situé entre les lentilles MT-22 et MT-34 à des profondeurs verticales situées entre -400 et -700 mètres. Ce secteur d'intérêt, d'une distance latérale d'environ 300 mètres, n'avait fait l'objet que de quelques forages au cours des années antérieures. Une autre lentille avec une plongée similaire à la lentille MT-34 ou bien une continuité de la minéralisation entre les lentilles MT-22 et MT-34 pourrait s'y trouver. À titre indicatif, le seul forage complété au centre de ce secteur en 2008 avait intersecté la faille Matoush à -500 mètres avec une teneur de 0,09 %  $U_3O_8$  sur 3,0 mètres.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Sept sondages y ont été forés au cours du premier trimestre de 2011 à une profondeur verticale cible oscillant entre -450 et -550 mètres. Les résultats se sont avérés très encourageants confirmant la présence de hautes teneurs uranifères dans ce secteur demeuré, à toute fin pratique, inexploré.

Le sondage MT-11-004, dont le point de percée se situe au cœur de cette zone à -520 mètres, s'est avéré vraiment concluant avec une intersection de 0,41 %  $U_3O_8$  sur 5,6 mètres incluant 0,80 %  $U_3O_8$  sur 2,5 mètres. Quatre autres sondages ont donné des résultats suffisamment prometteurs pour envisager, a priori, la possibilité d'une nouvelle lentille.

Au cours du deuxième trimestre de 2011, 19 forages ont été complétés sur la propriété Matoush, pour un total de 10 745 mètres, incluant deux forages abandonnés en raison des mauvaises conditions de la roche.

La poursuite des forages dans le secteur minéralisé entre les lentilles MT-22 et MT-34 a été prioritaire lors de ce trimestre. Quatre nouveaux forages ont permis de définir l'étendue de cette minéralisation. Parmi les résultats, une zone minéralisée de 0,03 %  $U_3O_8$  sur 9,2 mètres a été intersectée dans le forage MT-11-009. Ce secteur minéralisé, situé entre les lentilles MT-22 et MT-34, défini lors des deux premiers trimestres, a été ajouté à la mise à jour de l'estimation des ressources planifiée pour la fin de 2011 dans le but d'accroître les ressources uranifères de la propriété.

Cinq forages ont aussi été réalisés dans l'horizon ACF3 afin de vérifier quelques zones non explorées au nord et au sud de la lentille AM-15 Extension. Les meilleurs résultats (MT-11-019) ont été de 0,05 %  $U_3O_8$  sur 8,5 mètres (incluant 0,14 %  $U_3O_8$  sur 2,0 mètres) et de 0,14 %  $U_3O_8$  sur 2,8 mètres.

Les résultats positifs de ces deux forages ont confirmé l'accroissement du potentiel de la lentille AM-15 Extension qui atteint maintenant près de 400 mètres de longueur.

Trois forages ont également été réalisés entre la lentille MT-34 et la zone MT-06, ce qui a permis de confirmer l'extension de la minéralisation au nord du forage MT-09-006 (0,27 %  $U_3O_8$  sur 9,5 mètres, incluant 0,97 %  $U_3O_8$  sur 1,2 mètre). Parmi les résultats, le forage MT-11-025, localisé à approximativement 145 mètres du MT-09-006, a intersecté une zone minéralisée intéressante confirmée par les résultats de 0,06 %  $U_3O_8$  sur 3,5 mètres.

La balance des sondages a été complétée dans le secteur du dyke Coonishish, découvert en 2008 et situé à l'extrémité nord de la lentille MT-22. Le premier d'entre eux (MT-11-04) qui visait la faille Matoush, a traversé une zone minéralisée de 0,57 %  $U_3O_8$  sur 5,5 mètres (incluant 1,39 %  $U_3O_8$  sur 2,0 mètres), en bordure du dyke Coonishish. Les autres forages réalisés dans ce secteur n'ont pas intersecté de valeurs significatives malgré plusieurs similarités avec la faille Matoush en ce qui concerne la minéralisation, les altérations et les structures.

Au cours du troisième trimestre de 2011, 16 sondages ont été complétés sur la propriété Matoush, pour un total de 8 131 mètres. La majorité des forages a été concentrée dans l'extension sud de la lentille MT-34, sur une distance d'environ 1,5 km.

Des résultats très encourageants ont été obtenus dans les forages MT-11-032 et 033, respectivement situés à 200 mètres et 400 mètres au sud de la lentille MT-34. Le forage MT-11-032 a intersecté la minéralisation avec une teneur de 0,36 %  $U_3O_8$  sur 27,5 mètres incluant 1,37 %  $U_3O_8$  sur 3,0 mètres, et le forage MT-11-033, 1,39 %  $U_3O_8$  sur 4,8 mètres incluant 3,62 %  $U_3O_8$  sur 1,60 mètre.

De plus, deux forages, complétés dans le secteur prometteur du forage MT-09-006, situé à environ 1 km au sud de la lentille MT-34, ont intersecté des résultats intéressants : le MT-11-035, avec 0,05 %  $U_3O_8$  sur 5,2 mètres incluant 0,42 %  $U_3O_8$  sur 0,6 mètre, ainsi que le MT-11-036, avec 0,03 %  $U_3O_8$  sur 8,1 mètres. Ces forages ont montré des altérations avec une forte intensité en fuschite, tourmaline et oxydes qui peuvent être indicatrices de minéralisation.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Le secteur de la lentille MT-36, située à environ 1,5 km au sud de la lentille MT-34, a également été foré au sommet de l'unité ACF4 dans le but de prolonger la minéralisation en uranium vers le sud. Les deux forages complétés ont enregistré des teneurs respectives de 0,07 %  $U_3O_8$  sur 5,0 mètres incluant 0,12 %  $U_3O_8$  sur 1,5 mètre (MT-11-038) et de 0,10 %  $U_3O_8$  sur 4,4 mètres (MT-11-039).

Les résultats de forage obtenus au cours du troisième trimestre de 2011 dans l'extension sud de la lentille MT-34 ont permis de circonscrire trois lentilles de plongée subhorizontale sur une distance d'environ 1,5 km, situées au sommet de l'horizon ACF4. À ceci s'ajoute la lentille AM-15 Extension dans l'horizon ACF3, définie au cours du second trimestre de 2011 sur une longueur de plus de 400 mètres, ainsi qu'une autre située entre les lentilles MT-22 et MT-34. Ces résultats positifs ont permis un accroissement notable des ressources tel que reflété dans le rapport 43-101.

D'autre part, un levé radon a été réalisé au cours du mois de juillet 2011 par la compagnie RadonEx, au-dessus des lentilles AM-08, AM-15 et MT-22, afin de vérifier l'application de la méthode employée. Ce levé s'est avéré concluant, démontrant que la méthode est efficace et très rapide. Cette technique peu dispendieuse permettra ainsi de diminuer les coûts d'exploration. Les anomalies en radon détectées se trouvaient à moins de 100 mètres de la faille Matoush et étaient clairement associées aux lentilles AM-08 et AM-15. Des anomalies plus diffuses et plus faibles ont été enregistrées dans la partie du levé correspondant à la lentille MT-22 (-400 mètres) indiquant que le signal diminue en intensité avec la profondeur. Ce levé radon a donc démontré qu'il pouvait détecter une minéralisation uranifère associée à des structures de type Matoush à différentes profondeurs.

Par ailleurs, la campagne de forage 2011 s'étant terminée à la mi-septembre, les travaux sur le terrain se sont avérés relativement limités au cours du dernier trimestre de 2011. Le personnel du département d'exploration a concentré ses activités dans la rédaction des rapports de travaux statutaires et, plus particulièrement, dans la compilation et l'interprétation des résultats de forage sur la propriété Matoush en vue de la nouvelle estimation des ressources.

En effet, au cours du dernier trimestre de l'année 2011, Roscoe Postle Associates («RPA») auparavant Scott Wilson RPA a été mandatée pour la mise à jour de l'estimation des ressources du projet Matoush selon la *Norme canadienne 43-101*, à partir des résultats des forages disponibles au 31 décembre 2011. Des méthodes similaires à celles appliquées pour l'estimation précédente des ressources (RPA, septembre 2009) ont été employées. Les résultats finaux de l'estimation des ressources ont été obtenus le 2 janvier 2012.

Le chef géologue de la Société a activement participé à la mise à jour de l'estimation des ressources afin de contribuer à la bonne compréhension des différents paramètres géologiques qui sont impliqués dans le calcul des ressources, telles que la densité, les lithologies et les altérations. Un travail de modélisation des contours minéralisés a également été réalisé en partenariat avec RPA. Enfin, une vérification accrue de la base de données ainsi qu'un contrôle de qualité très serré ont été effectués par la Société et RPA.

La mise à jour de l'estimation des ressources a démontré une augmentation significative des ressources inférées. Elles atteignent maintenant 2,04 millions de tonnes à une teneur de 0,43 %  $U_3O_8$  contenant 19,22 millions de livres  $U_3O_8$ . Les ressources minérales indiquées sont estimées à 453,000 tonnes à une teneur de 0,78 %  $U_3O_8$  contenant 7,78 millions de livres  $U_3O_8$ , ce qui est similaire aux résultats obtenus en 2009 puisque la Société n'a pas réalisé de travaux de forage de définition, entre novembre 2009 et octobre 2011, qui auraient permis d'augmenter les ressources indiquées. Ces ressources minérales sont contenues dans les zones AM-15, MT-34 et MT-22 et dans les nouvelles zones MT-02, MT-06 et MT-36 sur une distance latérale de 3 km. La structure Matoush a été identifiée sur 11 km vers le sud et 2,5 km vers le nord.

Les excellents résultats des forages MT-11-032 (0,36 %  $U_3O_8$  sur 27,5 mètres incluant 1,37 %  $U_3O_8$  sur 3,0 mètres) et MT-11-033 (1,39 %  $U_3O_8$  sur 4,8 mètres incluant 3,62 %  $U_3O_8$  sur 1,60 mètre) ont permis d'augmenter les ressources uranifères de façon significative avec l'extension sud de la lentille MT-34.

En 2011, 24 103 mètres répartis en 42 forages ont été complétés sur la propriété Matoush.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### *Propriété Pacific Bay-Matoush*

Au cours du premier trimestre de 2011, cinq sondages ont été complétés sur la propriété Pacific Bay-Matoush, sur laquelle la Société a exercé son option d'acquérir 60 % d'intérêt, pour un total de 2 931 mètres. Le 29 octobre 2011, la Société a acquis un intérêt indivis de 60 % sur la propriété.

Rappelons qu'en octobre 2010, trois sondages effectués pour tester une structure similaire à la faille Matoush d'orientation nord-sud, située à 4,0 km de celle-ci, s'étaient avérés concluants. Une faille de type Matoush, nommée faille Alfred, avec des altérations identiques à la faille Matoush, avait en effet été recoupée sur une longueur de 365 mètres. Une série de forages a été planifiée en vue de confirmer la continuité.

Cinq sondages y ont été complétés au cours du premier trimestre. Trois d'entre eux ont vérifié l'extension nord de la faille Alfred sur une distance latérale de 270 mètres. Un autre sondage a été foré à mi-chemin entre les deux forages distants de 365 mètres complétés à l'automne 2010. Le dernier sondage a vérifié l'extension verticale de la faille à une profondeur de -500 mètres.

Les cinq forages complétés ont confirmé la continuité de la faille Alfred vers le nord et en profondeur avec la présence de l'altération typique de la faille Matoush. La présence de minéralisation significative n'a, par ailleurs, pas été rencontrée.

Au cours du deuxième trimestre de 2011, cinq autres forages ont été complétés sur la faille Matoush, pour un total de 2 580 mètres. Ces forages ont permis de définir l'extension de la faille Alfred vers le sud prouvant ainsi sa continuité sur près de deux kilomètres. Les similarités avec la faille Matoush ainsi que les conditions pour la minéralisation de la faille Alfred demeurent intéressantes, malgré l'absence d'anomalies uranifères significatives. Les forages faits jusqu'à maintenant ont permis de confirmer que certaines caractéristiques minéralisatrices des lentilles sur la faille Matoush se retrouvent ailleurs sur la propriété.

En 2011, 5 511 mètres répartis en 10 forages ont été complétés sur la propriété Pacific Bay-Matoush.

### *Engagements*

En 2011, avec une date de prise d'effet du 29 octobre 2011, tel que prévu à la convention d'option et d'entreprise en coparticipation du 29 octobre 2007 entre la Société et Consolidated Pacific Bay Minerals Ltd., maintenant appelée Pacific Bay Minerals Ltd (« Pacific Bay »), la Société a maintenant complété ses obligations et a exercé son option d'acquérir un intérêt indivis de 60 % dans la propriété Pacific Bay-Matoush.

Afin d'acquérir cet intérêt sur une période de quatre ans, la Société a acquis, en janvier 2008, 1 000 000 d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité étant composée d'une action ordinaire de Pacific Bay et d'un bon de souscription. Chaque bon entier de souscription permettait à la Société d'acquérir une action de Pacific Bay au prix de 0,60 \$ par action pour une période de 24 mois. Les bons de souscription n'ont pas été exercés et sont échus. La Société a aussi réalisé des travaux d'exploration d'un montant de plus de 3 000 000 \$ sur la propriété, à raison d'un minimum de 10 000 mètres de forages, en plus de payer une somme totale en espèces à Pacific Bay de 500 000 \$ et d'émettre un total de 200 000 actions ordinaires de la Société à Pacific Bay sur une période de 4 ans.

La propriété Pacific Bay-Matoush, sur laquelle la Société a acquis son intérêt, est constituée de 277 titres miniers dans les feuillets SNRC 32P16; 33A01; 22M13; et 23D04, couvrant une superficie approximative de 14 576,33 hectares (145,76 km<sup>2</sup>). Elle est située dans la région des monts Otish, à environ 275 km au nord-est de Chibougamau, dans la province de Québec, et fait partie du projet Matoush de la Société avec les propriétés Matoush, Matoush Extension et Eclat, qui y sont adjacentes.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Conformément aux termes de l'entente d'entreprise en coparticipation, à la formation de l'entreprise en coparticipation, la Société détient un intérêt indivis de 60 % et Pacific Bay détient un intérêt indivis de 40 % dans la propriété. Aussi longtemps que la Société maintiendra un intérêt de 50 %, la Société demeurera le gérant de l'entreprise en coparticipation et dirigera le comité de gestion de l'exploration sur la propriété Pacific Bay-Matoush.

Dans le cadre de l'entreprise en coparticipation, chaque partie, dont l'intérêt sera dilué à moins de 10 %, aura son intérêt converti en une redevance de 2 % sur le Revenu net de fonderie et *yellow cake* de la propriété Pacific Bay-Matoush. Une royauté de 2 % sur le Revenu net de fonderie est aussi payable seulement et exclusivement par Pacific Bay à un particulier sur 142 des 277 claims de la propriété.

### *Propriétés Matoush Extension et Eclat*

À la suite des résultats prometteurs obtenus grâce au levé radon effectué au-dessus des lentilles AM-08, AM-15 et MT-22, la Société a décidé, au cours du troisième trimestre de 2011, de réaliser un autre levé radon couvrant les propriétés Matoush Extension et Eclat. Celui-ci avait pour objectif de vérifier la présence, dans divers secteurs peu explorés, d'anomalies radon qui pourraient être associées à la faille Matoush et à certains linéaments géophysiques de type Matoush.

Les résultats préliminaires obtenus pour l'ensemble du levé sont encourageants. D'abord, les résultats du bloc 1, situé à environ 4,5 kilomètres au nord de la lentille MT-22, ont permis de détecter une anomalie radon allongée sur 500 mètres d'orientation nord-sud au-dessus de l'extension nord projetée de la faille Matoush. Ces résultats sont prometteurs, d'autant plus que ce secteur n'a pas encore été testé par forage.

Ensuite, les résultats du bloc 3, situé à 4,5 kilomètres au nord-est de la lentille AM-15, sont également très positifs. Une anomalie radon de 400 mètres de longueur, allongée selon une orientation nord-sud, a été détectée en bordure est d'un linéament géophysique nord-sud, de type Matoush, non testé par forage. Ce linéament identifié par la firme MPH Consulting Ltée, en 2010, pourrait être la source des blocs minéralisés (dont un de 61 000 cps) de l'indice Laurent-Martin qui sont localisés à moins de 500 mètres au sud-ouest. Rappelons que deux forages, se trouvant à 250 mètres au nord-est de l'indice, avaient été réalisés en 2007 dans le but de trouver la source, mais sans succès. La juxtaposition de ce linéament avec l'anomalie radon apparaît comme une cible de forage prioritaire pour 2012.

Le levé radon a été complété sur les propriétés Matoush Extension et Eclat au début du dernier trimestre de l'année 2011. L'équipe de RadonEx a prélevé un total de 402 mesures radon dans six secteurs différents. La Société a ainsi été en mesure de produire une carte présentant les résultats finaux en radon.

Les meilleurs résultats du levé effectué sur les propriétés Matoush Extension et Eclat permettent de cibler les zones à explorer lors des prochains forages. La compilation finale de ce levé confirme que diverses anomalies radon sont prometteuses pour les prochaines phases d'exploration. Deux anomalies retiennent particulièrement l'attention et devraient être testées par forage éventuellement, soit celle située dans l'extension nord de la faille Matoush (bloc 1) et celle située au nord-est de l'indice Laurent-Martin (bloc 3). Les autres anomalies seront vérifiées par forage dans une deuxième phase si les deux premières anomalies sont concluantes.

En 2011, aucun forage n'a été effectué sur les propriétés Matoush Extension et Eclat.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### AUTRE PROPRIÉTÉ

#### *Propriété Mistassini*

Sur la propriété Mistassini, située à 50 km au sud-ouest de la propriété Matoush, une foreuse hélicoptérée y a été mobilisée à la mi-janvier 2011 pour une campagne de forage planifiée d'environ 1 000 mètres. Les mauvaises conditions climatiques ont perduré entraînant d'importants délais lors de la mobilisation et limitant grandement les déplacements par hélicoptère. Ainsi, en raison des mauvaises conditions météorologiques et de manière à respecter le budget prévu, la campagne de forage a été réduite à 467 mètres. La campagne s'est terminée le 9 février 2011.

Au total, cinq forages ont été complétés. Deux d'entre eux visaient à tester des anomalies géophysiques situées respectivement aux extrémités ouest et est de la propriété. Les trois autres sondages visaient à vérifier les extensions possibles, nord et sud, d'un corridor minéralisé incorporant l'indice du lac Mantouchiche découvert en 2007 par Ressources Majescor inc. (« Majescor ») et confirmé par la Société à l'été 2009.

Les deux premiers sondages ont été implantés afin de vérifier deux anomalies de résistivité interprétées à la suite du levé géophysique aéroporté réalisé par Fugro Airborne Surveys Corp. en décembre 2008 et janvier 2009. Aucune structure n'a été intersectée, indiquant un potentiel limité. Une des anomalies a été expliquée par quelques faibles zones de fracturation non minéralisées, alors que la seconde semble avoir été causée par le matériel de moraine, aucune variation lithologique ou structurale ayant été observée.

Deux autres forages ont été complétés à environ 100 mètres au nord de l'indice Mantouchiche. Bien que les sondages aient intercepté des zones de déformation avec altération, il y a uniquement des valeurs anormales contenant des traces d'uranium.

Pour ce qui est du sondage effectué au sud du même indice, soit à environ 100 mètres, un rehaussement significatif du bruit de fond a été noté, mais aucune minéralisation significative n'a été intersectée.

À la lumière des résultats obtenus à la suite des forages complétés jusqu'à maintenant sur la propriété, nonobstant les intersections significatives obtenues en 2007 et 2009 à proximité de l'indice Mantouchiche, l'interprétation suggère que la minéralisation pourrait prendre la forme de lentilles verticales, dont l'emplacement reste à établir. Afin de déterminer l'attitude et l'orientation des structures pour tenter de clarifier les contrôles de la minéralisation, un levé radon a été entrepris au cours du deuxième trimestre.

En partenariat avec Majescor, la Société a débuté un levé radon sur la propriété Mistassini, le 27 juin 2011. Ce levé visait à déterminer l'attitude et l'orientation des structures pour tenter de clarifier les contrôles de la minéralisation dans le secteur de découverte du Lac Mantouchiche.

Le levé a été complété le 10 juillet 2011 par la compagnie mandatée RadonEx. L'interprétation des résultats des analyses a permis de déterminer l'empreinte minéralisée en surface du secteur foré de la propriété. Ces résultats positifs devraient permettre de préciser des cibles pour une prochaine campagne de forage en coparticipation avec Majescor, la Société ayant acquis, le 14 février 2011, son intérêt de 60 % dans les droits d'uranium dans la propriété Mistassini.

En 2011, 467 mètres répartis en 5 forages ont été complétés sur la propriété Mistassini.

#### *Engagements*

Au cours de l'année 2011, la Société a complété ses obligations, prévues à la convention d'option entre la Société et Majescor, en réalisant des travaux d'exploration d'un montant de plus de 1 300 000 \$ sur la période de trois ans. Par conséquent, la Société a acquis un intérêt de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini. Le 16 mai 2011, la Société et Majescor ont exécuté l'entente d'entreprise en coparticipation avec une date de prise d'effet au 14 février 2011.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

La propriété Mistassini, sur laquelle la Société a acquis son intérêt, est constituée de 171 titres miniers dans le feuillet SNRC 32P, couvrant une superficie de 9 115 hectares (91,15 km<sup>2</sup>).

Conformément aux termes de l'entente d'entreprise en coparticipation, aussi longtemps que la Société maintiendra un intérêt de 50 % dans les droits d'uranium, la Société demeurera le gérant de l'entreprise en coparticipation, dirigera le comité de gestion de l'exploration de l'uranium sur la propriété Mistassini et aura accès exclusif et total à la propriété. Northern Superior Resources Inc. (« Northern Superior »), qui détient 100 % des droits sur le diamant et 50,5 % des droits sur les autres substances minérales, à l'exception du diamant et de l'uranium, a renoncé à ses droits de réaliser des travaux d'exploration et d'exploitation pour le diamant sur la propriété pour la durée de l'entreprise en coparticipation. Northern Superior a droit à une redevance de 2,0 % sur le *yellow cake* de la propriété Mistassini.

## ÉVALUATION

### ESTIMATION DES RESSOURCES

Le 4 janvier 2012, la Société a annoncé les résultats de la plus récente mise à jour de l'estimation des ressources du projet Matoush, indiquant que les ressources minérales inférées ont augmenté de 50 % depuis la dernière estimation des ressources en septembre 2009. Les ressources inférées atteignent maintenant **2,04 millions de tonnes** à une teneur de **0,43 % U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> contenant 19,22 millions de livres U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>**. RPA a mis à jour l'estimation des ressources du projet uranifère Matoush, selon la *Norme canadienne 43-101*, (voir tableau ci-dessous) à partir des résultats des forages disponibles au 31 décembre 2011. Des méthodes similaires à celles appliquées pour l'estimation précédente des ressources (RPA, septembre 2009) ont été employées.

Les ressources indiquées sont estimées à **453 000 tonnes** à une teneur de **0,78 % U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> contenant 7,78 millions de livres U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>**, ce qui est similaire aux résultats obtenus en 2009 puisque la Société n'a pas réalisé de travaux de forage de définition, entre novembre 2009 et octobre 2011. Pour l'année 2012, la Société planifie un programme de forage de 15 000 mètres, dont environ 11 000 mètres seront des forages de définition visant à circonscrire les ressources indiquées à l'intérieur des limites des nouvelles zones de ressources inférées.

Les ressources indiquées sont contenues dans les zones AM-15 et MT-34. Les ressources inférées sont contenues principalement dans les zones MT-22, MT-34 et AM-15 Extension ainsi que dans les nouvelles zones MT-02, MT-06 et MT-36. La structure Matoush a été identifiée sur 11 km vers le sud et 2,5 km vers le nord. *Voir la section « Projet Matoush - Longitudinales – Ressources 2012 » au [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com).*

L'accroissement des ressources inférées s'explique, dans un premier temps, par les forages de type exploration réalisés par la Société selon un espacement de 200 mètres latéralement. Ces forages ont mené à l'extension de la zone MT-34 et ont permis d'identifier les nouvelles zones MT-02, MT-06 et MT-36. Dans un deuxième temps, la Société a effectué des forages sur une maille d'environ 75 mètres afin d'établir des ressources inférées. Il est à noter que les ressources indiquées des zones AM-15 et MT-34 ont été estimées à partir d'une maille de forage de 10 à 25 mètres.

Aucune réserve minérale n'a été estimée à ce jour sur le projet Matoush. La prochaine grande étape d'exploration devrait débuter en 2012 une fois la licence pour le programme d'exploration souterraine obtenue. Un des objectifs sera de convertir les ressources minérales en réserves minérales.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

**Tableau 1 : Estimation des ressources du projet Matoush (RPA, Janvier 2012)**

	<b>Tonnes</b> <b>(x 1 000)</b>	<b>Teneur</b> <b>(% U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>)</b>	<b>Livres U<sub>3</sub>O<sub>8</sub></b> <b>(x 1 000)</b>
<b>Indiquées</b>			
AM-15	269	0,70	4 170
MT-34	184	0,89	3 610
<b>Total Indiquées</b>	<b>453</b>	<b>0,78</b>	<b>7 780</b>
<b>Inférées</b>			
AM-15	91	0,21	430
MT-02	64	0,36	500
MT-06	192	0,18	770
MT-22	885	0,52	10 160
MT-34	607	0,47	6 300
MT-36	201	0,24	1 070
<b>Total Inférées</b>	<b>2 041</b>	<b>0,43</b>	<b>19 220</b>

### Notes:

1. Définitions de l'ICM utilisées pour la classification des ressources minérales.
2. Ressources minérales estimées avec une teneur de coupure de 0,1 % U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>.
3. Les hautes teneurs U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> ont été coupées à 9 %.
4. Ressources minérales estimées en utilisant un prix moyen à long terme de l'uranium à 80 \$ US / livre U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> et un taux de change d'un (1) \$ US / \$ CAN.
5. Largeur minimale de 1,5 mètre utilisée.
6. Les totaux peuvent être différents parce qu'arrondis.

**Ressources – Personnes qualifiées :** Les ressources minérales pour le projet Matoush divulguées dans le rapport technique intitulé : « Technical Report on the Mineral Resource Update for the Matoush Project, Central Québec, Canada » daté du 15 février 2012 ont été estimées par monsieur David Ross, P.Géo., monsieur Normand L. Lecuyer, B. Sc., P. Eng., monsieur Barry Cook, M.Sc., P. Eng., employés de Roscoe Postle Associates (« RPA »), auparavant Scott Wilson RPA et monsieur Bruce C. Fielder, P. Eng., employé de Melis Engineering Ltd., indépendants de la Société. En vertu de leur éducation et de leur expérience pertinente, ces personnes sont reconnues à titre de « personne qualifiée » pour les besoins de la *Norme canadienne 43-101*. Les ressources minérales ont été classifiées en accord avec les *Normes de l'ICM sur les définitions pour les ressources minérales et réserves minérales* (novembre 2010). Messieurs Ross, Lecuyer, Cook ont lu et approuvé le contenu de ce rapport de gestion concernant la divulgation de l'estimation des ressources minérales du projet Matoush.

## INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE

### LICENCE

L'année 2011 a connu de nombreux développements en ce qui a trait au processus d'obtention de la licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Le travail et les efforts de la Société ont finalement mené, au début de l'année 2012, à l'approbation de la phase d'exploration souterraine par le ministre fédéral de l'Environnement et l'Administrateur fédéral de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (« Administrateur fédéral »).

D'abord, à la mi-mai 2011, le COFEX-S a remis à l'Administrateur fédéral ainsi qu'à la CCSN ses recommandations concernant l'étude d'impact environnemental du projet Matoush. Ce rapport a été rendu public le 26 juillet dernier.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

En conclusion de son rapport, le COFEX-S recommande à l'Administrateur fédéral que « le projet, tel que présenté dans l'étude d'impact ainsi que dans les documents complémentaires à l'étude, soit autorisé conditionnellement au respect par le promoteur des avis et conditions énumérés [...] ». Parmi ces conditions, le COFEX-S accorde une importance particulière à l'acceptation sociale du projet aux niveaux local et régional et souligne, entre autres, qu'une « relation de confiance est certainement à bâtir entre le promoteur et les membres de la communauté de Mistissini ».

Les autres avis et conditions énumérés dans le rapport du COFEX-S font, de manière générale, référence à trois enjeux, soit : (1) le dépôt du programme de suivi révisé pour bonifier les inventaires du milieu ; (2) une nouvelle analyse de risques écotoxicologiques tenant compte d'une nouvelle variante pour l'emplacement de l'effluent final et ; (3) une évaluation des mécanismes d'information, d'échanges et de communication avec la Nation crie de Mistissini.

À la suite du dépôt du rapport de recommandations du COFEX-S, la Société a reçu, au mois de juillet, une demande d'informations supplémentaires de l'Administrateur fédéral relativement à l'approbation de l'étude d'impact environnemental. Ce dernier requerrait plus d'informations concernant les trois enjeux mentionnés plus haut afin de pouvoir transmettre ses recommandations au ministre fédéral de l'Environnement.

La Société a remis, le 22 juillet 2011, les informations additionnelles requises relativement aux deux premiers enjeux. En ce qui a trait aux relations avec la Nation crie de Mistissini, la Société avait alors notamment informé l'Administrateur fédéral de la reprise du dialogue avec les autorités crie et de diverses initiatives visant à s'assurer que le développement de la phase d'exploration souterraine se fasse en étroite collaboration et dans un esprit de partenariat avec les Crie.

Ensuite, la CCSN a rendu, le 29 juillet 2011, ses décisions quant à l'étude d'impact environnemental (« EIE ») du projet uranifère Matoush. Celles-ci sont basées sur le rapport d'étude approfondie (« REA ») portant sur l'évaluation environnementale de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Le REA inclut le rapport d'évaluation environnementale du COFEX-S ainsi qu'un addenda des employés de la CCSN.

Les employés de la CCSN reconnaissent que l'EIE réalisée par la Société pour la phase d'exploration souterraine de son projet Matoush « répond aux exigences de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, et que les activités de consultation des autochtones ont été intégrées dans la procédure de révision de l'EIE ». La CCSN a, entre autres, conclu « que le projet, en tenant compte des mesures d'atténuation identifiées dans le REA, n'est pas susceptible de causer des impacts négatifs importants sur l'environnement » et a décidé de transmettre le REA au ministre fédéral de l'Environnement.

À partir du moment où le ministre fédéral de l'Environnement a reçu le REA, soit le 15 août dernier, le public avait une période de 30 jours se terminant le 15 septembre 2011 pour consulter le rapport et émettre des commentaires.

Le 23 décembre 2011, la Société a annoncé la signature d'une entente sur l'information et les communications avec la Nation crie de Mistissini. Ce type d'entente était important pour entamer la phase d'exploration souterraine du projet Matoush afin de pouvoir établir un lien de confiance entre la Société et la Nation crie de Mistissini.

Le ministre a rendu sa décision, le 2 février 2012, en tenant compte des commentaires reçus du public, des recommandations contenues dans le REA et des derniers développements en lien avec la Nation crie de Mistissini. Il estime que « le projet, compte tenu des mesures d'atténuation énoncées dans le rapport d'étude approfondie, n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement ». De plus, il souligne que « les mesures d'atténuation et le programme de suivi décrits dans le rapport d'étude approfondie sont appropriés pour ce projet ». Le communiqué du ministre peut être consulté sur le site Web de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (« ACEE ») ([www.ceaa.gc.ca/050/details-fra.cfm?evaluation=46115](http://www.ceaa.gc.ca/050/details-fra.cfm?evaluation=46115)).

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

L'Administrateur fédéral a également annoncé qu'elle approuvait la phase d'exploration souterraine du projet Matoush le 2 février 2012. Elle précise que cette décision en faveur du projet d'exploration Matoush est « conditionnelle au respect des conditions mentionnées » et souligne l'importance d'assurer une bonne mise en œuvre de l'entente sur l'information et les communications conclue entre la Nation crie de Mistissini et la Société. La lettre de même que les conditions émises par l'Administrateur fédéral peuvent également être consultées sur le site Web de l'ACEE ([www.ceaa.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=D80E970C-1](http://www.ceaa.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=D80E970C-1)).

La CCSN doit tenir une audience publique sur les questions d'ordre technique reliées au programme d'exploration souterraine durant laquelle le public pourra à nouveau s'exprimer et, par la suite, elle rendra sa décision concernant l'attribution de la licence pour la phase d'exploration avancée du projet Matoush.

Au niveau provincial, le Comité provincial d'examen (« COMEX ») a remis, en août 2011, son rapport de recommandations à l'Administrateur provincial de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (« Administrateur provincial »), mais celui-ci n'est pas encore public. La Société n'a pas pris connaissance du rapport.

Les avis publics de la CCSN sont disponibles sur son site Web à l'adresse <http://nuclearsafety.gc.ca/>. Les divers rapports publics gouvernementaux ainsi que les études de la Société en lien avec la phase d'exploration souterraine du projet Matoush sont disponibles sur le site Web de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale à l'adresse [www.ceaa-acee.gc.ca](http://www.ceaa-acee.gc.ca).

### ÉTUDES / PERMIS / AUTORISATIONS

Tout au long de l'année 2011, l'équipe de la Société a réalisé diverses études et analyses requises pour amorcer le programme d'exploration souterraine.

D'abord, la Société a reçu, le 17 janvier 2011, les commentaires du COMEX sur les rapports d'études d'impact, déposés auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (« MDDEP ») en juillet et septembre 2010, concernant l'exploitation de bancs d'emprunt sur des superficies supérieures à 3 hectares et à proximité d'un plan d'eau.

Les réponses aux questions et commentaires concernant les deux études d'impact déposées pour l'exploitation hors normes de bancs d'emprunt sélectionnés ont été déposées au MDDEP à la fin mai 2011. La Société n'a reçu aucune autre demande depuis le dépôt du document.

Ensuite, beaucoup d'échanges ont eu lieu entre la CCSN, le MDDEP et la Société au cours du deuxième trimestre de 2011, concernant principalement la collecte supplémentaire de données de base, le programme de suivi environnemental bonifié, la mise à jour de l'étude de risques comprenant des hypothèses plus réalistes ainsi qu'une alternative à l'emplacement de la décharge de l'effluent final.

En ce qui concerne l'étude de risques écotoxicologiques, la Société a procédé à sa mise à jour à la suite des commentaires reçus de la CCSN. Cette dernière avait informé la Société, en janvier 2011, que l'étude en question comprenait des hypothèses conservatrices, faisant en sorte que les conclusions qui en découleraient exigeraient un suivi environnemental rigoureux. Il a donc été fortement suggéré de refaire l'étude en utilisant des scénarios plus réalistes. L'étude révisée a été déposée à la CCSN pour révision en avril 2011. Elle répond maintenant de manière plus adéquate à la réalité du projet.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

En ce qui a trait à l'emplacement de la décharge de l'effluent final, une analyse hydrologique, réalisée par le Centre d'expertise hydrique de Québec, avait été complétée au début du mois de mars 2011. Cette étude visait à évaluer les débits d'étiage d'un ruisseau situé près du campement Matoush afin d'évaluer une alternative possible pour remplacer le lac 5 (lac Matoush) comme lieu de rejet de l'effluent. En effet, le rejet de l'effluent final dans un ruisseau plutôt que dans le lac 5 a été fortement recommandé par le MDDEP de manière à favoriser le traitement naturel des eaux. Une étude approfondie a été réalisée par la Société et son consultant SENES Consultants Limited (« SENES ») pour confirmer les résultats de l'étude réalisée auparavant par le Centre d'expertise hydrique de Québec. Les résultats ont été déposés, en juillet 2011, auprès de la CCSN qui a considéré cette nouvelle option comme acceptable.

D'autre part, la mise à jour du programme de données de base a été réalisée à partir du nouveau programme, établi par la Société et Genivar Inc. (« Genivar »), qui visait à combler les lacunes dans les données de base cumulées à ce jour tout en tenant compte du nouvel emplacement de rejet de l'effluent final. Ce programme de collecte de données de base additionnelle est intimement lié au programme de suivi environnemental. Ce dernier a donc également été mis à jour et déposé auprès de la CCSN pour révision en avril dernier. Des échanges ont par la suite eu lieu entre la CCSN et la Société pour clarifier certains aspects. Finalement, il a été conclu que les deux programmes respectaient les exigences.

À la demande de la CCSN, tous les résultats analytiques et les informations pertinentes à l'état de référence du site, communément appelé données de base, seront assemblés dans un seul et même document. Il sera donc plus facile de comparer les résultats lorsque les activités de suivi environnemental débiteront.

Par ailleurs, en décembre 2011, un mandat a été octroyé à un consultant indépendant pour la mise sur pied d'un programme de suivi environnemental du milieu aquatique régional en aval du projet. Ce consultant a été recommandé par Dr. Monique Dubé, de la Chaire de recherche du Canada sur le diagnostic de la santé des écosystèmes aquatiques à l'Université de Saskatchewan, qui a agi à titre d'expert pour le Grand Conseil des Cris et pour la Direction de l'Environnement de Mistissini.

De plus, l'étude de sélection de sites pour le parc à résidus miniers, effectuée par Golder Associés, a été déposée en décembre 2011. Des travaux de terrain, tels que des forages et l'installation de puits d'observation sur le site préférentiel, devront être réalisés au début de l'année 2012.

Ensuite, la Société a rédigé un document préliminaire portant sur le Système de gestion intégré. Ce manuel, requis par la CCSN, inclut les notions de contrôle de la qualité, la santé, la sécurité et l'environnement. Le système sera mis en place par la compagnie Cegertec Experts-conseils inc. Le mandat a été octroyé à la fin décembre 2011 et les travaux de structuration débiteront au début du premier trimestre de 2012.

Finalement, les travaux de terrain réalisés au cours de l'année 2011 ont généré des données qui ont pu être interprétées. Les teneurs de fond actuelles dans les sols sur la propriété sont maintenant connues. De même, le rapport de caractérisation des eaux souterraines et de l'hydrogéologie au site a été déposé à la fin décembre 2011. Ces deux rapports présentent l'état de référence pour les sols et les eaux souterraines au site.

### TRAVAUX SUR LE SITE

En ce qui a trait à la route d'hiver, la Société s'est occupée de son ouverture et de son entretien pour une quatrième année consécutive. Entre l'ouverture de la route le 22 janvier 2011 et sa fermeture le 25 février 2011, un peu plus d'une centaine de transports ont permis d'acheminer le combustible, le matériel et les équipements lourds pour les besoins de l'année 2011. Ces livraisons ont d'ailleurs été réalisées en un temps record en raison des températures froides idéales, sans redoux. En effet, le temps froid s'est installé le 7 janvier et s'est poursuivi pour toute la période d'utilisation de la route d'hiver.

Les équipements acheminés au site serviront éventuellement à compléter la piste d'atterrissage. De plus, l'équipement nécessaire aux travaux d'excavation pour le portail de la rampe d'exploration servira lorsque la Société obtiendra la licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Lors du second trimestre de 2011, plusieurs travaux de terrain ont été réalisés sur le site du projet Matoush. Les programmes de suivi des eaux souterraines ainsi que le programme d'évaluation des teneurs de fond dans les sols, requis par le MDDEP, ont été mis en place au mois de juin 2011. De plus, l'installation des puits d'observation pour l'eau ainsi que les travaux d'échantillonnage des sols sur la propriété ont été exécutés. Une première ronde de prise d'échantillons d'eau souterraine a également été effectuée en juin et une seconde en octobre 2011. Finalement, la collecte d'échantillons d'eau de surface a été complétée en juin par Genivar. Au total, huit plants d'eau ont été échantillonnés.

Durant les mois de juillet et août 2011, des essais de pompage ont été complétés par la Société, sous la supervision de Genivar, afin d'obtenir plus d'informations sur les caractéristiques hydrogéologiques du site.

Ensuite, la Société a mis en fonction, en septembre 2011, les échantillonneurs d'air afin d'obtenir de l'information sur la qualité de l'air avant le début des travaux de construction de la rampe souterraine. Les échantillonneurs d'air permettent d'évaluer les teneurs en particules en suspension totale dans l'air à partir desquelles les métaux et les radionucléides seront analysés ainsi que les teneurs des particules plus petites que 10 et 2,5 microns. Le suivi de la qualité de l'air se poursuit selon le calendrier proposé par le laboratoire Exova.

De plus, la collecte des données de base pour l'automne a été effectuée par Genivar qui a procédé à l'échantillonnage de la végétation aquatique et terrestre, de sédiments, de benthos, de poissons et d'eau de surface. Des données de base sont recueillies tout au long de l'année, notamment grâce à l'échantillonnage de l'eau souterraine (deux fois par année), à l'échantillonnage des eaux de surface de six lacs pendant les mois d'eau libre, et à la poursuite de l'échantillonnage de l'air (en continu).

En ce qui concerne la piste d'atterrissage, aucuns travaux de construction n'ont été effectués pendant l'année. Toutefois, l'entretien de la surface de roulement a été fait ce qui permet le transport de la main-d'œuvre et de la marchandise sur le site.

Concernant la réfection de la route d'hiver pour l'année 2012, la Société a de nouveau procédé à la demande de permis au mois d'août 2011. La réponse positive du MDDEP concernant notre demande de non-assujettissement a été reçue le 20 octobre. La Société détenait ainsi tous les documents requis pour la réfection de la route d'hiver.

Entre-temps, le MTQ a débuté les travaux de déboisement pour le prolongement de la route 167 dans le cadre du Plan Nord. La Société et le MTQ se sont alors rencontrés afin d'analyser la possibilité d'une contribution financière de la Société pour les travaux d'extension de la route 167, dont le MTQ est le maître d'œuvre. Une entente portant sur la contribution de la Société pour l'entretien de la route d'hiver menant au projet Matoush a été signée à la mi-janvier 2012 et ces travaux sont menés par le MTQ.

### SANTÉ

Le 14 février 2011, Santé Canada a émis un avis sur les impacts potentiels pour la santé humaine du programme d'exploration souterraine du projet Matoush. La Société est, de façon générale, satisfaite des conclusions du rapport qui stipulent que « les activités du projet ne sont pas susceptibles de causer d'effets néfastes sur la santé humaine quant à la qualité de l'air en périphérie du projet, à la quantité supplémentaire de radon sur le site et à sa périphérie, et à la contamination non radiologique de la nourriture traditionnelle ».

La Société a néanmoins pris l'initiative d'écrire un complément d'information afin de rectifier et préciser certains commentaires émis et de porter à l'attention de Santé Canada des éléments importants liés à la phase d'exploration souterraine du projet Matoush qui n'ont pas été pris en considération. Ces points touchent plus particulièrement les stations d'échantillonnage de l'air présentes sur la propriété, l'utilisation des terres et des ressources naturelles sur la propriété et en périphérie de celle-ci par les communautés autochtones, les concentrations de mercure et d'uranium actuellement présentes dans les poissons, le suivi environnemental proposé par la Société et enfin l'analyse de risques sur le projet d'exploration souterraine. Ce complément d'information a été déposé par la Société au COFEX, au COMEX et à la CCSN le 10 mars 2011.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### INSPECTION DU SITE

Une inspection du site du projet Matoush a été effectuée, en novembre 2011, par une analyste et un vérificateur en contrôle environnemental du MDDEP. Tout a été inspecté dans les moindres détails, dont le parc à carburant, la gestion des déchets, la gestion des matières résiduelles dangereuses, les garages et le lieu d'enfouissement en territoire isolé. Aucune infraction environnementale n'a été notée et le MDDEP a souligné le travail remarquable du personnel au camp de même que la philosophie pro-environnementale adoptée par la Société.

En plus de la vérification annuelle de l'état du site, les membres du MDDEP se sont informés des futurs travaux d'exploration souterraine. Ces informations serviront à la rédaction du certificat d'autorisation qui devrait être émis dans les semaines suivant le dépôt du rapport de décision et de recommandations du COMEX.

### COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS

#### RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Au cours de l'année 2011, la Société a consacré beaucoup d'efforts pour établir un processus de dialogue et de rapprochement avec la Nation crie de Mistissini. Des initiatives et mesures concrètes ont été réalisées afin d'établir un lien de confiance et de permettre que le développement de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush se fasse en étroite collaboration et dans un esprit de partenariat avec les Cris. L'entente sur l'information et les communications signée entre la Société et la Nation crie de Mistissini en décembre 2011 démontre le chemin parcouru tout au long de l'année.

D'abord, la Société a signé une entente formelle avec le Conseil cri sur l'exploration minérale (« CCEM »), le 13 janvier 2011, afin que ce dernier mette en œuvre un plan de communication visant à promulguer de l'information transparente, fiable et compréhensible sur le projet Matoush permettant à la communauté crie de Mistissini de prendre une position éclairée. À travers ce partenariat, la Société entend continuer à développer et approfondir les relations avec les Cris de Mistissini pour répondre convenablement à leurs préoccupations et éventuellement obtenir leur appui au projet.

Un représentant de la Nation crie de Mistissini a été mandaté par le CCEM, avec l'accord du Chef de la Nation crie de Mistissini, monsieur Richard Shecapio, pour mettre en œuvre le plan de communication et ainsi informer le Chef, son Conseil de bande et la Nation crie de Mistissini selon l'entente convenue entre la Société et le CCEM. La Société finance la mise en application du plan de communication et offre sa collaboration concernant les aspects techniques du projet, mais elle n'est pas directement impliquée dans l'application du mandat qui a débuté le 1<sup>er</sup> mars 2011.

Dans le cadre du mandat, une importante visite d'installations uranifères en Saskatchewan a été organisée au début du mois d'avril, pour une délégation de membres de la Nation crie de Mistissini, incluant des tallymen et représentants de lignes de trappe entourant le projet Matoush. Il s'agissait de la première initiative, dans le cadre de l'entente entre la Société et le CCEM, pour informer la Nation crie de Mistissini sur les enjeux de l'uranium.

Ensuite, la Société a tenu sa rencontre annuelle, le 12 avril 2011, avec les tallymen et les représentants des familles dont les lignes de trappe se situent à proximité du site du projet Matoush. Au total, 24 personnes ont participé à la rencontre, dont 10 tallymen. Plusieurs sujets y ont été abordés et vulgarisés, dont les impacts sur l'eau. Les échanges tenus lors de ce type de rencontres sont bénéfiques pour la communauté de même que pour la Société puisque, d'une part, ils contribuent à la diffusion de l'information et des connaissances nécessaires au public pour mieux comprendre le projet Matoush et l'industrie uranifère et, d'autre part, ils permettent à la Société de noter et répondre aux préoccupations et questions de la population. La Société organise cette rencontre chaque année depuis 2008 dans le but de développer et maintenir des liens avec ceux qu'elle considère les plus directement concernés par les activités menées dans le cadre du projet Matoush. L'ouverture et la transparence ont toujours été priorisées lors de ces rencontres et semblent être appréciées des participants.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

De plus, le directeur des relations avec les communautés de la Société s'est rendu régulièrement à Mistissini, au cours de l'année 2011, pour discuter avec les membres de la communauté. La Société dispose d'un bureau à Mistissini de même qu'à Chibougamau. Les multiples rencontres formelles et informelles qui ont eu lieu depuis que la Société a créé ce poste de représentant auprès des communautés, en janvier 2010, permettent des échanges d'informations et de connaissances essentielles afin que le développement du projet Matoush se réalise dans le respect des attentes et des valeurs de chacun. La Société tient à ce que les Cris de Mistissini ainsi que la population de Chibougamau / Chapais disposent de plus d'accessibilité en ayant un représentant sur les lieux. Notons qu'un nouveau directeur des relations avec le milieu, monsieur Stéphane McKenzie, est entré en fonction le 1<sup>er</sup> février 2012 pour remplacer le précédent qui a décidé de relever de nouveaux défis. Il est responsable des bureaux de Chibougamau et de Mistissini et veille à représenter les intérêts de la Société dans la région du Nord du Québec.

Par ailleurs, la Société a rencontré à deux reprises le Chef de la Nation crie de Mistissini, soit le 1<sup>er</sup> et le 15 juin 2011, dans le but de relancer le dialogue avec le Conseil de bande. Ce dernier ne s'est pas montré fermé au projet, indiquant toutefois la nécessité de mieux informer la communauté. Ces rencontres ont permis d'aborder la possibilité d'initier des discussions concernant le processus de communication, la mise sur pied d'un comité « Mistissini-Strateco » pour une meilleure consultation et collaboration et la nomination d'un agent de liaison pour les projets miniers au Conseil de bande.

De manière à répondre aux attentes exprimées par le Chef de la Nation crie de Mistissini, la Société a de nouveau rencontré, au début du mois d'août ainsi que le 26 septembre 2011, ce dernier accompagné de certains membres du Conseil de bande et de la Direction de l'environnement. Lors de la rencontre du 26 septembre, des représentants de la Société ont présenté une mise à jour du projet Matoush. Il s'en est suivi une discussion sur divers enjeux liés au projet. À la fin de cette rencontre, il a été discuté qu'une entente serait rédigée pour la mise en place d'un processus commun de communication et de consultation selon les attentes et les besoins de la Nation crie de Mistissini et de la Société. Une première version de cette entente, rédigée par les Cris, a été présentée à la Société à la fin octobre.

La Société a également fait une présentation sur le projet Matoush à un représentant du Grand conseil des Cris, lors d'une rencontre à Montréal, le 28 septembre 2011. Divers enjeux liés au projet ont été abordés, dont l'entente sur le processus de communication avec la Nation crie de Mistissini.

L'entente discutée entre la Nation crie de Mistissini et la Société a finalement été conclue en fin d'année 2011. En effet, la Société a annoncé, le 23 décembre 2011, la signature d'une Entente sur l'information et les communications avec la Nation crie de Mistissini portant sur le processus de communication qui encadrera les relations entre la Société et la Nation crie de Mistissini durant le programme d'exploration avancée du projet uranifère Matoush.

Cette entente reflète la volonté des parties engagées à développer et mettre en œuvre une stratégie de communication pour faciliter le dialogue afin que la phase d'exploration avancée et le développement du projet Matoush se fassent en étroite collaboration et dans un esprit de partenariat. L'entente a été conclue pour une période de quatre ans et est sujette à une révision annuelle.

Diverses mesures sont prévues afin de permettre la communication d'informations pertinentes et utiles relatives au projet Matoush, incluant des données additionnelles qui seront prélevées lors de la phase d'exploration avancée. Parmi ces mesures, la Société et la Nation crie de Mistissini se sont engagées à créer un comité qui sera exclusivement voué au dialogue et à l'échange d'information portant sur le projet Matoush. De plus, l'entente prévoit la création des postes d'agent de liaison et de directeur des relations avec la communauté qui seront occupés par des Cris. Ces derniers favoriseront l'échange d'information avec la communauté de Mistissini et les parties engagées. Par ailleurs, l'entente stipule que la Société, avec la collaboration de la Nation crie de Mistissini, relocalisera son bureau local au sein de la communauté, afin de le rendre plus accessible.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

L'entente encourage également la mise sur pied de mécanismes de communication qui permettront d'échanger et diffuser l'information en plus de faciliter la compréhension des enjeux et impacts relatifs au projet Matoush. La Société et la Nation crie de Mistissini donneront notamment un mandat à un expert indépendant pour effectuer une étude sur l'écoulement des eaux de surface dans la région du projet Matoush vers le Lac Mistassini. L'acceptabilité sociale du projet est primordiale et nécessaire, entre autres, l'établissement d'un lien de confiance entre la Société et la Nation crie de Mistissini.

Enfin, alors que l'entente reflète l'intention de la Nation crie de Mistissini de recevoir de l'information supplémentaire, entre autres, sur les travaux d'exploration souterraine, celle-ci ne peut être considérée comme étant son appui aux phases de construction et d'exploitation de la mine du Projet Matoush.

En ce qui a trait à la population de la Baie-James, elle continue à démontrer un grand intérêt pour le projet Matoush, notamment pour les opportunités d'emplois et d'affaires. Le directeur des relations avec le milieu de la Société veille donc à fournir l'information nécessaire et à divulguer tous renseignements utiles à la bonne compréhension du projet Matoush. La présence locale d'un représentant de la Société contribue inévitablement à développer et maintenir un lien privilégié avec la population locale.

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les élus de la région et les diverses instances locales au cours de l'année 2011, dont la Conférence régionale des élus de la Baie-James (« CREBJ »), le Comité uranium (Baie-James) et la Chambre de commerce de Chibougamau. Toutes les rencontres avec les instances locales visent à promulguer de l'information, répondre aux interrogations et informer les divers intervenants sur les développements du projet Matoush.

D'autre part, la Société a participé à divers événements publics visant à donner de l'information aux communautés ainsi qu'au grand public sur ses activités. La Société a notamment participé au Symposium Mines Baie-James, du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin à Chibougamau et Mistissini; au Salon Emploi-Formation Nord-du-Québec, qui a eu lieu le 6 mai à Chibougamau; et à l'exposition éducative sur les Mines, Minéraux, Métaux et Matériaux, qui a eu lieu du 23 au 25 mai à Montréal, dans le cadre du Congrès de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole.

La Société encourage également les initiatives locales qui visent à informer et sensibiliser la population aux enjeux de l'exploration et l'exploitation de l'uranium. À titre d'exemple, une délégation québécoise composée, entre autres, d'élus régionaux a participé, en janvier 2011, à la visite d'information sur l'uranium tenue en Saskatchewan et organisée par le gouvernement du Québec. La Société tient à souligner ce type d'activités puisqu'elles permettent aux diverses communautés locales de s'informer et de mieux comprendre l'industrie uranifère.

Finalement, la mise à jour du site Web de la Société ([www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)) demeure essentielle pour actualiser l'information diffusée au grand public. À la suite des événements survenus dans la centrale nucléaire de Fukushima au Japon, la Société tient à véhiculer des faits justes sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium pour répondre aux interrogations ainsi qu'aux préoccupations des communautés de même que pour rassurer la population sur les pratiques de l'industrie. Les divers enjeux relatifs au projet Matoush de même qu'à l'uranium sont abordés sur le site Web. La Société veille aussi à répondre dans les plus brefs délais aux questions et commentaires qui lui sont adressés par l'entremise du site Web. Il s'agit d'un moyen de plus pour échanger avec les communautés, le grand public et les investisseurs. Les informations contenues dans les sections « Nouvelles aux communautés » et « Nouvelles aux investisseurs » de même que la section « Communiqués de presse » permettent également au public de suivre les derniers développements en lien avec les activités de la Société.

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Malgré un marché principalement défavorable pour l'industrie uranifère au cours de l'année 2011, la Société a continué à accorder une importance particulière aux relations avec les investisseurs. Certaines mesures ont été prises pour maintenir le bon développement de la Société.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

D'abord, le conseil d'administration a procédé à la nomination d'un nouvel administrateur, le 13 janvier 2011, soit monsieur Paul-Henri Couture. Ce dernier a comblé un des deux postes qui étaient disponibles cette année au sein du conseil d'administration de la Société. Monsieur Couture est président de Fonds de gestion Sentient Canada Ltée, une société du Groupe Sentient. Son expérience de plus de 30 ans dans le milieu financier, de l'investissement et des ressources naturelles est un atout majeur pour le conseil d'administration de la Société.

Ensuite, la Société a publié un communiqué à la mi-mars pour annoncer à ses actionnaires qu'elle avait décidé, dans leur meilleur intérêt, de mettre fin à ses obligations d'information aux États-Unis afin de réduire substantiellement les coûts de conformité réglementaire de la Société ainsi que les efforts consentis pour répondre aux exigences de la *U.S Securities and Exchange Commission*. La Société a donc déposé le formulaire 15F, le 15 mars 2011, afin de mettre un terme à ses obligations de produire des rapports trimestriels et annuels aux États-Unis avec prise d'effet le 15 juin 2011.

Par ailleurs, le président et chef de la direction de la Société, monsieur Guy Hébert, a amorcé l'année par des présentations et rencontres individuelles à Paris, Londres, Zurich et Genève. Il s'est ensuite rendu, au mois de février, à New York et Boston, et au mois de mars, à Ottawa et Toronto pour d'autres présentations. Des représentants de la Société ont également participé aux Congrès du *Prospectors and Developers Association of Canada* (« PDAC »), du 6 au 9 mars en 2011 ainsi que du 4 au 7 mars en 2012.

En avril 2011, la Société a retenu les services de Jason Roy à titre de consultant pour les relations avec les investisseurs. Monsieur Roy a plus de six ans d'expérience dans le secteur des relations avec les investisseurs. Il a travaillé avec plus de 300 sociétés publiques provenant de divers domaines. Son professionnalisme ainsi que son approche proactive permettent certainement à la Société de renforcer sa position et d'augmenter sa visibilité dans les secteurs financiers.

Au mois de mai 2011, le président et chef de la direction de la Société a poursuivi son programme intensif de relations avec les investisseurs en se rendant notamment, à Calgary, Edmonton et Québec pour des présentations et des rencontres individuelles.

De plus, la Société a tenu son assemblée générale annuelle des actionnaires le 8 juin 2011, à l'hôtel *Fairmont Le Reine Elizabeth*, à Montréal, Québec. Celle-ci a notamment permis de procéder à la réélection de sept des huit membres du conseil d'administration; monsieur Robert Marchand ne pouvant présenter sa candidature en raison d'engagements professionnels. Les actionnaires ont aussi renouvelé le mandat de l'auditeur indépendant, soit PricewaterhouseCoopers, LLP/s. r. l. / s. e. n. c. r. l.

Au cours du troisième trimestre de 2011, soit du 13 au 17 septembre, le président et chef de la direction de la Société s'est rendu à Londres pour rencontrer des investisseurs et partenaires potentiels, ainsi qu'à Toronto pour des présentations et rencontres institutionnelles qui sont très populaires et qui permettent de promouvoir la Société et son projet Matoush.

Finalement, au cours du dernier trimestre de l'année, des membres de la Société ont assisté à Québec Exploration 2011, du 21 au 24 novembre 2011. Le président et chef de la Société s'est également rendu à Toronto, le 3 octobre, pour des rencontres institutionnelles.

## STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

### LICENCE

Depuis l'annonce de l'approbation du ministre fédéral de l'Environnement et de l'Administrateur fédéral pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush, le 2 février 2012, la Société concentre ses efforts sur l'obtention de la licence nécessaire pour débiter cette phase. En effet, la CCSN doit tenir une audience publique sur les questions d'ordre technique reliées au programme d'exploration souterraine durant laquelle le public pourra à nouveau s'exprimer et, par la suite, elle rendra sa décision concernant l'attribution de la licence. La Société se prépare donc en vue de cette audience publique qui constitue l'étape finale dans le processus d'obtention de la licence.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTES

En ce qui a trait aux relations avec les communautés, tel que stipulé dans l'entente sur l'information et les communications, signée le 23 décembre 2011 par la Société et la Nation crie de Mistissini, plusieurs mesures et initiatives seront mises de l'avant en 2012. Parmi celles-ci, un comité conjoint entre la Société et la Nation crie de Mistissini sera formé pour favoriser le dialogue et l'échange d'information sur le projet Matoush.

De plus, les nominations aux postes d'agent de liaison et de directeur des relations avec la communauté, qui seront occupés par des Cris, auront lieu prochainement. Des rencontres d'information seront également organisées afin que la Société puisse échanger avec les membres de la communauté et présenter les développements du projet Matoush.

D'autre part, la Société a annoncé la nomination de monsieur Stéphane McKenzie au poste de Directeur des relations avec le milieu. Il est entré en fonction le 1<sup>er</sup> février 2012. Monsieur McKenzie est responsable des bureaux de Chibougamau et Mistissini et veille, entre autres, à représenter les intérêts de la Société dans la région du Nord du Québec.

La Société prendra toutes les mesures nécessaires pour répondre aux attentes des membres des communautés locales. Elle tient à ce que la phase d'exploration souterraine du projet Matoush se réalise dans le respect et en étroite collaboration avec les communautés.

### TRAVAUX D'EXPLORATION

Un programme de forage de 15 000 mètres a été planifié pour l'année 2012. L'objectif de ce programme, qui a débuté le 1<sup>er</sup> février, est d'augmenter les ressources du projet Matoush et de circonscrire les ressources indiquées à l'intérieur des limites des nouvelles zones de ressources inférées.

De plus, les résultats du levé radon, effectué sur la propriété Matoush Extension en 2011, ont permis d'identifier de nouvelles cibles de forage à l'extérieur des zones connues. Des forages seront donc concentrés aux endroits où des anomalies radon ont été détectées.

### INGÉNIERIE

Au chapitre de l'ingénierie, une fois la licence obtenue, la Société pourra entreprendre les activités associées au projet d'exploration souterraine. Une partie des matériaux requis pour la construction des installations de surface a déjà été demandée en soumission. Certains de ces matériaux seront transportés par la route d'hiver, qui sera chapeauté par le MTQ en 2012, ainsi que par transport aérien grâce à la piste d'atterrissage du site Matoush.

La construction des infrastructures de surface, incluant le portail et le fonçage d'une partie de la rampe, est donc prévue pour 2012. Pour des raisons de sécurité, l'installation du portail et l'excavation des 30 premiers mètres devront être réalisées en priorité. Par la suite, les travaux de construction de l'usine de traitement des eaux de mines et ses bassins pourront être complétés. Cette étape est essentielle afin de poursuivre le fonçage de la rampe et ainsi pouvoir traiter les eaux de dénoyage avant leur rejet dans l'environnement. L'excavation de la rampe se poursuivra ensuite en 2013. Les différentes infrastructures de surface, autres que celles déjà mentionnées, prendront place en fonction de leur nécessité à la suite de l'installation du portail. À l'exception de la rampe souterraine, qui prendra plusieurs mois à foncer, toutes les infrastructures devraient être en place en 2013.

### FINANCES / RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

La Société poursuivra ses initiatives pour maintenir une bonne position financière et maximiser le rendement des investisseurs. La signature d'une entente sur l'information et les communications avec la Nation crie de Mistissini, l'augmentation substantielle des ressources du projet Matoush et les derniers développements survenus dans le processus d'obtention de la licence faciliteront le financement des prochaines étapes du projet Matoush.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Avec l'approbation du projet et un nouvel intérêt pour le secteur de l'uranium depuis les événements de Fukushima, le président et chef de la Société entend intensifier ses efforts pour faire connaître la Société auprès des investisseurs individuels et institutionnels.

### ASSURANCE ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Le programme d'échantillonnage du projet Matoush, comprenant tous les aspects de l'assurance et du contrôle de la qualité, est sous la supervision de monsieur Jonathan Lafontaine P. Géol., chef géologue de la Société, qui agit en tant que personne qualifiée en vertu du *Règlement 43-101*. Monsieur Lafontaine a supervisé l'établissement des renseignements constituant le fondement de l'information technique et a approuvé l'information. De plus, puisque la Société est proactive dans l'amélioration continue de ses mécanismes et protocoles de contrôle de qualité, il est possible que des mesures supplémentaires à celles identifiées dans ce texte soient en fonction.

#### 1. DÉTERMINATIONS URANIFÈRES EN LABORATOIRE

##### a. TECHNIQUES D'ÉCHANTILLONNAGE

Tous les échantillons de forage prélevés sont divisés au moyen d'une fendeuse hydraulique par du personnel formé dans une salle dédiée à cette fin. La carotte de sondage est divisée de manière hydraulique sur place et des échantillons sont prélevés à des intervalles variant de 50 centimètres à un mètre selon leurs caractéristiques géologiques. Dans certaines conditions géologiques particulières, des échantillons de 30 centimètres sont parfois considérés admissibles mais non recommandés.

Les échantillons sont emballés et étiquetés individuellement et expédiés selon des protocoles de transport, notamment ceux de Transport Canada. La Société ajoute séparément des échantillons étalons de matériel certifié de CANMET : les échantillons blancs et les échantillons standards et refend un échantillon pour produire un quartier de duplicata à une fréquence d'environ dix éléments de contrôle de qualité pour chaque groupe de 100 échantillons approximativement. Les échantillons standards, blancs et les duplicatas sont insérés de façon aléatoire dans l'ordre de la séquence d'échantillons devant être expédiés.

Avant l'expédition, les sacs d'échantillons scellés sont entreposés dans une installation sécuritaire. Les échantillons sont expédiés par avion jusqu'à Chibougamau, puis de là par service de messagerie au *laboratoire de géoanalyse du Saskatchewan Research Council* («SRC») à Saskatoon. Le laboratoire est accrédité par le Conseil canadien des normes en tant que laboratoire d'essais d'analyse minérale selon la norme ISO/CEI 17023.

##### b. MÉTHODES D'ANALYSE EN LABORATOIRE

À leur arrivée au SRC, les échantillons sont triés en lots en fonction de leur niveau de radioactivité, puis ils sont préparés et analysés dans cet ordre. Ils sont ensuite séchés, puis broyés au concasseur pour obtenir 60 % de particules d'une granulométrie inférieure à 2 millimètres et séparés en quartiers au moyen d'un diviseur à riffles pour obtenir des sous-échantillons de 100 à 200 grammes. Ces sous-échantillons sont pulvérisés pour obtenir 90 % de particules d'une granulométrie de 106 microns au moyen d'un broyeur à anneaux et à disques. Les broyeurs sont nettoyés à la laine d'acier et à l'air comprimé entre les traitements des différents échantillons.

À la suite de la préparation des échantillons, le SRC effectue plusieurs mesures pour évaluer la teneur en uranium. L'analyse 4-3R est faite par spectrométrie d'émission au plasma à la suite d'une digestion partielle et totale des échantillons. La Spectrométrie d'émission au plasma ICP/OES est une méthode d'analyse globale qui permet de doser pratiquement toute la classification périodique. C'est une méthode destructive essentiellement, mais avec très peu de matière (quelques milligrammes) elle permet d'analyser un très grand nombre d'éléments, aussi bien comme éléments majeurs qu'à l'état de traces (de la dizaine de % à quelques ppm).

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Pour les échantillons dont la teneur uranifère est inférieure à 100 ppm, une digestion partielle fluorimétrique supplémentaire rehausse la précision de la valeur analytique. Les échantillons d'une concentration uranifère supérieure à 1 000 ppm font également l'objet d'une digestion à l'eau régale avant la détermination du pourcentage massique d' $U_3O_8$  au moyen de l'analyse par ICP encore une fois.

### c. RÉCEPTION DES DONNÉES

Les résultats analytiques sont reçus par courriel sécurisé et sont importés dans notre base de données de façon automatisée sans intervention humaine. Les réplifications et les normes du laboratoire sont ensuite vérifiées. Les duplicatas internes, les échantillons blancs et les échantillons standards qui sont insérés à l'interne sont également vérifiés. Une suite d'outils informatiques nous permet d'identifier toute erreur analytique possible. La dérive analytique, issue des résultats prévus, déclenche une ré-analyse du groupe.

## 2. DÉTERMINATIONS URANIFÈRES IN-SITU PAR DIAGRAPHIE

En plus de l'analyse chimique en laboratoire, la Société emploie un instrument de sondage pour mesurer le rayonnement le long du trou pour la détermination de la teneur uranifère (sonde gamma). Avant le sondage, les trous sont nettoyés afin d'éliminer les traces de minéralisation qui pourraient contaminer le train de tiges de forage et les émanations de radon. Les résultats du sondage sont exprimés en comptes par seconde.

Les comptes par seconde, dont l'abréviation est habituellement « cps », est une mesure de la radioactivité. Plus il y a d'éléments radioactifs émettant des rayons gamma dans une source, plus grande est sa valeur en cps. La variation n'est pas linéaire dans la mesure où, s'il est déterminé dans un cas que 5 000 cps est approximativement équivalent à 1 %  $U_3O_8$ , on ne peut toutefois affirmer que 25 000 cps est équivalent à 5 %  $U_3O_8$ . Mais cela indique qu'il y a plus de matériaux radioactifs dans une source émettant 25 000 cps que dans une source émettant 5 000 cps.

Par conséquent, les cps constituent une indication sommaire ou une estimation de la teneur potentielle. Bien que ce ne soit pas toujours le cas pour diverses sources radioactives, la carotte de sondage se prête bien à cette comparaison parce que sa taille et sa forme restent parfaitement constantes.

Les cps sont convertis en **e $U_3O_8$  (équivalent  $U_3O_8$ )** à partir d'algorithmes généralement acceptés et spécifiquement calibrés pour le gîte Matoush. Cette méthode permet à la Société de modifier, au besoin, la poursuite des travaux de forage. Bien qu'il soit plus difficile d'estimer les teneurs potentielles à partir de valeurs en cps provenant d'affleurements et de blocs rocheux, ces données qualitatives confirmeront la présence ou l'absence d'éléments radioactifs dans une source. Conséquemment, une sonde peut être descendue dans un forage et, en balayant continuellement la radioactivité du forage, cette sonde peut nous indiquer la teneur uranifère du forage.

La lettre « e » de « **e $U_3O_8$**  » représente la valeur estimée ou équivalente  $U_3O_8$  déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée. La lettre « e » indique que la valeur n'est pas obtenue par une analyse géochimique des carottes de forage, mais plutôt par la conversion en valeurs  $U_3O_8$  des mesures *in situ* de rayons gamma dans le forage en tenant compte du fait que la totalité des rayons gamma peut être directement attribuée à la quantité d'uranium présente dans la roche. La Société est en mesure de démontrer avec assurance que toutes les intersections minéralisées comportent ordinairement une quantité négligeable de radioactivité liée au thorium et au potassium qui soit susceptible de fausser cette analyse. De plus, à la suite de l'analyse isotopique, la Société peut affirmer avec certitude que, comme dans la plupart des autres gîtes uranifères âgés de plus de 0,35 million d'années, l'uranium est en équilibre séculaire (c.-à-d. que les produits filles sont générés et désintégrés au même rythme, en corrélation avec la quantité d'uranium).

Cette méthode de distinction entre les valeurs des tests analytiques et les mesures géophysiques est fréquente dans l'industrie.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Bien que la Société puisse indiquer que les valeurs  $U_3O_8$  relevées sont estimées à partir des lectures de la sonde gamma, il est préférable d'utiliser, s'il y a lieu, les  $eU_3O_8$  pour plus de clarté, comme l'indiquent les lignes directrices de l'ICM citées ici (en anglais seulement) : « Equivalent Assay: Determination of uranium content by radiometric methods ». The validity of Equivalent Assays must be demonstrated with chemical assay determinations. Where employed, equivalent uranium determinations should be reported and appropriately illustrated in the database (e.g.  $eU_3O_8$ ). Extrait de: <http://www.cim.org/committees/estimation2003.pdf> à la page 48 (55 pages).

### 3. MÉTHODOLOGIE POUR UTILISATION DE LA SONDE-GAMMA

Chaque forage complété est sondé du fond jusqu'au collet excepté pour une longueur de tube carottier simple ou double et une longueur de tige extraite du fond pour prévenir un coincement du train de tige. Un géotechnicien formé par la Société effectue le sondage le long du trou après l'avoir nettoyé pendant une heure pour éliminer les traces mineures de minéralisation qui pourraient exister ou l'émanation de traces de radon qui pourraient affecter les résultats.

Deux types de sondes peuvent être utilisées, la première étant une *Mount Sopris 2MGA natural gamma instrument* (2MGA) équipée d'un détecteur d'iodure de sodium et la deuxième étant une *Mount Sopris 2GHF triple gamma instrument* (2GHF) équipée d'un détecteur d'iodure de sodium et de deux détecteurs Geiger-Muller (plus précis pour les hautes teneurs).

La Société surveille également des facteurs tels que l'étirement et le glissement des câbles pendant la diagraphie, car ceux-ci peuvent entraîner une variation aussi élevée que 1 % (ce qui veut dire qu'un centimètre de câble glisse ou s'étire lors de l'ascension du trou par mètre de câble enroulé). Le glissement et l'étirement des câbles pendant les lectures ascendantes des trous sont probablement dus au mouvement de torsion-détorsion des câbles ou à un glissement au niveau des poulies qui mesurent la longueur des câbles. Toutefois, cette valeur est généralement négligeable, surtout pour les forages de moins de 100 mètres.

### 4. MÉTHODE DE CALCULS POUR CONVERTIR LES DONNÉES DIAGRAPHIQUES EN VALEURS URANIFÈRES ÉQUIVALENTES

Les calculs macros sont subtilement différents pour chaque détecteur mais le principe de base demeure le même. Une fois qu'une correction simple est appliquée pour compenser la distribution spatiale des détecteurs dans l'instrument, l'épaisseur de l'acier dans le train de tige ainsi que la présence d'eau dans le train de tige, les données sont régularisées par une moyenne variable couvrant 70 centimètres, centrée sur la profondeur de la mesure de l'instrument. Cette méthode élimine les données aberrantes et les petits pics étroits, qui sont considérés comme non représentatifs pour l'estimation de la teneur uranifère.

Les macros Excel utilisent un polynôme de degré élevé (3<sup>e</sup> degré pour les détecteurs d'iodure de sodium et 2<sup>e</sup> degré pour les détecteurs Geiger-Muller) pour assigner une teneur à la valeur cps correspondante pour chaque échantillon. Ce polynôme est déterminé grâce à des expériences contrôlées utilisant, pour la calibration, un trou de forage dont les résultats d'analyse sont connus. Ainsi, une teneur et une épaisseur connues sont assignées à une valeur cps pour chacun des détecteurs pour une multitude de teneurs typiquement rencontrées sur la propriété. La courbe du polynôme calibrée est, par la suite, acceptable jusqu'à ce qu'il y est une teneur maximum rencontrée sur la courbe de calibration. Lorsque le cps maximum est dépassé dans un trou de forage, le polynôme calibré n'est plus valide et doit être recalculé une fois que les données analytiques acceptables sont rétablies.

### 5. VÉRIFICATION DES DONNÉES DIAGRAPHIQUES

Un forage de calibration (MT-07-29), pour lequel la Société a effectué des analyses chimiques complètes, est sondé au moins une fois par mois pour veiller à ce que la sonde soit calibrée adéquatement et qu'elle fonctionne correctement.

De plus, avant et après chaque sondage, le géotechnicien s'assure du bon fonctionnement de la sonde avec une puce de calibration.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Dans le but de s'assurer du fonctionnement adéquat de la sonde gamma ainsi que de la représentativité, la Société a fait venir de Denver au Colorado, un spécialiste de la calibration des sondes spectrales (gamma). Par conséquent, les méthodes de sondage et algorithmes appliquées pour convertir une valeur cps en  $eU_3O_8$  ont été révisées et vérifiées par le consultant indépendant, Dr. Robert D. Wilson, un spécialiste du secteur d'analyses et d'instrumentation nucléaires. Dr. Wilson a conclu que les méthodes procédurales sont valides et les protocoles sont adéquats pour l'environnement éloigné dans lequel les instruments sont utilisés (Wilson, 2008).

### 6. RÉCONCILIATION DES DONNÉES DE FORAGE AVEC LES RÉSULTATS D'ANALYSE

Les analyses sont considérées par la Société comme étant des valeurs fiables. Toutefois, les lectures diagraphiques sont utilisées au lieu des résultats d'analyse si ces résultats sont non disponibles dus à des carottes manquantes ou à des délais et retards de procédures analytiques. De plus, les mesures sont comparées avec les analyses chimiques dès leur réception.

Les données diagraphiques sont comparées avec des teneurs géochimiques une fois que les résultats d'échantillonnage sont retournés par le SRC. Une variation naturelle de l'ordre de 5 % à 10 % des données peut se produire, même si, généralement, les variations sont de moins de 5 %. Il est aussi notable que la réconciliation des forages à hautes teneurs est généralement plus précise que pour les forages à basse teneur.

### 7. AUTRES PROTOCOLES MIS EN PLACE POUR ASSURER LE CONTRÔLE DE QUALITÉ

D'autres mesures sont également implémentées pour assurer le contrôle de qualité dans plusieurs aspects techniques du projet dont les valeurs de densité et de mesures radiométriques sur les carottes. Ces programmes ont en commun :

- le suivi des valeurs d'une calibration;
- l'étalonnage régulier en usine;
- l'effort de minimiser le nombre de variables qui affectent les mesures;
- une formation appropriée;
- l'innovation et l'amélioration continue.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011	Matoush	Matoush	Eclat	Apple	Pacific	Bay-	Mistassini	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	43 803 382	494 879	4 361 338	794 240	1 237 034	572 272	51 263 145	
<b>Additions</b>								
Experts-conseils et sous-traitants	1 607 043	29 660	38 057	1 627	78 421	49 357	1 804 165	
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	3 805 472	-	-	-	-	-	3 805 472	
Forages	3 413 899	4 828	4 068	-	847 965	461 987	4 732 747	
Géophysique	41 711	-	101	-	-	35 622	77 434	
Transport et carburant	749 957	-	-	-	-	-	749 957	
Service de premiers soins	426 860	-	-	-	-	-	426 860	
Laboratoires et analyses	200 884	-	-	-	-	-	200 884	
Déplacement et hébergement	262 676	-	-	-	36 675	25 100	324 451	
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	428 004	-	-	-	-	-	428 004	
Frais de gestion	506 398	285	195	154	60 321	42 247	609 600	
Fournitures et location d'équipement	531 450	-	-	-	-	-	531 450	
Entretien d'équipements mobiles	22 591	-	-	-	-	-	22 591	
Frais généraux	760 594	4 629	945	1 544	2 909	2 653	773 274	
Environnement	535 748	-	-	-	-	-	535 748	
Rémunération à base d'actions	139 502	-	-	-	-	-	139 502	
Amortissement des immobilisations corporelles	2 582 121	-	-	48 498	-	-	2 630 619	
	16 014 910	39 402	43 366	51 823	1 026 291	616 966	17 792 758	
Crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources	(4 505 859)	(15 268)	(16 804)	(1 070)	(397 688)	(239 074)	(5 175 763)	
Déévaluation	-	-	-	(844 993)	-	-	(844 993)	
Augmentation nette	11 509 051	24 134	26 562	(794 240)	628 603	377 892	11 772 002	
Solde à la fin de la période	55 312 433	519 013	4 387 900	-	1 865 637	950 164	63 035 147	

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	35 728 760	471 425	1 113 569	1 558 564	923 867	555 156	40 351 341
<b>Additions</b>							
Experts-conseils et sous- traitants	2 543 748	35 918	851 735	17 521	118 940	2 167	3 570 029
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	2 050 071	-	-	373	-	-	2 050 444
Forages	1 805 369	-	2 831 105	-	208 278	-	4 844 752
Géophysique	58 623	2 156	2 240	-	56 946	-	119 965
Transport et carburant	1 913 713	-	689 871	-	17 297	-	2 620 881
Service de premiers soins	173 218	-	-	-	-	-	173 218
Laboratoires et analyses	107 583	-	250 398	-	14 612	19 352	391 945
Déplacement et hébergement	793 377	-	368 000	-	81 822	-	1 243 199
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	262 587	-	-	-	-	-	262 587
Frais de gestion	510 128	216	309 131	560	27 984	359	848 378
Fournitures et location d'équipement	285 303	-	-	-	1 451	-	286 754
Entretien d'équipements mobiles	50 237	-	-	-	-	-	50 237
Frais généraux	372 259	-	-	1 800	-	-	374 059
Environnement	318 306	-	-	-	-	-	318 306
Rémunération à base d'actions	216 186	-	-	-	-	-	216 186
Amortissement des immobilisations corporelles	1 288 916	-	-	52 121	-	-	1 341 037
	12 749 624	38 290	5 302 480	72 375	527 330	21 878	18 711 977
Crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources	(4 675 002)	(14 836)	(2 054 711)	(7 848)	(214 163)	(4 762)	(6 971 322)
Dévaluation	-	-	-	(828 851)	-	-	(828 851)
<b>Augmentation nette</b>	<b>8 074 622</b>	<b>23 454</b>	<b>3 247 769</b>	<b>(764 324)</b>	<b>313 167</b>	<b>17 116</b>	<b>10 911 804</b>
Solde à la fin de la période	43 803 382	494 879	4 361 338	794 240	1 237 034	572 272	51 263 145

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

### INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 31 décembre :

	2011	2010	2009 (i)
	\$	\$	\$
<b>Produits d'intérêts</b>	92 799	43 203	54 046
<b>Dépenses</b>			
Consultants et frais professionnels, communications et dépenses de bureau	(2 563 376)	(2 122 044)	(1 503 859)
Rémunération à base d'actions	(241 727)	(405 423)	(543 199)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer	(1 800 234)	(1 151 699)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	(42 921)	(38 702)	(19 145)
Intérêts débiteurs et frais bancaires	(332 016)	(63 582)	(6 117)
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	(3 967 706)	(4 078 851)	-
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	(250 000)	-	-
<b>Recouvrement d'impôts sur les résultats (charge)</b>	<b>(1 215 432)</b>	<b>2 152 737</b>	<b>525 000</b>
<b>Perte nette</b>	<b>(10 320 613)</b>	<b>(5 664 361)</b>	<b>(1 493 274)</b>
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	<b>(0,07)</b>	<b>(0,05)</b>	<b>(0,01)</b>

(i) préparé selon les PCGR du Canada

Au :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010
	\$	\$	\$
<b>Actif total</b>	86 497 662	93 013 791	62 942 632
<b>Passifs non courants</b>			
Obligation découlant des contrats de location-financement	30 874	45 003	171 522
Billets convertibles	7 073 607	5 588 713	-
	7 104 481	5 633 716	171 522

### RESULTATS D'EXPLOITATION

La perte nette a augmenté pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, pour les raisons suivantes :

Les produits d'intérêts sont supérieurs à 2010 puisqu'en 2011 des intérêts de 26 000 \$ ont été reçus sur le remboursement des crédits d'impôts relatifs aux ressources de 2010 et aussi en raison d'un maintien de solde bancaire supérieur en 2011.

L'augmentation des dépenses de consultants et frais professionnels, communications et dépenses de bureau pour l'exercice terminé au 31 décembre 2011 découle de la hausse du niveau d'activité, ce qui exige des services de gestion accrus ainsi que des honoraires professionnels supplémentaires. De plus, une contribution à Minalliance de 75 000 \$ a été faite en 2011.



# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion**

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

La charge de rémunération à base d'actions de 2011 provient principalement de l'octroi par la Société de 1 129 500 options d'achat d'actions alors qu'en 2010, la Société avait octroyé 1 302 000 options à une juste valeur moyenne pondérée supérieure à 2011.

La charge de désactualisation a augmenté en raison de la désactualisation calculée sur une année entière en 2011 pour les billets convertibles, pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles qui avait été établie principalement au quatrième trimestre de 2010 et pour un prêt à payer à SIDEX engagé en novembre 2010. Ces charges n'ont pas d'impact pour l'exercice sur les flux de trésorerie de la Société.

L'augmentation des intérêts débiteurs découle des prêts à payer existants pour tout l'exercice de 2011 alors qu'en 2010, ils ont été présents que pour une période d'un mois.

Conformément à ses méthodes comptables, la Société a révisé la valeur comptable de ses propriétés minières au 31 décembre 2011 et 2010. Basé sur cette analyse, la propriété Apple, les frais d'exploration et d'évaluation reportés afférents et les immobilisations corporelles ont été dévalués en 2011 de 3 046 053 \$, 844 993 \$ et 76 660 \$ respectivement (3 100 000 \$, 828 851 \$ et 150 000 \$ en 2010).

De plus, un montant de 250 000 \$ a été comptabilisé en 2011 comme dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente, soit les actions détenues dans Pacific Bay.

La charge d'impôts pour l'exercice terminé au 31 décembre 2011 comparativement au recouvrement d'impôts en 2010 est largement attribuable à la hausse de 12 % à 16 % du taux pour le calcul des droits miniers futurs qui a eu un impact considérable sur le montant de la charge d'impôts différés. De plus, les frais d'exploration et d'évaluation reportés ayant été renoncés sont nettement supérieurs pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

## **POLITIQUE SUR LES DIVIDENDES**

Depuis sa constitution en société, la Société n'a jamais versé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration et d'évaluation, de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient versés dans un futur proche.

## **SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT**

Le fonds de roulement de la Société s'élevait à 5 570 003 \$ au 31 décembre 2011 (17 545 829 \$ au 31 décembre 2010) incluant de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 3 858 141 \$ dont 854 \$ sont réservés à l'exploration et l'évaluation (15 057 929 \$ au 31 décembre 2010). Ce fonds de roulement comprend 5 000 736 \$ en crédits d'impôts à recevoir au 31 décembre 2011 (8 149 396 \$ au 31 décembre 2010). De plus, malgré la clôture le 29 février 2012 de deux placements privés pour un produit brut de 12 999 988 \$, la Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues en 2012. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

Un montant de 1 546 528 \$ a été utilisé pour les activités d'exploitation de la Société au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (1 982 654 \$ pour la même période en 2010). La diminution des fonds utilisés est causée par une amélioration marquée des éléments hors caisse du fonds de roulement malgré une augmentation des dépenses d'exploitation discutée dans la section « Résultats d'opérations » du présent rapport de gestion.

Les activités d'investissement de la Société correspondent principalement aux fonds utilisés pour des travaux d'exploration et d'évaluation dont le détail est divulgué au tableau de la page 26, l'ajout de propriétés minières et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

La Société a droit à un crédit d'impôts remboursable relatif aux ressources pouvant atteindre 38,75 % des dépenses admissibles, ainsi qu'un crédit de droits miniers remboursable pour pertes équivalent à 15 % de 50 % des dépenses admissibles engagées (16 % en 2012) financées au moyen de fonds accréditifs n'ayant pas fait l'objet d'une renonciation fiscale. La Société a divulgué l'incertitude et sa position relative au recouvrement et à l'évaluation des montants de droits miniers remboursables pour pertes à recevoir dans les états financiers au 31 décembre 2011, à la note 4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES, Positions fiscales incertaines.

Les crédits d'impôts relatifs aux ressources de 2010 ont été reçus au cours du quatrième trimestre 2011 et le prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX ainsi que les intérêts encourus, relatifs à ces crédits d'impôts, ont été payés au complet. Au quatrième trimestre de 2011, la Société a obtenu un financement à court terme de 3 000 000 \$ de SIDEX garanti par les crédits d'impôts relatifs aux ressources de 2011. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a reçu 6 722 670 \$ en crédits d'impôts relatifs aux ressources (5 752 049 \$ en 2010).

Les activités de financement de la Société comprennent également l'émission d'actions ordinaires accréditives lors d'un placement privé de 3 500 100 \$ effectué sans l'entremise d'un courtier et réalisé lors du deuxième trimestre de 2011 net de frais de 245 915 \$.

La Société n'a aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

## DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31 déc. 2011 (iv)	30 sept. 2011	30 juin 2011 (iii)	31 mars 2011	31 déc. 2010 (ii)	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010 (i)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits totaux	35 651	9 525	12 692	34 931	20 157	5 206	7 462	10 378
Résultat (perte) net(te)	(5 090 768)	(741 366)	(2 724 386)	(1 764 093)	(5 214 806)	(680 481)	(685 236)	916 162
Résultat (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,035)	(0,005)	(0,017)	(0,013)	(0,042)	(0,006)	(0,006)	0,007

- (i) le résultat net résulte principalement d'un recouvrement d'impôts différés lié à la constatation de différences temporelles non comptabilisées antérieurement.
- (ii) la perte nette résulte de la dévaluation au montant approximatif de 4 100 000 \$ de la propriété Apple, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles y afférents.
- (iii) la perte nette résulte principalement de la charge d'impôts qui est largement attribuable à la hausse de 12 % à 16 % du taux pour le calcul des droits miniers futurs qui a eu un impact considérable sur le montant de la charge d'impôts différés.
- (iv) la perte nette résulte de la dévaluation au montant approximatif de 4 000 000 \$ de la propriété Apple, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles y afférents.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

### QUATRIÈME TRIMESTRE

	2011	2010
	\$	\$
<b>Produits d'intérêts</b>	35 651	20 157
<b>Dépenses</b>		
Consultants et frais professionnels, communications et dépenses de bureau	(610 078)	(596 190)
Rémunération à base d'actions	(4 356)	(24 077)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles et aux prêts à payer	(490 333)	(352 501)
Amortissement des immobilisations corporelles	(8 911)	(11 081)
Intérêts débiteurs et frais bancaires	(74 947)	(37 245)
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	(3 967 706)	(4 078 851)
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	(250 000)	-
<b>Recouvrement d'impôts sur les résultats (charge)</b>	279 912	(135 018)
<b>Perte nette</b>	(5 090 768)	(5 214 806)
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	(0,035)	(0,042)

La perte pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 était légèrement inférieure à celle enregistrée à la même période l'an dernier en raison de :

- La dévaluation légèrement inférieure de 110 000 \$ en 2011 des propriétés minières, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles reliés à la propriété Apple;
- Un accroissement de la charge de désactualisation de 140 000 \$ relié aux billets convertibles et aux prêts à payer qui ont été présents tout au long de l'année 2011;
- La dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente de 250 000 \$;
- La baisse de la charge d'impôts sur les résultats de 415 000 \$ principalement causée par les impôts différés.

Les éléments significatifs affectant les flux de trésorerie au quatrième trimestre ont été la réception du prêt de 3 000 000 \$ de SIDEX, la réception de 6 722 670 \$ des crédits d'impôts et le remboursement du prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX.

### OBLIGATIONS CONTRACTUELLES AU 31 DÉCEMBRE 2011

Obligations contractuelles	Paiements exigibles par période			
	Moins d'un exercice	À 3 exercices	4 à 5 exercices	Au-delà de 5 exercices
Total exercice	\$	\$	\$	\$
Billets convertibles	-	-	14 905 000	-
Prêts à payer	3 241 315	-	-	-
Obligations découlant des contrats de location-financement	17 592	33 718	-	-
Locations-exploitation	138 611	11 386	-	-
Total des obligations contractuelles	3 397 518	45 104	14 905 000	-

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

### ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a renouvelé une entente de services, sur une base mensuelle et effective le 1<sup>er</sup> août 2011 avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une société liée dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société. Aux termes de cette entente, BBH assumera les services de gestion de la Société incluant les travaux d'exploration et d'évaluation.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 200 \$ qui sera révisé au 31 juillet de chaque année;
- des frais de gestion de 5 % sur tous les frais liés à des programmes d'exploration ou d'évaluation et d'achats d'immobilisations reliés à la propriété Matoush;
- des frais de gestion de 10 % pour tous les frais liés à des programmes d'exploration ou d'évaluation sur les autres propriétés : Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés et des frais de gestion de 5 % sur les achats liés aux projets d'exploration, les conventions d'options ou d'entreprises en coparticipation sur les propriétés Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés;
- gestion, administration, comptabilité et services juridiques;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique;
- relations avec les actionnaires et autres services;
- recherche de financement.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de monsieur Guy Hébert. Les honoraires versés par la Société à BBH pour le personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non liée dans l'industrie.

La Société a effectué les transactions suivantes auprès de BBH :

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation capitalisées dans les frais d'exploration et d'évaluation reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants	3 318 000	3 695 000
Frais de gestion	620 000	848 378
À l'état des résultats		
Consultants et frais professionnels	1 157 000	917 000
Dépenses de bureau	66 000	62 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	62 000	328 841
Frais d'émission d'actions comptabilisés en diminution du capital social	-	38 000

Au 31 décembre 2011, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 158 000 \$ (540 000 \$ au 31 décembre 2010) à payer aux parties liées. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les factures de BBH sont payables sur réception.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Le régime d'options d'achat d'actions a été conçu afin que, grâce aux actions, la Société dispose d'un moyen pour conserver, motiver ou récompenser des bénéficiaires en raison des efforts qu'ils ont déployés afin d'atteindre les objectifs de la Société.

### PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET ESTIMATIONS ET TRANSITION AUX IFRS

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS exige que la Direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui ont des incidences sur les montants présentés aux états financiers et dans les notes afférentes. Une description complète et une présentation détaillée des principales méthodes comptables et des jugements, estimations et hypothèses utilisées par la Société et de la transition aux IFRS sont fournies dans les états financiers annuels du 31 décembre 2011 aux notes 1, 2, 3, 4 et 5.

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Il n'y a eu aucun changement aux méthodes comptables appliquées par la Société pour chacun des trimestres de 2011 comparativement aux états financiers annuels de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

### INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

---

	<b>Au 21 mars 2012</b>
	<b>Nombre</b>
Actions ordinaires	167 203 730
Options d'achat d'actions	5 084 500
Bons de souscription	18 099 024
	<b>190 387 254</b>

---

### INSTRUMENTS FINANCIERS

#### FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits dans les états financiers annuels du 31 décembre 2011 à la note 19.

### RISQUES ET INCERTITUDES

#### RISQUE DE CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

La Société et ses programmes d'exploration et d'évaluation minérales en sont aux stades préliminaires et la Société ne dispose d'aucune source de revenus. La Société mise sur sa capacité d'attirer d'importantes sommes de financement pour obtenir le montant de capital minimum requis pour mener le projet à terme et continuer l'exploitation de son entreprise. Bien que la Société ait réussi à amasser des fonds par le biais d'offres de capitaux propres, de billets convertibles et de prêts à payer dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira dans l'avenir, ni que du financement adéquat sera disponible pour la Société ou que les conditions d'un tel financement seront favorables. Si la Société n'était pas en mesure d'obtenir un tel financement, cela pourrait avoir comme effet de compromettre la capacité de la Société à poursuivre ses programmes d'exploration et d'évaluation et à conserver ses propriétés minières.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX PROJETS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION MINIÈRE

Les activités de la Société en sont au stade de l'exploration. Les activités d'exploration et d'exploitation minière comportent un degré de risque élevé. Peu de propriétés d'exploration atteignent le stade de mise en production. Des formations inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et l'incapacité d'obtenir de la main-d'œuvre, de la machinerie ou de l'équipement appropriés ou adéquats sont tous des risques associés aux activités d'exploitation minière et à l'exécution de programmes d'exploration. Le fait de ne pas tenir compte de ces risques pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

### RISQUES LIÉS À LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES

La mise en valeur de propriétés de ressources est tributaire de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des ressources naturelles et des bourses, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les revendications des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Le fait de ne pas tenir compte de ces risques pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

### RISQUE D'EXPLORATION (GÉOLOGIQUE)

La probabilité qu'un prospect individuel recèle des réserves qui répondent aux exigences de la *Norme canadienne 43-101, Information concernant les projets miniers* est extrêmement ténue. La plupart des projets d'exploration et d'évaluation ne débouchent pas sur la découverte de minerai. Selon toutes probabilités, la majorité des propriétés ne renferment pas de réserves et tous les fonds investis en exploration et en évaluation seront probablement perdus.

### RISQUE LIÉ AUX SUBSTANCES

Le marché pour l'uranium, comme pour toute autre substance minérale, peut être affecté par des facteurs qui échappent au contrôle de la Société. Les prix des ressources ont été sujets à de grandes fluctuations, particulièrement durant les dernières années. L'incidence de ces facteurs ne peut être prévue avec précision, toutefois la faiblesse du prix de l'uranium pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

### RISQUE JUSQU'À L'INSCRIPTION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

Bien que la Direction ait pris des mesures pour vérifier les titres des propriétés minières dans lesquelles la Société a une option visant à acquérir une participation, conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces propriétés, les options visant à acquérir une participation et les participations dans les propriétés pourraient être assujetties à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conformes aux exigences réglementaires jusqu'à ce que la participation dans les claims et les titres miniers soit enregistrée au Québec, Canada, au nom de la Société, ce qui pourrait compromettre l'option de la Société visant à acquérir une participation dans la propriété.

### RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRE

Les lois, les règlements et les mesures actuelles, possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et des normes environnementales sont constamment réévalués et pourraient devenir beaucoup plus strictes, ce qui pourrait nuire sérieusement à la Société ou à son aptitude à mettre en valeur ses propriétés de façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société doit obtenir les approbations des autorités réglementaires et environnementales. Rien ne garantit que de telles approbations soient obtenues ou qu'elles le soient en temps opportun. Le coût lié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale pourrait réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société est d'avis qu'elle est, dans l'ensemble, en conformité avec les lois environnementales en vigueur.

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion**

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

### ENTENTES D'OPTION ET DE COENTREPRISE

La Société a conclu des ententes d'option et de coentreprise en vertu desquelles : 1) d'autres parties pourraient avoir des participations dans les mêmes claims mais pour des substances minérales autres que l'uranium; ou 2) la Société doit obtenir le consentement des parties pour avoir la priorité d'explorer et de produire de l'uranium pour la durée de l'entente d'option et de coentreprise; ou 3) des redevances doivent quelquefois être versées non pas par la Société mais par l'autre partie, à une tierce partie en vertu d'un engagement antérieur avec l'autre partie à l'entente; ou 4) l'autre partie peut être gérant de l'option ou de la coentreprise; ou 5) la participation de la Société pourrait être diluée si la Société n'engageait pas de dépenses d'exploration. Si la Société néglige de verser les sommes dues ou d'émettre les valeurs mobilières conformément aux conditions des ententes, l'option visant à acquérir une participation ou la participation dans la propriété pourrait être abandonnée ou perdue et tous les montants investis par la Société dans ces claims pourraient alors être perdus.

### FINANCEMENT ET DÉVELOPPEMENT

La Société a subi des pertes jusqu'à maintenant et ne dispose pas de ressources financières suffisantes à l'heure actuelle pour financer ses programmes d'exploration, d'évaluation et de mise en valeur prévus. La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de l'aptitude de cette dernière à obtenir le financement supplémentaire requis. Rien ne garantit que la Société réussisse à obtenir le financement requis et elle pourrait en conséquence subir une dilution importante de ses intérêts (existants ou qu'elle se propose d'acquérir) dans ses propriétés. L'incapacité d'attirer suffisamment de financement ou de personnel qualifié pourrait avoir une incidence néfaste sur la rentabilité ou la viabilité d'un projet. Les futurs financements pourraient prendre différentes formes, dont la nature et les conditions ne peuvent être prévues avec précision. Un financement par emprunt pourrait être assorti de clauses restrictives. Les émissions de capitaux propres pourraient avoir un effet dilutif sur les actionnaires actuels. La Direction travaille sans relâche pour assurer le financement requis pour atteindre les objectifs de la Société.

### RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

La Société possède une expérience limitée dans la mise en valeur d'une propriété de ressources et son aptitude en ce sens dépendra du recours à un personnel dûment expérimenté ou de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés minières qui pourraient fournir cette expertise.

## **EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2011 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction des finances. Selon cette évaluation, le Président et le Chef des finances ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

## **ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

---

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

Le Président et Chef de la direction et le Chef des finances ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision périodiquement la conception et l'efficacité du fonctionnement du CIIF de la Société. A la clôture de l'exercice au 31 décembre 2011, ces dirigeants ont conclu que le CIIF était efficace.

### INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 21 mars 2012 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société ([www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)) et de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

*(signé) Guy Hébert*

*(signé) Yvon Robert*

---

Guy Hébert  
Président et Chef de la direction

---

Yvon Robert  
Chef des finances



**RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La responsabilité des états financiers de Ressources Strateco inc. et de toute l'information contenue dans le présent rapport incombe à la Direction. Les états financiers ont été dressés par la Direction conformément aux Normes internationales d'information financière et comprennent, le cas échéant, les meilleurs jugements et estimations de la Direction.

La Direction maintient un système de contrôles internes qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé, et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la Direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information, d'examen et d'approbation des états financiers. Le conseil d'administration assume ces responsabilités principalement par l'entremise de son comité d'audit.

Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration et tous ses membres sont des administrateurs indépendants. Le comité d'audit rencontre périodiquement la Direction ainsi que les auditeurs afin d'examiner les questions relatives aux contrôles internes, aux résultats de l'audit, aux conventions comptables et aux sujets connexes.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., un cabinet indépendant de comptables agréés, a reçu le mandat d'auditer les états financiers de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 sur les recommandations du comité d'audit.

(Signé) Guy Hébert

(Signé) Yvon Robert

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Guy Hébert  
Président et chef de la direction

Yvon Robert  
Vice-président, finances

Boucherville, Canada  
Le 21 mars 2012



Le 21 mars 2012

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Ressources Strateco Inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ressources Strateco Inc., qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2011 et 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2010, les états des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2010, ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec), Canada H3B 2G4  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca](http://www.pwc.com/ca)*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario, membre de PricewaterhouseCoopers International Limited, chaque société membre étant une entité distincte sur le plan juridique.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Strateco Inc. au 31 décembre 2011 et 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2010, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

**Observations**

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur permis no. 20910

## RESSOURCES STRATECO INC.

États de la situation financière  
(en dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010 (note 5)	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)
	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif courant</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (notes 1 et 6)	3 858 141	15 057 929	2 794 325
Crédits d'impôts à recevoir (note 7)	5 000 736	8 149 396	9 306 880
Taxes de vente à recevoir	384 138	791 607	334 951
Frais payés d'avance et autres débiteurs	414 047	370 761	287 348
	9 657 062	24 369 693	12 723 504
<b>Actif non courant</b>			
Partie non courante des crédits d'impôts à recevoir (note 7)	2 784 993	1 935 799	-
Actifs financiers disponibles à la vente	40 000	135 000	45 000
Propriétés minières (note 9)	2 307 660	5 132 913	8 018 366
Frais d'exploration et d'évaluation reportés (note 9)	63 035 147	51 263 145	40 351 341
Immobilisations corporelles (note 10)	8 672 800	10 177 241	1 804 421
Total de l'actif	86 497 662	93 013 791	62 942 632
<b>PASSIF</b>			
<b>Passif courant</b>			
Créditeurs et charges à payer	1 192 923	2 907 777	1 697 302
Prêts à payer (note 11)	2 880 007	3 775 843	-
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement (note 12)	14 129	275 244	156 814
	4 087 059	6 958 864	1 854 116
<b>Passif non courant</b>			
Obligations découlant de contrats de location-financement (note 12)	30 874	45 003	171 522
Billets convertibles (note 11)	7 073 607	5 588 713	-
Passifs d'impôts différés (note 17)	8 652 187	5 911 466	4 346 770
Autre passif	-	421 057	490 348
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles (note 13)	1 994 709	1 925 397	209 755
Total du passif	21 838 436	20 850 500	7 072 511
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social (note 14)	72 285 878	69 827 133	56 882 068
Composante capitaux propres des billets convertibles (note 11)	4 933 323	4 933 323	-
Bons de souscription (note 14)	3 442 107	3 383 533	-
Surplus d'apport	9 766 175	9 419 946	8 814 337
Cumul des autres éléments du résultat global	(10 000)	(165 000)	(255 000)
Déficit	(25 758 257)	(15 235 644)	(9 571 284)
Total des capitaux propres	64 659 226	72 163 291	55 870 121
Total du passif et des capitaux propres	86 497 662	93 013 791	62 942 632

Continuité d'exploitation (note 1)

Engagements (note 22)

Événements postérieurs à la date de clôture (note 23)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## États du résultat (perte)

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

	2011	2010
	\$	(note 5) \$
<b>DÉPENSES</b>		
Consultants et frais professionnels	1 634 477	1 283 995
Rémunération à base d'actions	241 727	405 423
Communications et dépenses promotionnelles	711 425	591 828
Dépenses de bureau	217 474	246 221
Amortissement des immobilisations corporelles	42 921	38 702
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	3 967 706	4 078 851
<b>Perte d'exploitation</b>	<b>(6 815 730)</b>	<b>(6 645 020)</b>
Revenus financiers	(92 799)	(43 203)
Frais financiers		
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	1 484 894	1 097 099
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	88 602	33 684
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	226 738	20 916
Intérêts et frais bancaires	314 265	36 730
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-financement	17 751	26 852
Autres gains et pertes		
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	250 000	-
<b>Perte avant impôts sur les résultats</b>	<b>(9 105 181)</b>	<b>(7 817 098)</b>
Charge d'impôts courants sur les résultats (recouvrement)	25 927	(710 994)
Charge d'impôts différés (recouvrement)	1 189 505	(1 441 743)
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrements)	1 215 432	(2 152 737)
<b>PERTE NETTE</b>	<b>(10 320 613)</b>	<b>(5 664 361)</b>
<b>PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE</b>	<b>(0,07)</b>	<b>(0,05)</b>
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION</b> (en milliers)	<b>142 596</b>	<b>123 019</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## RESSOURCES STRATECO INC.

### États du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

	2011	2010 (note 5)
	\$	\$
Perte nette	(10 320 613)	(5 664 361)
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Variation de la juste valeur des instruments disponibles à la vente	(95 000)	90 000
Reclassement de la dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente à l'état des résultats	250 000	-
Autres éléments du résultat global	155 000	90 000
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(10 165 613)</b>	<b>(5 574 361)</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Flux de trésorerie générés par (affectés aux)</b>		
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(10 320 613)	(5 664 361)
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Rémunération à base d'actions	241 727	405 423
Charges de désactualisation	1 800 234	1 137 832
Amortissement des immobilisations corporelles	42 921	38 702
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	3 967 706	4 078 851
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	250 000	-
Bons de souscription inclus dans les frais de financement	-	13 864
Charge d'impôts différés (recouvrement)	1 189 505	(1 441 743)
	(2 828 520)	(1 431 432)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Crédits d'impôts à recevoir	752 559	440 958
Taxes de vente à recevoir	407 469	(456 656)
Frais payés d'avance et autres débiteurs	(43 286)	(83 413)
Créditeurs et charges à payer	165 250	(452 111)
	1 281 992	(551 222)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(1 546 528)	(1 982 654)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Crédits d'impôts encaissés	6 722 670	5 752 049
Acquisition de propriétés minières	(193 080)	(184 447)
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés	(16 728 362)	(15 987 005)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 175 015)	(7 712 480)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(11 373 787)	(18 131 883)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission de capital social, billets convertibles et bons de souscription	3 500 100	29 494 493
Frais d'émission	(510 329)	(833 665)
Exercice d'options d'achat d'actions	70 000	80 000
Prêts à payer, déduction faite des frais de financement (note 11)	2 936 000	6 416 000
Paiements sur obligations découlant de contrats de location-financement	(275 244)	(278 687)
Remboursement d'un prêt à payer (note 11)	(4 000 000)	(2 500 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 720 527	32 378 141
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	(11 199 788)	12 263 604
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	15 057 929	2 794 325
<b>Opérations de trésorerie</b>		
Intérêts reçus	92 799	41 441
Intérêts payés	342 977	6 039

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 21)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## États des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social (note 5)	Composante capitaux propres des billets convertibles (note 5)	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global (note 5)	Déficit (note 5)	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>121 806 432</b>	<b>56 882 068</b>	-	-	<b>8 814 337</b>	<b>(255 000)</b>	<b>(9 571 283)</b>	<b>55 870 122</b>
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(5 664 361)	(5 664 361)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	90 000	-	90 000
Résultat global	-	-	-	-	-	90 000	(5 664 361)	(5 574 361)
En contrepartie de propriétés minières (note 9)	50 000	30 100	-	-	-	-	-	30 100
Placements privés (notes 11 et 14)	16 802 300	14 918 437	-	-	-	-	-	14 918 437
Bons de souscription octroyés dans le cadre de placements privés (notes 11 et 14)	-	(1 324 096)	-	1 220 538	-	-	-	(103 558)
Billets convertibles, déduction faite des impôts (note 11)	-	-	5 304 849	2 055 475	-	-	-	7 360 324
En contrepartie des frais d'émission	789 474	(794 293)	-	103 558	-	-	-	(690 735)
Frais d'émission, déduction faite des impôts	-	-	(371 526)	(170 976)	-	-	-	(542 502)
Exercice d'options d'achat d'actions	400 000	96 000	-	-	(16 000)	-	-	80 000
Charge de rémunération à base d'actions (note 15)	-	-	-	-	621 609	-	-	621 609
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer	-	-	-	174 938	-	-	-	174 938
Impôts sur les résultats différés	-	18 917	-	-	-	-	-	18 917
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>139 848 206</b>	<b>69 827 133</b>	<b>4 933 323</b>	<b>3 383 533</b>	<b>9 419 946</b>	<b>(165 000)</b>	<b>(15 235 644)</b>	<b>72 163 291</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>139 848 206</b>	<b>69 827 133</b>	<b>4 933 323</b>	<b>3 383 533</b>	<b>9 419 946</b>	<b>(165 000)</b>	<b>(15 235 644)</b>	<b>72 163 291</b>
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(10 320 613)	(10 320 613)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	155 000	-	155 000
Résultat global	-	-	-	-	-	155 000	(10 320 613)	(10 165 613)
En contrepartie de propriétés minières (note 9)	70 000	27 720	-	-	-	-	-	27 720
Placement privé (note 14)	4 904 904	2 354 354	-	-	-	-	-	2 354 354
Frais d'émission, déduction faite des impôts de 66 151 \$	-	(179 764)	-	-	-	-	-	(179 764)
Exercice d'options d'achat d'actions	175 000	105 000	-	-	(35 000)	-	-	70 000
Impôts sur les résultats différés	-	151 435	-	-	-	-	(202 000)	(50 565)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 11)	-	-	-	58 574	-	-	-	58 574
Charge de rémunération à base d'actions (note 15)	-	-	-	-	381 229	-	-	381 229
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>144 998 110</b>	<b>72 285 878</b>	<b>4 933 323</b>	<b>3 442 107</b>	<b>9 766 175</b>	<b>(10 000)</b>	<b>(25 758 257)</b>	<b>64 659 226</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 1. STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Strateco inc., la (« Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et le développement de propriétés minières. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 1225, rue Gay-Lussac, Boucherville, Québec, J4B 7K1, Canada. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto TSX.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières et les frais d'exploration et d'évaluation reportés renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, l'évaluation, le développement de ses biens, la construction et de la mise en production commerciale ou du produit de la cession des biens.

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des PCGR applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a enregistré une perte nette de 10 320 613 \$ et a accumulé un déficit de 25 758 257 \$ au 31 décembre 2011. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 31 décembre 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 5 570 003 \$, incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 3 858 141 \$ dont 854 \$ étaient réservés conformément aux modalités des financements accréditifs. La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2012. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers (note 23).

L'exercice de la Société se termine le 31 décembre 2011. Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 21 mars 2012 en vue de leur publication.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS ET ADOPTION DES IFRS

La Société établit ses états financiers selon les PCGR du Canada, tels qu'ils sont définis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« *Manuel de l'ICCA* »). En 2010, le *Manuel de l'ICCA* a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles sont publiées par le Bureau international des normes comptables (l'International Accounting Standards Board ou « IASB »), et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par conséquent, il s'agit des premiers états financiers annuels de la Société établis selon les IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Sauf pour certains choix liés à la transition et certaines exceptions communiqués à la note 5, la Société a appliqué uniformément les méthodes comptables utilisées pour préparer son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 5 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, qui avaient été établis conformément aux PCGR du Canada.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers de la Société sont décrits ci-dessous :

#### BASES D'ÉVALUATION

Ces états financiers ont été dressés sur la base des coûts historiques, à l'exception de la réévaluation de certains instruments financiers à leur juste valeur. De plus, ces états financiers ont été dressés selon les principes de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception des renseignements portant sur les flux de trésorerie.

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que les placements courants hautement liquides dont l'échéance initiale était d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

#### COÛTS D'EXPLORATION ET ÉVALUATION

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&É ») sont constitués de frais d'E&É reportés et de propriétés minières. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&É des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur, sont passés en charges immédiatement.

Les coûts d'E&É comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés dans les coûts de propriétés lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les coûts d'E&É comprennent généralement aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, aux forages et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les coûts d'E&É reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les coûts d'E&É incluent le coût pour :

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis;
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Lorsqu'un projet minier arrive à l'étape du développement, les coûts d'E&É sont capitalisés en coûts de développement minier dans les immobilisations corporelles.

Les coûts d'E&É comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux coûts d'E&É capitalisés sont classés dans les activités d'investissement aux tableaux des flux de trésorerie, aux rubriques Acquisition de propriétés minières et Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés.

#### AIDE GOUVERNEMENTALE

Les crédits remboursables de droits miniers du Québec sont constatés à l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôts courants. La Société a droit également à des crédits d'impôts remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagées dans la province de Québec qui sont imputés aux frais d'E&É reportés à l'état de la situation financière.

#### FOURNITURES D'EXPLORATION

Les matériaux et les consommables utilisés pour l'E&É sont évalués au montant le moins élevé entre le coût d'achat établi selon la méthode du PEPS (« premier entré, premier sorti ») et la valeur recouvrable nette. Les coûts comprennent le coût d'acquisition, le transport et les autres coûts directement attribuables.

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les coûts de réparation et d'entretien sont portés à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

L'amortissement des immobilisations corporelles, s'il est lié aux activités d'E&É, est capitalisé dans les frais d'E&É reportés. Pour les actifs qui ne sont pas liés aux activités d'E&É, la charge d'amortissement est portée à l'état des résultats.

Les immobilisations corporelles, incluant les actifs faisant l'objet de contrats de location-financement, sont amorties en fonction du coût des actifs inclus dans les immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle estimative, en utilisant la méthode linéaire jusqu'en 2015, qui est la date prévue de la décision finale de mise en production, à l'exception de certains véhicules, de certaines portions du campement et de certaines infrastructures, du matériel roulant et de certaines pièces d'équipement, qui sont amortis sur une période de trois à dix ans, basée sur leur durée de vie utile estimative.

La Société répartit le montant initialement constaté en vertu de chaque actif inclus dans les immobilisations corporelles parmi les composantes significatives et amortit séparément chacune des composantes. La valeur résiduelle, la méthode d'amortissement et la durée de vie utile des actifs sont révisées annuellement et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les autres gains ou pertes à l'état des résultats.

#### DÉVALUATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les immobilisations corporelles, les dépenses capitalisées d'E&É et les actifs incorporels sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les flux futurs de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux futurs de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

#### BAUX

Les baux en vertu desquels une part importante des risques et des bénéfices inhérents à la propriété demeurent au bailleur sont considérés comme des baux d'exploitation. Les paiements versés en vertu de baux d'exploitation (déduction faite de tout avantage reçu de la part du bailleur) sont imputés à l'état des résultats en frais d'E&É reportés sur la période du bail.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La Société loue certaines pièces d'équipement. Les contrats de location d'équipement pour lesquels la Société assume en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au montant le moins élevé de la juste valeur de l'équipement loué et de la valeur actualisée des paiements de location minimaux.

Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les frais financiers. Les obligations de location qui en découlent, déduction faite des frais de financement, sont incluses dans les passifs. La composante intérêt du coût de financement est imputée à l'état des résultats dans les frais financiers sur la période du contrat de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

#### BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement à l'état de la situation financière lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passive en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passive est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est comptabilisée à l'état des résultats comme frais financiers.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des billets convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée par suite de la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

#### PROVISIONS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE RESTAURATION, DE RÉHABILITATION ET D'ENVIRONNEMENT

Des provisions pour les coûts de restauration environnementale et les réclamations juridiques, le cas échéant, sont constatées lorsque : (i) la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle en raison d'événements précédents; (ii) il est probable qu'un débours de ressources sera nécessaire pour acquitter l'obligation et (iii) le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions sont évaluées selon les meilleures estimations de la Direction concernant les montants requis pour s'acquitter de l'obligation à la fin de la période de présentation et sont escomptées à leur valeur actualisée lorsque l'effet est important. L'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est constatée dans les frais financiers. Les variations d'hypothèses ou d'estimations sont reflétées dans la période au cours de laquelle elles se produisent.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Une obligation juridique ou implicite d'engager des dépenses de restauration, de réhabilitation et d'environnement peut se matérialiser lorsqu'une perturbation environnementale est attribuable aux travaux d'exploration et d'évaluation, de mise en valeur ou de production sur une propriété minière. De tels coûts découlant de la mise hors service d'une immobilisation corporelle et d'autres travaux de préparation d'un site, escomptés à leur valeur actualisée nette, sont prévus et capitalisés au début de chaque projet dans la valeur comptable de l'actif, dès que l'obligation d'engager de tels coûts se matérialise. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques au passif, à l'exception des risques pour lesquels les futurs flux de trésorerie estimatifs ont déjà été ajustés. Le passif associé est ajusté pour chaque période pour les variations du taux d'actualisation basé sur les conditions du marché, le montant ou la durée des flux de trésorerie sous-jacents requis pour s'acquitter de l'obligation. La Société constate également un montant d'actif correspondant, lequel est amorti d'une manière logique et systématique.

#### PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est constatée à l'état des résultats ou capitalisée dans les frais d'E&É reportés sur la période d'attribution, avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

#### CAPITAL SOCIAL ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

#### ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES

La Société finance certains frais d'E&É au moyen de l'émission d'actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

#### IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenu en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

#### RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions, tandis que la méthode de la conversion hypothétique est employée pour les débentures convertibles. Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet antidilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions et des débentures convertibles en circulation.

#### COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs admissibles sont ajoutés au coût de ces actifs lorsqu'il est probable que ces actifs résulteront en bénéfices économiques futurs pour la Société, jusqu'au moment où ces actifs sont en substance prêts pour leur utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont constatés en frais financiers à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### INFORMATION SECTORIELLE

La Société est présentement active dans un seul secteur – l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société se déroulent au Québec, Canada.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument en question. Les actifs financiers sont sortis de l'état de la situation financière lorsque les droits qui permettent de recevoir des flux de trésorerie à l'égard des actifs sont échus ou ont été transférés et que la Société a transféré en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété.

Les actifs et les passifs financiers sont contrebalancés et le montant net est porté à l'état de la situation financière lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de contrebalancer les montants constatés existe et qu'il y a intention de régler sur une base nette, ou de recouvrer l'actif et régler le passif simultanément.

Au moment de la constatation initiale, la Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes, en fonction des fins auxquelles les instruments ont été acquis :

- (i) Actifs et passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte  
Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement aux fins de vente ou de rachat courant. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie à moins d'être désignés comme des instruments de couverture.

Les instruments financiers dans cette catégorie sont constatés, initialement et par la suite, à la juste valeur. Les coûts de transaction sont imputés à l'état des résultats. Les gains et les pertes découlant de variations de la juste valeur sont présentés à l'état des résultats à la rubrique Autres gains et pertes, dans la période au cours de laquelle ils se matérialisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte sont considérés courants, à l'exception de la portion qui sera recouvrée ou payée au-delà d'une période de douze mois suivant la date de l'état de la situation financière, qui est considérée comme non courante.

- (ii) Prêts et créances  
Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et créances sont constatés initialement au montant qu'il est prévu de recevoir moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les prêts et créances à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, moins une provision pour dévaluation.

- (iii) Actifs financiers disponibles à la vente  
Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs non dérivés qui sont soit désignés dans cette catégorie ou qui n'entrent dans aucune autre catégorie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés initialement à la juste valeur plus les coûts de transaction, et par la suite évalués à la juste valeur. Les gains ou les pertes découlant de variations de la juste valeur sont constatés dans les autres éléments du résultat global. L'intérêt sur les placements disponibles à la vente, calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, est constaté à l'état des résultats à titre de revenu financier. Lorsqu'un actif disponible à la vente est vendu ou dévalué, les gains ou les pertes cumulées sont retirés du cumul des autres éléments du résultat global et sont portés à l'état des résultats, dans les autres gains ou pertes.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont considérés non courants, à moins que le placement n'arrive à échéance dans moins de douze mois, ou si la Direction prévoit les céder dans un délai de moins de douze mois.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### (iv) Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les prêts à payer et les billets convertibles. Les créditeurs et charges à payer sont initialement constatés au montant qui devra être versé, moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les comptes créditeurs à la juste valeur. Par la suite, les créditeurs et charges à payer sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur. Les prêts à payer, les obligations découlant de contrats de location-financement et les billets convertibles sont initialement constatés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et par la suite au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur.

Les passifs financiers sont considérés comme des passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de moins de douze mois. Sinon, ils sont considérés comme des passifs non courants.

La Société a classé ses instruments financiers de la façon suivante :

Catégorie	Instrument financier
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers disponibles à la vente
Passifs financiers au coût amorti	Créditeurs et charges à payer Prêts à payer Billets convertibles

#### DÉVALUATION D'ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de l'état de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

#### *Actifs financiers comptabilisés au coût amorti*

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût amorti du prêt ou des créances et la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie estimatifs, actualisés à l'aide du taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant, soit directement ou indirectement par l'utilisation d'un compte de réserve.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation.

Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état des résultats.

#### *Actifs financiers disponibles à la vente*

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte pour dévaluation déjà portée à l'état des résultats. Ce montant représente la perte accumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état des résultats.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent pas être résorbées.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments des états financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien.

#### NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR

Sauf indication contraire, les normes révisées et les amendements qui suivent s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 à l'exception de l'adoption d'IFRS 9 qui est à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, bien que leur adoption anticipée soit permise. La Société n'a pas encore amorcé le processus d'évaluation des incidences que ces nouvelles normes et ces normes modifiées auront sur ses états financiers, ni pris la décision d'adopter ou non de façon anticipée l'une ou l'autre de ces nouvelles exigences. Les nouvelles normes sont brièvement résumées ci-dessous :

#### IFRS 7 – INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, a été amendée afin d'ajouter des obligations en matière d'informations à fournir au sujet des transactions de transfert et des expositions au risque dans le cas des transferts d'actifs financiers ainsi que de l'effet de ces risques sur la situation financière de l'entité, en particulier dans le cas des transactions faisant intervenir la titrisation d'actifs financiers. L'amendement s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, l'application anticipée étant autorisée.

#### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS – CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été émise en novembre 2009. Elle porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et les modèles d'évaluation d'IAS 39, *Instruments financiers - Constatation et évaluation*, qui s'appliquent aux instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte qui ne comporte que deux catégories : au coût amorti et à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres; ces instruments seront soit constatés à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte, ou à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur le placement, sont constatés dans le bénéfice ou la perte; toutefois, les autres gains et pertes (incluant la dévaluation) associés à de tels instruments demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 qui reproduisent largement les exigences existantes énoncées dans IAS 39, mis à part que les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs évalués à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte seraient généralement constatées dans les autres éléments du résultat global.

#### IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS 10, *États financiers consolidés*, exige d'une entité de consolider une entité contrôlée lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables découlant de sa participation dans l'entité contrôlée et qu'elle a la capacité d'affecter ces rendements par le truchement de son pouvoir sur l'entité contrôlée. En vertu des IFRS existantes, la consolidation est exigée lorsqu'une entité a le pouvoir de gouverner les politiques financières et opérationnelles d'une entité de façon à retirer des bénéfices de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation — Entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

#### IFRS 11 – PARTENARIATS

IFRS 11, *Partenariats*, exige qu'un entrepreneur classe son intérêt dans un partenariat en tant que coentreprise ou qu'entreprise commune. Le coentrepreneur devra comptabiliser ses intérêts dans une coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence, alors que, dans le cas d'une entreprise commune, le coparticipant comptabilisera sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Selon les IFRS actuelles, les entités peuvent appliquer la méthode de la consolidation proportionnelle ou la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser leurs participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises* et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — Apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet, applicables à l'ensemble des IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif, dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des IFRS existantes, les directives portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet sont dispersées parmi les normes spécifiques qui exigent des évaluations de juste valeur et dans plusieurs cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ni une divulgation uniforme.

#### IFRIC 20 – FRAIS DE DÉCOUVERTURE ENGAGÉS PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION D'UNE MINE À CIEL OUVERT

IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert* énonce le mode de comptabilisation des frais d'enlèvement des stériles (frais de découverte) pendant la phase d'exploitation d'une mine. Les activités de découverte peuvent créer deux types d'avantages : i) la production de stocks et ii) un meilleur accès au minerai. Les frais de découverte associés au premier avantage doivent être comptabilisés comme coûts de production de la période en conformité avec IAS 2, *Stocks*. Les frais associés au deuxième avantage doivent être comptabilisés comme ajout ou amélioration à un actif existant.

### 4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Plusieurs des montants présentés dans les états financiers exigent que la Direction émette des jugements ou fasse des estimations. Ces jugements et ces estimations sont révisés en continu et reposent sur l'expérience de la Direction ainsi que sa connaissance des faits et des circonstances pertinentes. Les résultats réels pourraient différer des montants présentés dans les états financiers.

Les jugements et les estimations de la Direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers à l'égard des éléments suivants :

#### 1. Dévaluation d'actifs non financiers

- L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dévaluation à chaque date de l'état de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique un grand part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dévaluation comprennent notamment, sans s'y limiter, de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, des interruptions des activités d'E&É, ou une baisse importante du prix de l'uranium.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Au quatrième trimestre de 2010, à la suite d'une analyse de dévaluation, la propriété Apple, les frais d'E&É reportés associés et les immobilisations corporelles associées (les « actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3,1 millions \$, 828 851 \$ et 150 000 \$, respectivement, ce qui représente une perte pour dévaluation de 4,1 millions \$. La Société a estimé la valeur recouvrable des actifs d'Apple, qui représentait 50 % de la valeur comptable des actifs d'Apple, en appliquant l'approche de marché basée sur la variation moyenne du cours de l'action calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables entre le 6 septembre 2007, date à laquelle la Société a fait l'acquisition de la propriété Apple au moyen de l'émission d'actions ordinaires, et le 31 décembre 2010. Les sociétés ouvertes comparables sont des sociétés ouvertes d'exploration en uranium basées au Canada qui sont considérées comme pouvant servir de base comparative raisonnable en ce qui a trait aux caractéristiques d'investissement relatives de la propriété sous étude. Le choix de la méthode et des sociétés ouvertes comparables et l'estimation de la perte pour dévaluation sont des estimations qui requièrent le jugement de la Direction.

Au quatrième trimestre de 2011, à la suite d'une analyse de dévaluation, la propriété Apple, les frais d'E&É reportés associés et les immobilisations corporelles associées (les « actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3 046 053 \$, 844 993 \$ et 76 660 \$, respectivement, ce qui représente une perte pour dévaluation de 3 967 706 \$ étant donné qu'aucun travail d'E&É n'est prévu, et que certains claims ont été abandonnés (note 9) ramenant ainsi les actifs d'Apple à une valeur comptable de 0 \$ au 31 décembre 2011. L'estimation de la perte pour dévaluation requiert le jugement de la Direction.

2. Constatation d'actifs d'impôts différés et évaluation de la charge fiscale
  - Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la Direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.
3. Évaluation des paiements à base d'actions
  - La Société constate tous ses paiements à base d'actions à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription. Le principal élément qui affecte les estimations de la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription est le taux de volatilité prévu du cours de l'action. La Société estime présentement la volatilité prévue de ses actions ordinaires en fonction de la volatilité historique en tenant compte de la durée de vie prévue des options et des bons de souscription.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

4. Valeur comptable des composantes des billets convertibles
  - Les composantes passifs et capitaux propres des billets convertibles sont présentées séparément à l'état de la situation financière à partir de la constatation initiale. La Société détermine la valeur comptable du passif financier en actualisant les paiements futurs au taux du marché actuel pour un passif similaire avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion. Le taux du marché actuel utilisé pour ce calcul et la définition de passifs similaires avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion sont des estimations importantes de la Société, et une variation du taux estimé pourrait avoir une incidence sur la valeur comptable de la composante passif et par conséquent de la composante capitaux propres et de la charge de désactualisation sur la durée des billets convertibles.
5. La durée de vie utile et la valeur résiduelle estimatives des immobilisations corporelles et l'évaluation de l'amortissement
  - La Direction estime la durée de vie utile des immobilisations corporelles en fonction de la période durant laquelle les actifs devraient être disponibles pour utilisation. Les montants et la durée des charges constatées pour l'amortissement des immobilisations corporelles pour toute période sont affectés par ces estimations de la durée de vie utile. Les estimations sont révisées au moins une fois par année et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique ou commerciale, ou de restrictions juridiques ou autres. Une part importante des immobilisations corporelles a été amortie à l'aide de la méthode linéaire jusqu'en 2015, qui est la date anticipée de la décision finale de production et qui représente une estimation comptable importante de la Société. Il est possible que des changements en ce qui a trait à ces facteurs puissent amener la Société à modifier de façon importante ses estimations portant sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles de la Société dans l'avenir notamment la date anticipée de la décision finale de production de la Société, et de tels changements pourraient avoir une incidence sur la charge d'amortissement dans l'avenir.
6. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
  - Des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale de propriétés minières et d'équipements, puisque les activités minières sont assujetties à des lois et à des règlements concernant la protection de l'environnement. La Société a l'intention d'engager dans l'avenir des dépenses pour se conformer à ces lois et à ces règlements. La valeur actualisée estimative des passifs de réhabilitation est constatée dans la période au cours de laquelle l'obligation est engagée. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif associé est constatée et amortie sur la durée de vie de l'actif en question. Le passif sera augmenté à chaque période pour refléter la composante intérêt et sera également ajusté pour tenir compte des variations des taux d'actualisation et des estimations quant à l'ampleur, à la durée et au coût des travaux qui seront effectués.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Les futurs coûts de réhabilitation sont cumulés en fonction des meilleures estimations de la Direction à la fin de chaque période en ce qui a trait aux coûts comptants non actualisés qu'il est prévu d'engager à chaque site. Les modifications apportées aux estimations sont reflétées pour la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. La comptabilisation des obligations de réhabilitation et de restauration exige que la Direction fasse des estimations quant aux coûts futurs que la Société engagera pour compléter les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour se conformer aux lois et aux règlements en vigueur à chaque site d'exploitation minière. La Société estime également le moment des débours, qui peut changer et qui est présentement estimé à l'an 2015, date prévue de la décision finale de production et qui représente une estimation comptable importante de la Société. Les coûts réels engagés pourraient différer des montants estimés. De plus, de futurs changements aux lois et aux règlements environnementaux pourraient augmenter l'ampleur des travaux de réhabilitation et de restauration que la Société devra réaliser. L'augmentation des futurs coûts pourrait avoir une incidence importante sur les montants imputés aux activités pour la restauration et la réhabilitation.

### 7. Positions fiscales incertaines

- La Société a reçu des avis de cotisation d'une autorité fiscale en juillet 2011 pour les exercices terminés les 31 décembre 2006, 2007 et 2008, refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits de droits miniers pour pertes s'élevant à environ 800 000 \$ pour ces trois exercices. La Société est en désaccord avec les avis de cotisation et a entrepris un processus d'opposition pour justifier ses revendications. Le tout sans préjudice quant à l'ensemble de la procédure judiciaire et de l'opposition, la Société estime que l'exposition maximale est une réduction des crédits de droits miniers pour pertes qui s'élèverait à un montant global et approximatif de 1,5 million de dollars au 31 décembre 2011, si toutes les dépenses visées dans les avis de cotisation sont finalement rejetées et en prenant également en considération l'incidence du refus éventuel des dépenses sur la même base par les autorités fiscales dans les avis de cotisation subséquents concernant les crédits de droits miniers pour pertes enregistrés dans les exercices terminés les 31 décembre 2009, 2010 et 2011.

Les crédits de droits miniers pour pertes pour les périodes actuelles et précédentes sont mesurés à la valeur qui devrait être récupérée auprès des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent quant à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers pour pertes et le calendrier de perception de ces derniers. Le calcul des crédits de droits miniers pour pertes de la Société implique un certain degré d'estimation et de jugement à l'égard de certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être définitivement fixé jusqu'à la résolution d'un processus d'opposition avec l'autorité fiscale concernée ou, le cas échéant, par un processus judiciaire formel. Les différences entre les résultats réels par suite de la résolution définitive de certains de ces éléments, les hypothèses émises et l'évolution de ces hypothèses pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers pour pertes et à la charge d'impôts au cours de périodes futures. La résolution de problèmes peuvent prendre, et prennent souvent, de nombreuses années. En conséquence il peut y avoir des différences substantielles entre les crédits de droits miniers pour pertes et les montants finalement récupérés.

Ces crédits de droits miniers pour pertes sont classés comme des actifs non courants.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont issus des meilleures estimations et jugements de la Société tels qu'ils sont décrits ci-dessus. Cependant l'incertitude inhérente à l'issue de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables, et donc avec une incidence sur les résultats et les flux de trésorerie de la Société.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 5. TRANSITION AUX IFRS

Les effets découlant de la transition effectuée par la Société des PCGR du Canada aux IFRS, tels qu'ils sont décrits à la note 2, sont dans la présente note de la façon suivante :

- (a) Options de transition privilégiées;
- (b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives;
- (c) Ajustements au tableau des flux de trésorerie.

- (a) Options de transition privilégiées

IFRS 1, *Première adoption des IFRS*, offre la possibilité d'utiliser certaines exemptions à l'application rétrospective complète des IFRS. La Société a évalué les options disponibles et a choisi d'adopter les exemptions de transition suivantes :

- (i) Conformément à IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, de façon prospective. Cette exemption permet à la Société d'appliquer IFRS 2 de façon rétrospective à la date de transition, uniquement pour les instruments de capitaux propres qui ont été attribués après le 7 novembre 2002 et qui n'étaient pas exerçables au moment de la transition aux IFRS. À la date de transition, aucun ajustement important n'a été défini, par conséquent, aucun ajustement significatif n'était requis. Les soldes des composantes capitaux propres en vertu des PCGR du Canada liés à des transactions de paiement fondé sur des actions engagés avant cette date ont été reportés sans ajustement.
- (ii) Conformément à IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer les dispositions transitoires d'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, à la date de transition pour tous les accords autres que ceux entérinés ou modifiés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, puisque ces accords ont déjà été analysés selon des critères similaires à ceux d'IFRIC 4 en vertu des PCGR du Canada. L'analyse des accords n'a donc eu aucune incidence.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives

Réf.	1 <sup>er</sup> janvier 2010			31 décembre 2010		
	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>						
<b>Actif courant</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(i) 321 065	2 473 260	2 794 325	10 057 889	5 000 040	15 057 929
Crédits d'impôts à recevoir	9 306 880	-	9 306 880	8 149 396	-	8 149 396
Taxes de vente à recevoir	334 951	-	334 951	791 607	-	791 607
Frais payés d'avance et autres débiteurs	287 348	-	287 348	370 761	-	370 761
	10 250 244	2 473 260	12 723 504	19 369 653	5 000 040	24 369 693
<b>Actif non courant</b>						
Partie non courante des crédits d'impôts à recevoir	-	-	-	1 935 799	-	1 935 799
Actifs financiers disponibles à la vente	45 000	-	45 000	135 000	-	135 000
Fonds réservés à l'exploration	(i) 2 473 260	(2 473 260)	-	5 000 040	(5 000 040)	-
Propriétés minières	(ii) 10 827 687	(2 809 321)	8 018 366	6 542 234	(2 809 321)	-
	(v)				1 400 000	5 132 913
Frais d'exploration et d'évaluation reportés	(ii) 36 304 887	-	40 351 341	46 251 004	254 870	47 505 874
	(iii)	4 046 454			4 757 448	8 263 322
	(iv)				78 674	8 341 996
	(v)				(78 851)	51 263 145
Immobilisations corporelles	(iv) 1 754 666	49 755	1 804 421	9 604 358	572 883	10 177 241
Total de l'actif	61 655 744	1 286 888	62 942 632	88 838 088	4 175 703	93 013 791
<b>PASSIF</b>						
<b>Passif courant</b>						
Créditeurs et charges à payer	1 697 302	-	1 697 302	2 907 777	-	2 907 777
Prêts à payer	-	-	-	3 775 843	-	3 775 843
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement	156 814	-	156 814	275 244	-	275 244
	1 854 116	-	1 854 116	6 958 864	-	6 958 864
<b>Passif non courant</b>						
Obligations découlant de contrats de location-financement	171 522	-	171 522	45 003	-	45 003
Billets convertibles	-	-	-	5 588 713	-	5 588 713
Passifs d'impôts différés	(ii) 1 293 000	(1 348 236)	-	-	(1 489 135)	-
	(iii)	4 265 760			4 894 774	3 646 634
	(vi)	136 246	4 346 770		(254)	4 346 516
	(vii)				2 506 081	5 911 466
Autre passif	(vi) -	490 348	490 348	-	421 057	421 057
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(iv) 160 000	49 755	209 755	1 316 413	608 984	1 925 397
Total du passif	3 478 638	3 593 873	7 072 511	13 908 993	6 941 507	20 850 500



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives (suite)

	Réf.	1 <sup>er</sup> janvier 2010			31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>CAPITAUX PROPRES</b>							
Capital social	(ii)	58 766 177	(96 165)		71 698 381	(77 248)	
	(vi)		(1 787 944)	56 882 068		(1 794 000)	69 827 133
Composante capitaux propres des billets convertibles	(vii)	-	-	-	7 683 910	(2 750 587)	4 933 323
Bons de souscription		-	-	-	3 383 533	-	3 383 533
Surplus d'apport		8 814 337	-	8 814 337	9 419 946	-	9 419 946
Cumul des autres éléments du résultat global	(viii)	-	(255 000)	(255 000)	-	(165 000)	(165 000)
Déficit	(ii)	(9 403 408)	(1 364 921)		(17 256 675)	(988 068)	
	(iii)		(219 306)			(137 326)	
	(iv)					42 573	
	(v)					1 321 149	
	(vi)		1 161 351			1 373 198	
	(vii)					244 505	
	(viii)		255 000	(9 571 284)		165 000	(15 235 644)
Total des capitaux propres		58 177 106	(2 306 985)	55 870 121	74 929 095	(2 765 804)	72 163 291
Total du passif et des capitaux propres		61 655 744	1 286 888	62 942 632	88 838 088	4 175 703	93 013 791

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

- (b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives (suite)

	Réf.	Exercice terminé le 31 décembre 2010		
		PCGR du	Ajustement	IFRS
		Canada		
		\$	\$	\$
<b>DÉPENSES</b>				
Consultants et frais professionnels		1 283 995	-	1 283 995
Rémunération à base d'actions		405 423	-	405 423
Communications et dépenses promotionnelles		591 828	-	591 828
Dépenses de bureau		246 221	-	246 221
Amortissement des immobilisations corporelles		38 702	-	38 702
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	(v)	5 400 000	(1 321 149)	4 078 851
<b>Perte d'exploitation</b>		(7 966 169)	1 321 149	(6 645 020)
Revenus financiers		(43 203)	-	(43 203)
Frais financiers				
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles		1 097 099		1 097 099
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(iv)	76 257	(42 573)	33 684
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer		20 916	-	20 916
Intérêts et frais bancaires		36 730	-	36 730
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-financement		26 852	-	26 852
Autres gains et pertes				
Gain non réalisé sur les changements de la juste valeur de l'investissement	(viii)	(90 000)	90 000	-
<b>Perte avant impôts sur les résultats</b>		(9 090 820)	1 273 722	(7 817 098)
Charge d'impôts courants sur les résultats (recouvrement)	(iii)	-	(710 994)	(710 994)
Charge d'impôts différés (recouvrement)	(ii)	(1 237 553)	(376 852)	
	(iii)		629 013	
	(vi)		(211 846)	
	(vii)		(244 505)	(1 441 743)
Charge d'impôts sur les résultats (recouvrement)		(1 237 553)	(915 184)	(2 152 737)
<b>PERTE NETTE</b>		(7 853 267)	2 188 906	(5 664 361)
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Variation des actifs financiers disponibles à la vente	(viii)	-	90 000	90 000
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>		(7 853 267)	2 278 906	(5 574 361)
<b>PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE</b>		(0,06)		(0,05)
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION</b> (en milliers)		123 019		123 019

Certains montants présentés à l'état des résultats ont été reclassés pour se conformer aux exigences de présentation adoptées en vertu des IFRS.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

- (b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives (suite)

#### NOTES EXPLICATIVES

- (i) Selon les IFRS, les fonds réservés à l'exploration ne sont pas considérés comme des fonds affectés et sont classés dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- (ii) Selon les PCGR du Canada, les impôts différés découlant de l'acquisition d'un actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui découle de l'écart entre la valeur comptable de l'actif acquis et sa valeur fiscale devraient être constatés.

Selon les IFRS, les impôts différés résultant de telles transactions ne sont pas constatés.

- (iii) Selon les PCGR du Canada, aucun passif d'impôts différés (« PID ») n'a été constaté pour les droits miniers du Québec (« DMQ ») puisque peu importe la méthode prévue de recouvrement, la valeur fiscale des intérêts dans ces frais d'E&É reportés aux fins des DMQ correspond au plus élevé des montants potentiels peu importe les intentions de la Direction quant au recouvrement de l'actif. Ainsi, puisque la cession d'un tel actif ne serait pas imposable aux fins des DMQ, la valeur fiscale utilisée pour déterminer le PID selon les PCGR du Canada était équivalente à la valeur comptable et, par conséquent, aucun PID n'était constaté.

Selon les IFRS, la valeur fiscale des actifs est déterminée en fonction de la méthode prévue de recouvrement des actifs. Dans la plupart des cas, et particulièrement dans le cas de la Société, il y a des indications à l'effet que les actifs miniers pourront être recouverts par l'exploitation. Par conséquent, la valeur fiscale des frais d'E&É reportés aux fins des DMQ était nulle au moment de la transition étant donné les crédits de droits miniers qui ont été demandés lors des exercices précédents. Le PID est constaté comme une charge d'impôts différés à l'état des résultats.

En ce qui a trait aux crédits remboursables de DMQ, ils sont constatés à l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôts courants puisque l'une des raisons pour lesquelles un PID est constaté est le fait qu'un crédit remboursable pour pertes a été réclamé. Selon cette approche, à la suite de la conversion aux IFRS, le crédit pour les crédits remboursables de DMQ constaté en réduction des frais d'E&É reportés en vertu des PCGR du Canada devra être reporté dans les frais d'E&É reportés et le montant correspondant comptabilisé pour ajuster le déficit.

- (iv) Selon les PCGR du Canada, le taux d'actualisation utilisé pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles est fondé sur le taux sans risque rajusté selon la cote de crédit de l'entité.

Selon les IFRS, le taux d'actualisation utilisé devrait refléter les risques inhérents au passif, ceci ayant pour effet d'augmenter l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles, d'augmenter les actifs sous-jacents inclus dans les immobilisations corporelles, d'augmenter la dépense d'amortissement, de diminuer la charge de désactualisation ainsi que d'ajuster les impôts différés.

- (v) Selon les PCGR du Canada, les actifs d'Apple ont été dévalués d'un montant de 5,4 millions \$ dans la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, et à la suite de la transition aux IFRS, la charge pour dévaluation a été réduite à 4,1 millions \$ en raison d'ajustements requis pour se conformer aux IFRS affectant les actifs liés aux activités d'E&É.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

### 5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

- (b) Rapprochement des états de la situation financière, des capitaux propres, des résultats et du résultat global tels qu'ils sont présentés en vertu des PCGR du Canada versus des IFRS, et notes explicatives (suite)

#### NOTES EXPLICATIVES (suite)

- (vi) Selon les PCGR du Canada, lorsque des actions accréditatives sont émises, elles sont initialement constatées dans le capital social à leur prix d'émission. Au moment où la Société renonce aux dépenses (en déposant les formulaires prescrits) en faveur des investisseurs, un passif d'impôts futurs est constaté à titre de coût d'émission d'actions (en réduction du capital social). Selon les IFRS, les actions accréditatives sont constatées en fonction du prix coté des actions existantes à la date d'émission. L'écart (la « prime ») entre le montant constaté en capital social et le montant payé par les investisseurs pour les actions est constaté à titre d'« autre passif », lequel est renversé aux résultats à titre de recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées. L'impact fiscal résultant de la renonciation est constaté à titre de charge d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.
- (vii) Selon les PCGR du Canada, il existe une exception, où aucun impôt différé n'est constaté lorsque le règlement de la composante passif d'instruments financiers composés, conformément aux modalités inhérentes, pourrait se produire sans impact fiscal. Lorsque l'entité est en mesure de régler l'instrument sans incidence fiscale, la valeur fiscale de la composante passif est considérée équivalente à sa valeur comptable et il n'y a aucun écart temporaire.

Selon les IFRS, les impôts différés liés à la composante passif d'instruments financiers composés sont constatés si la valeur comptable de la composante passif diffère de la valeur fiscale.

En 2010, la Société a émis des billets convertibles pour lesquels aucun passif d'impôts différés n'a été constaté en vertu des PCGR du Canada. À la suite de la transition aux IFRS, la Société a calculé le passif d'impôts différés découlant de ce passif.

- (viii) Selon les IFRS, le placement est classé comme étant disponible à la vente. Il était classé dans les actifs détenus à des fins de transaction selon les PCGR du Canada. Les variations de juste valeur de placements disponibles à la vente sont donc constatées à l'état du résultat global, déduction faite des impôts différés, et non à l'état des résultats telles qu'elles l'étaient selon les PCGR du Canada.
- (c) Ajustements au tableau des flux de trésorerie

La transition des PCGR du Canada aux IFRS n'a eu aucune incidence importante sur le tableau des flux de trésorerie, à l'exception des crédits remboursables de DMQ à recevoir qui ont été reclassés dans les activités d'exploitation plutôt que dans les activités d'investissement, et les fonds réservés à l'exploration qui ont été reclassés dans la trésorerie et dans les équivalents de trésorerie.

#### Flux de trésorerie générés par (affectés aux)

Exercice terminé le 31 décembre 2010	Réf.	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
		\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5b (iii)	(3 134 606)	1 151 952	(1 982 654)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5b (i) et (iii)	(14 506 671)	(3 625 212)	(18 131 883)
Variation nette à la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5b (i)	14 736 864	(2 473 260)	12 263 604

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2011	31 décembre 2010 (note 5)	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)
	\$	\$	\$
Encaisse	3 858 141	5 057 929	1 794 325
Dépôts à terme au taux de 1,05 % au 31 décembre 2010 et au taux de 0,40 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	-	10 000 000	1 000 000
	3 858 141	15 057 929	2 794 325

### 7. CRÉDITS D'IMPÔTS À RECEVOIR

	31 décembre 2011	31 décembre 2010 (note 5)	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)
	\$	\$	\$
Crédits remboursables de DMQ	2 784 993	3 537 552	3 838 426
Crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources	5 000 736	6 547 643	5 468 454
	7 785 729	10 085 195	9 306 880
Moins : la partie non courante des crédits d'impôts à recevoir (i)	2 784 993	1 935 799	-
Partie courante des crédits d'impôts à recevoir	5 000 736	8 149 396	9 306 880

(i) À cause des délais de traitement pour le remboursement des crédits remboursables de DMQ et du processus d'opposition (voir note 4 « Positions fiscales incertaines »), la Société a classé tous ces crédits remboursables de DMQ comme des actifs non courants.

### 8. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Au 31 décembre 2011, la Société détenait 1 000 000 d'actions de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») (1 000 000 au 31 décembre 2010) et le cours de l'action de Pacific Bay était de 0,040 \$ au 31 décembre 2011 (0,135 \$ au 31 décembre 2010).

### 9. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre 2010 (note 5)	Additions	Dévaluation	31 décembre 2011
		\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>					
Matoush	100 %	338 657	1 272	-	339 929
Matoush Extension	100 %	20 842	784	-	21 626
Eclat	100 %	1 285 901	-	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	60 %	438 713	202 772	-	641 485
<b>Autres projets</b>					
Mistassini	60 %	9 827	8 892	-	18 719
Apple	100 %	3 038 973	7 080	(3 046 053)	-
		5 132 913	220 800	(3 046 053)	2 307 660

La propriété et les frais d'E&É reportés relatifs à Apple ont une dévaluation cumulée de 6 146 053 \$ et de 1 673 844 \$, respectivement, au 31 décembre 2011.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 9. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

Propriétés minières	Intérêt	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)	Additions (note 5)	Dévaluation (note 5)	31 décembre 2010 (note 5)
		\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>					
Matoush	100 %	338 306	351	-	338 657
Matoush Extension	100 %	1 236	19 606	-	20 842
Eclat	100 %	1 280 807	5 094	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	Option de 60 %	261 279	177 436	-	438 715
<b>Autres projets</b>					
Mistassini	Option de 60 %	9 041	786	-	9 827
Apple	100 %	6 127 697	11 274	(3 100 000)	3 038 971
		8 018 366	214 547	(3 100 000)	5 132 913

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2011	31 décembre 2010 (note 5)	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)
	\$	\$	\$
Frais d'E&É reportés	62 373 425	50 386 388	40 138 577
Fournitures d'exploration	661 722	876 757	212 764
	63 035 147	51 263 145	40 351 341

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2010 (note 5)	Additions	Crédits d'impôts	Dévaluation	31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>					
Matoush	42 926 625	16 229 945	(4 505 859)	-	54 650 711
Matoush Extension	494 879	39 402	(15 268)	-	519 013
Eclat	4 361 338	43 366	(16 804)	-	4 387 900
Pacific Bay-Matoush	1 237 034	1 026 291	(397 688)	-	1 865 637
<b>Autres projets</b>					
Mistassini	572 272	616 966	(239 074)	-	950 164
Apple	794 240	51 823	(1 070)	(844 993)	-
	50 386 388	18 007 793	(5 175 763)	(844 993)	62 373 425

Frais d'E&É reportés	1 <sup>er</sup> janvier 2010 (note 5)	Additions (note 5)	Crédits d'impôts (note 5)	Dévaluation (note 5)	31 décembre 2010 (note 5)
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>					
Matoush	35 515 996	12 085 631	(4 675 002)	-	42 926 625
Matoush Extension	471 425	38 290	(14 836)	-	494 879
Eclat	1 113 569	5 302 480	(2 054 711)	-	4 361 338
Pacific Bay-Matoush	923 867	527 330	(214 163)	-	1 237 034
<b>Autres projets</b>					
Mistassini	555 156	21 878	(4 762)	-	572 272
Apple	1 558 564	72 375	(7 848)	(828 851)	794 240
	40 138 577	18 047 984	(6 971 322)	(828 851)	50 386 388

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 9. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

#### MATOUSH

La Société détient 100 % de la propriété Matoush, située à environ 270 km au nord de Chibougamau. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« PNA »).

#### MATOUSH EXTENSION

La Société détient 100 % de la propriété Matoush Extension.

#### ECLAT

En juin 2009, la Société a effectué le dernier versement de 96 000 \$ en conformité avec la lettre d'entente intervenue le 6 juillet 2005 avec Vija Ventures Corporation (« Vija »). Ayant rempli toutes ses obligations, la Société détient un intérêt de 100 % sur tous les minéraux, à l'exception des diamants, sur tous les titres miniers de la propriété Eclat, assujettie à une redevance de 2 % des PNA et de 2 % des produits sur les droits d'émission de carbone en faveur de Vija.

#### PACIFIC BAY-MATOUSH

Le 14 janvier 2008, la Société a signé l'entente finale selon laquelle elle pouvait acquérir 60 % d'intérêt dans la propriété de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») située au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paierait à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettrait 200 000 actions ordinaires sur une période de quatre ans et investirait 3 millions \$ en frais d'E&É sur une période de quatre ans, incluant un minimum de 10 000 mètres de forage à raison d'un minimum de 2 500 mètres par année. De plus, à la date de signature de l'entente finale, la Société a acquis 1 000 000 d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité était composée de une action ordinaire et de un bon de souscription où chaque bon de souscription donne le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 0,60 \$ l'action ordinaire pour une période de 24 mois. Les bons de souscription ont échu sans avoir été exercés.

En octobre 2009, la Société a rempli ses obligations annuelles en émettant 40 000 actions ordinaires, en payant 100 000 \$ et en réalisant 750 000 \$ de travaux d'E&É, dont un minimum de 2 500 mètres de forage.

En octobre 2010, la Société a rempli ses obligations annuelles, en émettant 50 000 actions ordinaires (évaluées à 30 100 \$ selon le cours de l'action à la date d'émission des actions) et en payant 125 000 \$. Les obligations annuelles pour 2010 en matière de travaux d'E&É n'avaient pas été satisfaites, puisqu'un montant d'approximativement 300 000 \$ avait été dépensé. Un amendement a été négocié entre la Société et Pacific Bay en vertu duquel le montant résiduel de dépenses d'E&É pour 2010 a été ajouté au montant d'exploration pour 2011.

En octobre 2011, la Société a rempli ses obligations annuelles pour l'exercice, en complétant l'émission de 70 000 actions ordinaires (évaluées à 27 720 \$ selon le cours de l'action à la date d'émission des actions) en payant 175 000 \$ et en réalisant pour 1,0 million \$ de travaux d'exploration lesquels répondent également aux exigences minimales de mètres à forer. Ayant rempli ses dernières obligations, la Société a exercé son option et elle détient avec prise d'effet du 29 octobre 2011, un intérêt indivis de 60 % dans la propriété.

#### MISTASSINI

Selon la lettre d'entente datée du 20 novembre 2007 et l'exercice de son droit de premier regard le 14 février 2008, la Société pouvait acquérir une participation de 60 % des droits d'uranium de Ressources Majescor Inc. (« Majescor ») sur la propriété Mistassini, située dans la région des Monts Otish au Québec, en effectuant des travaux d'E&É d'une valeur cumulative de 1,3 million \$ sur une période de trois ans. Le 24 novembre 2008, les parties ont signé une entente formelle prenant effet rétroactivement au 14 février 2008. La propriété Mistassini est assujettie à une redevance de 2 % sur tous les produits de la vente des oxydes d'uranium. La Société devait rembourser à Majescor le coût du programme de forage effectué en décembre 2007, soit approximativement 250 000 \$ et réaliser pour 250 000 \$ de travaux d'E&É sur la propriété au cours de la première année soit un engagement total ferme de 500 000 \$. Au 31 décembre 2009, la Société a rempli ses obligations de dépenses de 500 000 \$ et de 400 000 \$ pour la première et la deuxième année, respectivement.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 9. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

Le 16 mai 2011, la Société et Majescor ont signé une entente de coentreprise définitive dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 14 février 2011, soit la date à laquelle la Société a rempli ses obligations conformément à l'entente d'option. La Société détient maintenant une participation de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini qui est l'actif principal de la coentreprise.

#### APPLE

La propriété Apple est située à 80 kilomètres au sud-est de Radisson sur le territoire de la Baie-James, au Québec. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des PNA, dont 1% peut être racheté par la Société pour 1 million \$ en faveur de Mines Virginia Inc.

Conformément à ses conventions comptables, la Société a révisé les facteurs et les conditions qui pourraient indiquer la nécessité de procéder à un test de dépréciation de ses propriétés minières aux 31 décembre 2011 et 2010.

À la suite du test de dépréciation effectué en 2010, la propriété Apple et les frais d'E&É reportés et les immobilisations corporelles afférents (« actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3,1 millions \$, 828 851 \$ et 150 000 \$, respectivement, au prorata de leurs valeurs comptables au 31 décembre 2010, ce qui représente une perte de valeur de 4,1 millions \$.

La Société ne disposait pas d'information suffisante sur la propriété Apple à l'heure actuelle pour pouvoir estimer les flux de trésorerie futurs requis pour déterminer si les coûts capitalisés en lien avec cette propriété pourront être recouverts. Par conséquent, la Société a procédé à un test de dépréciation pour la propriété Apple. La Société avait estimé la valeur recouvrable des immobilisations d'Apple, qui représentait 50 % de la valeur comptable des actifs d'Apple, en appliquant l'approche de marché basée sur la variation moyenne du cours de l'action calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables entre le 6 septembre 2007, date à laquelle la Société a fait l'acquisition de la propriété Apple au moyen de l'émission d'actions ordinaires, et le 31 décembre 2010. Les sociétés ouvertes comparables étaient des sociétés ouvertes d'exploration en uranium basées au Canada qui étaient considérées comme pouvant servir de base comparative raisonnable en ce qui a trait aux caractéristiques d'investissement relatives de la propriété sous étude.

La Société concentre actuellement ses efforts sur le développement de la propriété Matoush et dispose donc de ressources limitées pour effectuer l'E&É de la propriété Apple en 2012 ainsi que dans l'avenir. Certains claims ont été abandonnés, et aucun travail d'E&É n'est prévu, ce qui a amené la Société à déterminer de nouveau si une dévaluation des coûts capitalisés en lien avec la propriété Apple était nécessaire au 31 décembre 2011.

La propriété Apple et les frais d'E&É reportés et les immobilisations corporelles afférents (« actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3 046 053 \$, 844 993 \$ et 76 660 \$, respectivement, ce qui représente une perte de valeur de 3 967 706 \$ au 31 décembre 2011, ramenant ainsi les actifs d'Apple à une valeur comptable de 0 \$ au 31 décembre 2011.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtiments et infrastructures (i) (ii)	Véhicules et matériel roulant (ii)	Équipement	Total (iii)
	\$	\$	\$	\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b> (note 5)				
Coût	2 065 494	344 545	749 137	3 159 176
Charges d'amortissement cumulé	(774 728)	(297 094)	(282 933)	(1 354 755)
Valeur comptable nette	1 290 766	47 451	466 204	1 804 421
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2010</b> (note 5)				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	1 290 766	47 451	466 204	1 804 421
Ajouts	9 551 227	153 831	197 500	9 902 558
Charges d'amortissement	(1 125 144)	(53 563)	(201 031)	(1 379 738)
Dévaluation	(150 000)	-	-	(150 000)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
<b>Au 31 décembre 2010</b> (note 5)				
Coût	11 616 721	498 376	946 637	13 061 734
Charges d'amortissement cumulé	(1 899 872)	(350 657)	(483 964)	(2 734 493)
Dévaluation cumulée	(150 000)	-	-	(150 000)
Valeur comptable nette	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2011</b>				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
Ajouts	1 112 154	990	132 615	1 245 759
Charges d'amortissement	(2 375 782)	(56 178)	(241 580)	(2 673 540)
Dévaluation	(76 660)	-	-	(76 660)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800
<b>Au 31 décembre 2011</b>				
Coût	12 728 875	499 366	1 079 252	14 307 493
Charges d'amortissement cumulé	(4 275 654)	(406 835)	(725 544)	(5 408 033)
Dévaluation cumulée	(226 660)	-	-	(226 660)
Valeur comptable nette	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800

(i) Le montant pour les immobilisations corporelles qui ont été acquises et livrées ou qui sont en construction sur le site du projet Matoush et qui n'avaient pas été amorties aux 31 décembre 2011 et 2010 s'élève à 907 517 \$ et 544 859 \$, respectivement, et est présenté dans Bâtiments et infrastructures.

(ii) Aucune charge d'amortissement n'a été imputée à l'état des résultats en lien avec les contrats de location-financement. La charge d'amortissement associée aux immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement de 16 146 \$ a été capitalisée dans les frais d'E&E reportés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (164 467 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010).

Sont inclus dans Bâtiments et infrastructures et Véhicules et matériel roulant, les bâtiments et les infrastructures et les véhicules et le matériel roulant faisant l'objet d'un contrat de location-financement dont la valeur comptable nette était, respectivement, de 44 626 \$ et 266 494 \$ aux 31 décembre 2011 et 2010.

(iii) Toutes les immobilisations corporelles sont situées au Canada.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

### 11. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES

	Billets convertibles (a)	Prêts à payer (b, c et d)
	\$	\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	-	-
Ajouts	4 491 614	6 254 927
Charges de désactualisation	1 097 099	20 916
Remboursement	-	(2 500 000)
<b>Au 31 décembre 2010</b>	5 588 713	3 775 843
Ajouts	-	2 877 426
Charge de désactualisation	1 484 894	226 738
Remboursement	-	(4 000 000)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	7 073 607	2 880 007

(a) Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient ») de 100 000 unités pour un montant de 95 000 \$ et de 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'actions ordinaires. Chaque unité est constituée de une action ordinaire et de un demi-bon de souscription. Chaque tranche de 1 000 \$ de billet est accompagnée d'approximativement 527 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture.

Les billets ne portent pas intérêt et ne comportent aucune sûreté. Leur échéance est le 27 février 2015. Ils sont convertibles pendant cette période en actions par le détenteur au prix de 0,95 \$ l'action. Jusqu'à ce que les billets arrivent à échéance, Sentient a la possibilité de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ en 1 053 actions en se basant sur un prix de conversion de 0,95 \$ par action, pour un total de 15 689 474 actions.

À l'échéance, la Société peut à sa discrétion racheter en actions une partie ou la totalité des billets. Le nombre d'actions émises sera calculé en prenant la portion du principal des billets remboursés en actions divisée par 95 % de la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours. Par contre, en vertu de l'entente, la Société n'émettra jamais plus de 30 451 608 actions ordinaires à la suite de la conversion des billets et, en aucun cas, les émissions d'actions se feront à un prix inférieur à 0,7018 \$ sans l'approbation des actionnaires de la Société. Si l'approbation des actionnaires n'est pas obtenue, la Société devra régler la différence entre la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours et le prix plancher de 0,7018 \$ en espèces.

Advenant un changement de contrôle, le détenteur pourra recevoir le remboursement de la portion due du principal des billets multipliée par un facteur de 101 %.

De la contrepartie reçue pour les unités, 13 117 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 81 883 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,66 %, volatilité prévue de 92 %, aucun dividende prévu et une durée prévue des bons de souscription de 2,75 ans.

À la comptabilisation initiale, l'encaissement s'élève à 14 905 000 \$ pour les billets convertibles. De ce montant, les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres représentent, respectivement, 4 794 089 \$, 2 055 475 \$ et 5 304 849 \$, déduction faite des impôts différés (note 5 (b) (vii)). La composante du passif a été évaluée en premier, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 25 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion. Par la suite, la Société a évalué la juste valeur des bons de souscription avec la même méthode et les mêmes hypothèses que celles pour les bons liés aux unités. Le résiduel a été attribué à la composante capital et présenté dans les capitaux propres.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 11. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES (suite)

La Société a convenu de payer à Sentient des honoraires de transaction représentant 5 % du produit brut du placement privé. Les frais d'honoraires de 750 000 \$ ont été payés au moyen du nombre correspondant d'unités, représentant 789 474 actions ordinaires émises et 394 737 bons de souscription émis aux mêmes conditions que les bons liés aux unités. La dépense de ces frais de 750 000 \$ a été séparée au prorata entre les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres pour 241 232 \$, 103 429 \$ et 405 339 \$, respectivement. Afin de comptabiliser les actions ordinaires et les bons de souscription émis, la Société a d'abord évalué la juste valeur de 103 558 \$ des bons de souscription avec la même méthode et les mêmes hypothèses que celles pour les bons liés aux unités et a attribué le résiduel aux actions ordinaires émises pour 646 441 \$. Des frais d'émission de 190 406 \$ ont été répartis au prorata entre les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres pour 61 243 \$, 26 258 \$ et 102 905 \$, respectivement. L'impact fiscal sur les bons de souscription et la composante capitaux propres des billets convertibles est de 34 886 \$ et 136 718 \$, respectivement.

- (b) La Société a reçu un prêt de 3 million \$ de SIDEX, société en commandite (« SIDEX ») le 29 décembre 2011. Le prêt est garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2011 et doit être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2011 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 31 décembre 2012. Le prêt porte intérêt au taux de 8 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires et a payé 64 000 \$ à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,75 \$ l'action sur une période de 24 mois.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,12 \$ par bon de souscription pour un total de 58 574 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,95 %, une volatilité prévue de 74 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Ce montant a été comptabilisé en réduction du prêt.

- (c) La Société a reçu un prêt de 4 million \$ de SIDEX, le 26 novembre 2010. Le prêt était garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2010 et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2010 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 31 décembre 2011. Le prêt portait intérêt au taux de 8 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires et a payé 84 000 \$ à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 1,05 \$ l'action sur une période de 24 mois.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,32 \$ par bon de souscription pour un total de 161 073 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : un taux d'intérêt sans risque de 1,6 %, une volatilité prévue de 72 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Ce montant a été comptabilisé en réduction du prêt.

Le 19 décembre 2011, la Société a remboursé en entier le prêt de 4 millions \$ à SIDEX.

- (d) La Société a reçu un prêt de 2 500 000 \$ de SIDEX le 15 septembre 2010. Le prêt était garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2009 liés aux frais d'E&É et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2009 liés aux frais d'E&É, ou au plus tard le 15 mars 2011. Le prêt portait intérêt au taux de 9 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 300 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 1,00 \$ l'action sur une période de 18 mois.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

### 11. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES (suite)

La juste valeur est estimée à 0,046 \$ par bon de souscription ou totalise 13 864 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : un taux d'intérêt sans risque de 1,53 %, une volatilité prévue de 58 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 18 mois.

Le 8 octobre 2010, la Société a remboursé en entier le prêt de 2 500 000 \$ à SIDEX.

### 12. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010
	\$	\$	\$
Obligations découlant de contrats de location-financement	45 003	320 247	328 336
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement	(14 129)	(275 244)	(156 814)
	30 874	45 003	171 522

Les versements de capital à effectuer sur l'obligation découlant d'un contrat de location-financement se détaillent ainsi :

	\$
2012	17 592
2013	17 592
2014	16 126
	51 310
Moins : les intérêts implicites calculés à 9 %	(6 307)
	45 003

### 13. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 décembre 2011	31 décembre 2010 (note 5)
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 925 397	209 755
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	88 602	33 684
Nouvelles obligations et changements d'estimation relativement aux obligations, préalablement constatées	(19 290)	1 681 958
Solde à la fin de l'exercice	1 994 709	1 925 397

Les flux de trésorerie non actualisés requis pour rembourser les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles sont estimés à 1 895 600 \$. La Société révisé, à chaque période, le montant et le moment prévu où les flux de trésorerie requis pour acquitter les obligations seront versés et ajuste ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles en conséquence. Un taux d'escompte de 3,05 % a été utilisé pour évaluer les obligations au 31 décembre 2011 et le calcul tient compte de l'hypothèse selon laquelle les débours requis pour rembourser les obligations seront effectués en 2015, qui est la date anticipée pour la décision finale de production. Si la Société décide de ne pas entrer en production sur la propriété Matoush, il est présumé que l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles sera acquittée en 2015. Si la Société décide d'aller de l'avant avec la production sur la propriété Matoush, l'obligation sera alors reportée à une date ultérieure.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 14. CAPITAUX PROPRES

#### CAPITAL SOCIAL

##### AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries dont les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions seront fixés par le conseil d'administration.

- (a) Le 23 juin 2011, la Société a clôturé un placement privé sans l'entremise d'un courtier totalisant 4 904 904 actions accréditatives pour un produit brut de 3 500 100 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditatives, la Société s'est engagée à renoncer à 3 500 100 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2011.

La Société a payé des frais d'intermédiaires de 210 000 \$ ainsi que des frais d'émission de 35 915 \$ en lien avec le financement, pour un montant totalisant 245 915 \$.

- (b) Le 23 décembre 2010, la Société a clôturé un placement privé par l'intermédiaire de courtiers de 9 639 000 unités au prix de 0,83 \$ l'unité pour un produit brut de 8 000 453 \$.

Chaque unité est constituée de une action ordinaire et de un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 1,05 \$ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La juste valeur des bons de souscription est estimée à 0,21 \$ par bon de souscription selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en supposant aucun versement de dividende prévu, une volatilité prévue de 70 %, un taux d'intérêt sans risque de 1,6 % et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Un montant de 1 017 427 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social.

Dans le cadre de ce placement privé effectué par l'entremise de courtiers, la Société a également émis 5 263 200 actions accréditatives pour un produit brut de 5 000 040 \$. En vertu des ententes sur les actions accréditatives, la Société a convenu de renoncer, en 2011, à 5 000 040 \$ en dépenses admissibles auprès des investisseurs en vigueur depuis le 31 décembre 2010.

En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires totalisant 914 441 \$, qui ont été portés au capital social et aux bons de souscription, pour des montants respectifs de 838 266 \$ et 76 175 \$.

- (c) Le 23 décembre 2010, Sentient a exercé en entier son droit de participation de 11,98 %, accordé le 27 janvier 2010 (note 11(a)) en se portant acquéreur de 1 800 000 unités pour un produit brut de 1 494 000 \$ dans le cadre d'un placement privé sans intermédiaire. Les 900 000 bons de souscription émis ont aussi été évalués à 0,21 \$ par bon de souscription basé sur les hypothèses décrites en (b). Un montant de 189 994 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 14. CAPITAUX PROPRES (suite)

#### BONS DE SOUSCRIPTION

Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire une action de la Société. Les variations des bons de souscription en circulation sont présentées dans le tableau suivant :

	2011			2010		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Total	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Total
		\$	\$		\$	\$
Solde au début de l'exercice	14 809 024	1,02	3 383 533	-	-	-
Placements privés	-	-	-	5 769 550	1,05	1 220 538
Billets convertibles	-	-	-	7 844 737	1,00	2 055 475
En contrepartie de frais d'émission	-	-	-	394 737	1,00	103 558
Frais d'émission déduction faite des d'impôts de 34 886 \$	-	-	-	-	-	(170 976)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 11)	500 000	0,75	58 574	800 000	1,03	174 938
Solde à la fin de l'exercice	15 309 024	1,01	3 442 107	14 809 024	1,02	3 383 533

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2011 sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice	Date d'expiration
300 000	1,00 \$	15 mars 2012
500 000	1,05 \$	26 novembre 2012
5 719 550	1,05 \$	23 décembre 2012
8 289 474	1,00 \$ jusqu'au 27 janvier 2012 et 1,05 \$ jusqu'au 27 janvier 2013	27 janvier 2013
500 000	0,75 \$	23 décembre 2013
15 309 024		

### 15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, des administrateurs et des consultants. Le conseil d'administration fixe les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'ils ont déterminés. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options. Le nombre maximal d'actions qui peut être émis en vertu de ce régime est de 10 654 586. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital social.

## RESSOURCES STRATECO INC.

### Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

#### 15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant :

	2011		2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début d'exercice	5 030 500	1,75	4 310 500	1,89
Octroyées	1 129 500	0,50	1 302 000	1,00
Exercées	(175 000)	0,40	(400 000)	0,20
Frappées d'extinction	(104 668)	1,00	(7 000)	1,00
Expirées	(442 832)	1,37	(175 000)	1,79
Solde à la fin de l'exercice	5 437 500	1,62	5 030 500	1,75

La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice était de 0,93 \$ l'action (0,85 \$ en 2010).

Au 31 décembre 2011, la Société avait les options suivantes en circulation :

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice	Date d'expiration
		\$	
100 000	100 000	2,60	4 février 2012
30 000	30 000	2,80	7 février 2012
150 000	150 000	2,86	20 mars 2012
700 000	700 000	3,37	11 avril 2012
75 000	75 000	3,20	6 mai 2012
60 000	60 000	3,20	11 juin 2012
120 000	120 000	2,72	14 juillet 2012
300 000	300 000	2,10	18 mars 2013
699 000	699 000	2,04	13 avril 2013
130 000	130 000	2,04	14 août 2013
7 500	7 500	2,04	25 septembre 2013
67 500	67 500	2,04	29 octobre 2013
964 500	964 500	1,00	8 juin 2014
7 000	7 000	1,00	14 septembre 2014
44 000	44 000	1,00	4 janvier 2015
500 000	500 000	1,00	26 mai 2015
388 000	388 000	1,00	6 juin 2015
1 095 000	1 012 999	0,50	27 juin 2016
5 437 500	5 355 499		

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, des frais de rémunération à base d'actions de 241 727 \$ (405 423 \$ en 2010), ont été portés à l'état des résultats et un montant de 139 502 \$ (216 186 \$ en 2010) a été imputé aux frais d'E&É reportés.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a octroyé 1 129 500 options d'achat d'actions (1 302 000 en 2010) au prix d'exercice de 0,50 \$ l'action et valides pour une période prévue de cinq ans à des dirigeants, à des administrateurs et à des consultants, dont 1 006 500 (909 000 en 2010) étaient immédiatement exerçables et 123 000 (393 000 en 2010) deviendront exerçables en trois tranches sur une période de 18 mois. La juste valeur de chaque option octroyée a été déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes. La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions octroyées était de 0,31 \$ (0,46 \$ en 2010) par option. Le cours du marché des actions de la Société était inférieur au prix d'exercice à la date des octrois.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

### 15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées aux fins de ce calcul :

	2011	2010
Taux d'intérêt sans risque	2,40 %	2,44 %
Durée prévue	5 ans	5 ans
Taux de volatilité prévu	88 %	102 %
Taux de dividende prévu	0 %	0 %
Taux d'extinction prévu pour les options non attribuées immédiatement	1 %	1 %

### 16. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société a conclu une entente de services pour assurer des services de gestion à la Société, incluant les principaux membres de la Direction (note 20).

Les principaux membres de la Direction comprennent des administrateurs et des membres de la haute direction. La rémunération payée ou à payer pour les services des principaux membres de la direction est présentée ci-dessous :

	2011	2010
	\$	\$
Frais pour les services des membres de la Direction et les administrateurs	1 421 000	1 310 000
Rémunération à base d'actions	250 000	405 000
	1 671 000	1 715 000

### 17. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

	2011	2010
	\$	\$
Impôts exigibles		
Impôts exigibles sur le résultat net de l'exercice	-	-
Crédits remboursables de droits miniers du Québec	25 927	(710 994)
Total de la charge d'impôts exigibles (du recouvrement)	25 927	(710 994)
Impôts différés		
Naissance et renversement des différences temporelles relatives à :		
Impôts sur le revenu	(14 619)	(2 058 402)
Impôts miniers	2 770 927	1 107 007
Prime à l'émission d'actions accréditives	(1 566 803)	(490 348)
Total des impôts différés	1 189 505	(1 441 743)
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrements)	1 215 432	(2 152 737)

La provision pour impôts sur les résultats diffère du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux d'imposition statutaire combiné canadien. Le taux d'imposition statutaire combiné correspond à la somme du taux d'impôts sur le revenu fédéral de 16,5 % (18 % en 2010), provincial de 11,9 % (11,9 % en 2010) ainsi que du taux d'impôts miniers québécois de 15 % (12 % en 2010). Le taux d'impôts miniers considéré est net de l'économie d'impôts sur le revenu s'y rattachant de 4,26 % (3,6 % en 2010).



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 17. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

	2011	2010
	\$	\$
Perte avant impôts sur les résultats	(9 105 181)	(7 817 098)
Taux d'imposition statutaire combiné canadien	39,14 %	38,31 %
Économie d'impôts sur les résultats au taux d'imposition statutaire combiné	(3 563 768)	(2 994 887)
Rémunération à base d'actions	68 650	121 221
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	57 510	(13 455)
Variation du taux d'impôts	1 358 693	129 350
Pertes autres qu'en capital expirées	80 557	142 071
Dépenses non déductibles et autres	921 920	441 007
Dépenses non déductibles, impôts miniers	675 726	1 466 796
Différences temporelles non comptabilisées	725 830	(522 000)
Frais d'E&É reportés renoncés	2 431 190	278 501
Prime à l'émission d'actions accréditatives	(1 566 803)	(490 347)
Crédits remboursables de DMQ	25 927	(710 994)
	1 215 432	(2 152 737)

La hausse du taux d'impôts vient essentiellement de la réévaluation du passif d'impôts différés associé aux impôts miniers à la suite de l'augmentation du taux applicable de 12 % à 16 %.

Le tableau qui suit présente une analyse des actifs et des passifs d'impôts différés.

	2011	2010
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Actifs d'impôts différés devant être recouverts dans plus de 12 mois	(4 447 268)	(3 420 680)
Actifs d'impôts différés devant être recouverts dans moins de 12 mois	(2 119)	(41 287)
Passifs d'impôts différés		
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans plus de 12 mois	12 800 819	9 150 699
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans moins de 12 mois	300 755	222 734
Passifs d'impôts différés, montant net	8 652 187	5 911 466

Le tableau qui suit présente l'évolution du compte d'impôts différés.

	2011	2010
	\$	\$
Au 1 <sup>er</sup> janvier	5 911 466	4 346 770
Montant comptabilisé en charges (recouvrement) dans le compte des résultats	2 756 307	(951 395)
Charge d'impôts liée au capital social (recouvrement)	(15 586)	2 516 091
Au 31 décembre	8 652 187	5 911 466

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 17. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Le tableau qui suit présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôts différés au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes relatifs à la même administration fiscale.

#### Actifs d'impôts différés

	Pertes autres qu'en capital	Immobilisations corporelles	Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	Impôts miniers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	-	-	-	-	-	-
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(1 556 675)	(35 687)	(288 810)	(818 067)	(453 017)	(3 152 256)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	(1 556 675)	(35 687)	(288 810)	(818 067)	(453 017)	(3 152 256)
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(586 717)	(352 953)	(10 396)	(415 639)	84 160	(1 281 545)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	(15 586)	(15 586)
Au 31 décembre 2011	(2 143 392)	(388 640)	(299 206)	(1 233 706)	(384 443)	(4 449 387)

#### Passifs d'impôts différés

	Frais d'E&É reportés	Billets convertibles	Impôts miniers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	-	-	4 346 770	-	4 346 770
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	2 203 955	1 397 443	1 107 007	(2 507 544)	2 200 861
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	2 516 091	2 516 091
Au 31 décembre 2010	2 203 955	1 397 443	5 453 777	8 547	9 063 722
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	1 480 207	(222 734)	2 770 927	9 452	4 037 852
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	3 684 162	1 174 709	8 224 704	17 999	13 101 574

N'ont pas été comptabilisés dans les états financiers, les actifs d'impôts différés liés aux pertes fiscales inutilisées qui expireront au cours des exercices de 2027 à 2031 :

	2011	2010
	\$	\$
Pertes autres qu'en capital	1 534 000	757 000
Actifs d'impôts différés	1 534 000	757 000

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

---

### 18. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'E&É selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres, de billets convertibles et des obligations découlant de contrats de location-financement réduits par la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour un montant total de 67 919 695 \$ (63 014 322 \$ en 2010). La Direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité d'exploitation de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement important concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, d'exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle ne complète un placement accréditif, auquel cas les fonds sont réservés aux travaux d'E&É. Les variations du capital sont présentées aux états des variations des capitaux propres.

### 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrites ci-dessous :

(a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et des prix.

(i) Risque lié aux taux d'intérêt

La Société dispose d'un solde de trésorerie, et la politique actuelle de la Société est d'investir l'excédent de trésorerie en certificats de dépôt ou des comptes portant intérêt des grandes banques à charte canadiennes. Au 31 décembre 2011, la Société n'avait investi aucun montant (10 000 000 \$ au 31 décembre 2010) dans des dépôts à terme portant intérêt (1,05 % au 31 décembre 2010).

L'obligation découlant de contrats de location-financement et les prêts à payer portent intérêt à un taux fixe tandis que les billets convertibles ne portent pas intérêt. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

(ii) Risque de prix

La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 31 décembre 2011, une baisse (augmentation) de 10 % de la valeur à la Bourse aurait diminué (augmenté) cet actif financier disponible à la vente d'environ 4 000 \$.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 19. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

(b) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers se résume comme suit :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 <sup>er</sup> janvier 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 858 141	3 858 141	15 057 929	15 057 929	2 794 325	2 794 325
Actifs financiers disponibles à la vente	40 000	40 000	135 000	135 000	45 000	45 000
<b>Passifs financiers</b>						
Créditeurs et charges à payer	1 192 923	1 192 923	2 907 777	2 907 777	1 697 302	1 697 302
Obligations découlant de contrats de location- financement	45 003	45 003	320 247	320 247	328 336	328 336
Prêts à payer	2 880 007	3 000 000	3 775 843	4 000 000	-	-
Billets convertibles	7 073 607	7 361 004	5 588 713	5 903 000	-	-

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société au 31 décembre 2011 se composent de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, d'actifs financiers disponibles à la vente, de créditeurs et de charges à payer, de prêts à payer, d'obligations découlant de contrats de location-financement et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-dessus et se rapproche de la valeur comptable en raison de leur courte maturité et des taux d'intérêt du marché, à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles.

#### Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques – actifs financiers disponibles à la vente.
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau : – néant.
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables : – néant

(c) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La Société place sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie dans une banque à charte canadienne.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(en dollars canadiens)

### 19. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

#### (d) Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'E&É. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 décembre 2011, la Société possède de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 3 858 141 \$ (15 057 929 \$ au 31 décembre 2010) pour faire face à son passif courant de 4 087 059 \$ (6 958 864 \$ au 31 décembre 2010).

Au 31 décembre 2011, la Direction estime que les fonds disponibles ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses budgétées jusqu'au 31 décembre 2012 (notes 1 et 23).

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant l'intérêt le cas échéant, aux 31 décembre 2011 et 2010 :

2011					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	1 192 923	1 192 923	1 192 923	-	-
Prêts à payer	2 880 007	3 241 315	3 241 315	-	-
Obligations découlant de contrats de location-financement	45 003	51 310	17 592	17 592	16 126
Billets convertibles	7 073 607	14 905 000	-	-	14 905 000

  

2010					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	2 907 777	2 907 777	2 907 777	-	-
Prêts à payer	3 775 843	4 350 685	4 350 685	-	-
Obligations découlant de contrats de location-financement	320 247	341 814	290 504	17 592	33 718
Billets convertibles	5 588 713	14 905 000	-	-	14 905 000

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

---

### 20. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le 10 août 2011, la Société a renouvelé une entente de services, sur une base mensuelle et effective le 1<sup>er</sup> août 2011 avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une société liée avec la Société car :

- i) le président de BBH est aussi président de la Société;
- ii) un dirigeant de BBH est aussi un dirigeant et un administrateur de la Société.

Aux termes de cette entente, BBH assumera les services de gestion de la Société incluant les travaux d'E&É. La Société prévoit une charge mensuelle fixe de 5 200 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et du matériel informatique qui sera révisée au 31 juillet de chaque année, des frais de gestion de 5 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É et aux achats d'immobilisations liés à la propriété Matoush, des frais de gestion de 10 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É sur les autres propriétés : Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toute autre propriété future, et des frais de gestion de 5 % sur tous les achats liés aux projets d'E&É ou aux ententes d'options sur les propriétés Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toutes autres propriétés futures.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 :

- a) BBH a facturé :
  - i) des honoraires d'experts-conseils et de sous-traitants au montant de 3 318 000 \$ (3 695 000 \$ en 2010) inclus dans les frais d'E&É reportés;
  - ii) des frais de gestion :
    - 1) de 620 000 \$ (848 378 \$ en 2010) inclus dans les frais d'E&É reportés;
    - 2) de 62 000 \$ (328 841 \$ en 2010) inclus dans les immobilisations corporelles;
  - iii) des honoraires pour un montant total de 1 157 000 \$ (917 000 \$ en 2010);
  - iv) des frais juridiques inclus dans les frais d'émission d'actions d'un montant de 0 \$ (38 000 \$ en 2010);
  - v) des frais de location de 62 000 \$ (62 000 \$ en 2010).
- b) Une compagnie contrôlée par le chef de la direction des finances et trésorier en poste du 9 juin 2009 jusqu'au 12 mai 2010 a facturé pour l'exercice terminé au 31 décembre 2010 des honoraires de comptabilité de 81 204 \$.

Au 31 décembre 2011, les créiteurs et charges à payer comprennent un montant de 158 000 \$ (540 000 \$ au 31 décembre 2010) à payer à BBH. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les factures de BBH sont payables sur réception.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010  
(en dollars canadiens)

### 21. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2011	2010
	\$	\$
<b>Opérations sans effet sur la trésorerie</b>		
Frais d'E&É reportés inclus dans les créditeurs et charges à payer	283 747	1 989 471
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer	327 556	237 522
Frais d'émission d'actions inclus dans les créditeurs et charges à payer	-	264 414
Crédits d'impôts à recevoir présentés en réduction des frais d'E&É reportés	5 175 763	6 971 322
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations découlant de contrats de location-financement	-	270 598
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(19 290)	1 681 958
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'E&É reportés	2 630 619	1 341 037
Unités émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 171 604 \$	-	578 396
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&É reportés	139 502	216 186
Émission d'actions pour acquisition de propriétés minières	27 720	30 100

### 22. ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au cours des prochains exercices se terminant le 31 décembre.

	2012	2013 et après
	\$	\$
Location-exploitation	138 611	11 386

### 23. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 29 février 2012, la Société a clôturé un placement privé par l'entremise d'un syndicat de placeurs pour compte totalisant 16 025 620 actions accréditatives à un prix de 0,60 \$ et 0,65 \$ pour un produit brut total de 9 999 988 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditatives, la Société s'est engagée à renoncer à 9 999 988 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2012. La Société a payé en espèces une commission aux placeurs pour compte représentant 5,5 % du produit brut de ce placement privé accréditif.

Le 29 février 2012, la Société a clôturé un deuxième placement privé avec Sentient sans l'entremise d'un courtier, totalisant 6 000 000 d'unités au prix de 0,50 \$ l'unité pour un produit brut de 3 000 000 \$. Chaque unité est constituée de une action ordinaire et de un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,65 \$ jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2014. Sentient a reçu 180 000 unités additionnelles représentant 3 % du produit brut du placement à titre de frais de transaction.

**ANNEXE 52-109A1**  
**ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS**  
**ATTESTATION COMPLÈTE**

Je soussigné, *Guy Hébert, président et chef de la direction de Ressources Strateco inc.*, atteste ce qui suit :

1. **Examen:** J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle, (collectivement, les «documents annuels») de *Ressources Strateco inc.* (l'«émetteur») pour l'exercice terminé le **31 décembre 2011**.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse:** À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents annuels.

3. **Image fidèle:** À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des exercices présentés dans ses documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces exercices.

4. **Responsabilité:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (c. V-1.1, r.27).

5. **Conception:** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de l'exercice, avons fait ce qui suit:

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:

- i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis;
- ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. **Cadre de contrôle:** Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est *Internal Control – Integrated Framework (cadre COSO), publié par The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

5.2. s.o.

5.3. s.o.



6. **Évaluation:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons fait ce qui suit:
- a) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité des CPCI de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel nos conclusions en fonction de cette évaluation;
  - b) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité du CIIF de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel l'information suivante:
    - i) nos conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
    - ii) *s.o.*
7. **Communication des modifications du CIIF:** L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le **1<sup>er</sup> octobre 2011** et se terminant le **31 décembre 2011** qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux auditeurs et au conseil d'administration ou au comité d'audit de l'émetteur:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons informé, en fonction de notre dernière évaluation du CIIF, les auditeurs de l'émetteur ainsi que le conseil d'administration de l'émetteur ou son comité d'audit de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Date: **30 mars 2012**

(signé) Guy Hébert

---

Président et chef de la direction

**ANNEXE 52-109A1**  
**ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS**  
**ATTESTATION COMPLÈTE**

Je soussigné, *Yvon Robert, Chef des finances de Ressources Strateco inc.*, atteste ce qui suit :

1. **Examen:** J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle, (collectivement, les «documents annuels») de *Ressources Strateco inc.* (l'«émetteur») pour l'exercice terminé le **31 décembre 2011**.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse:** À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents annuels.

3. **Image fidèle:** À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des exercices présentés dans ses documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces exercices.

4. **Responsabilité:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (c. V-1.1, r.27).

5. **Conception:** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de l'exercice, avons fait ce qui suit:

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:

- i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis;
- ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. **Cadre de contrôle:** Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est *Internal Control – Integrated Framework (cadre COSO), publié par The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

5.2. s.o.

5.3. s.o.

6. **Évaluation:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons fait ce qui suit:
- a) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité des CPI de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel nos conclusions en fonction de cette évaluation;
  - b) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité du CIIF de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel l'information suivante:
    - i) nos conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
    - ii) s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF:** L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le **1<sup>er</sup> octobre 2011** et se terminant le **31 décembre 2011** qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux auditeurs et au conseil d'administration ou au comité d'audit de l'émetteur:** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons informé, en fonction de notre dernière évaluation du CIIF, les auditeurs de l'émetteur ainsi que le conseil d'administration de l'émetteur ou son comité d'audit de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Date: **30 mars 2012**

(signé) Yvon Robert

---

Chef des finances

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### ADMINISTRATEURS

**Guy Hébert**

Boucherville (Québec)  
Président et chef de la direction  
Ressources Strateco inc.

**Jean-Pierre Lachance**

St-Hubert (Québec)  
Vice-président exécutif et exploration  
Ressources Strateco inc.

**Jean-Guy Masse\***

Montréal (Québec)  
Président  
Gestion Métaux Précieux Northern Inc.

**Robert Desjardins\***

Montréal (Québec)  
Président  
Robert G. Desjardins et Associés inc.

\* Membre du comité d'audit

**Marcel Bergeron\***

Montréal (Québec)  
Consultant financier

**Paul-Henri Couture**

Laval (Québec)  
Fonds de gestion Sentient Canada Ltée

**Henri Lanctôt**

Ville Mont-Royal (Québec)

### MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

**Guy Hébert, Bsc géo, M.B.A.**

Président et chef de la direction

**Yvon Robert, CA**

Chef des finances

**Jean-Pierre Lachance, géo**

Vice-président exécutif et de l'exploration

**Anne Hébert**

Secrétaire

**Pierre H. Terreault, Ing. MGP**

Vice-président opérations et ingénierie

### INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

**Inscription**

Bourse de Toronto (TSX) – Symbole RSC  
Bourse de Francfort – Symbole RF9

**Agent de transfert et registraire**

Service aux investisseurs Computershare inc.

**Auditeurs**

PricewaterhouseCoopers, LLP, s.r.l./s.e.n.c.r.l.

**Conseillers juridiques**

Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**Siège social**

1225, rue Gay-Lussac  
Boucherville (Québec) J4B 7K1, CANADA  
Téléphone : 450 641-0775  
1 866 774-7722  
Télécopieur : 450 641-1601  
Site Web : [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)

**Assemblée annuelle**

Le 30 mai 2012 à 10 h 30  
Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth  
Salon Hochelaga 4  
900 boulevard René-Lévesque ouest  
Montréal, Québec H3B 4A5  
Téléphone : 514 861-3511

*An English copy of this report may be obtained from the Company's head office in Boucherville, Québec.*